

numéro de répertoire <b>2025/ 03672</b>
date du prononcé <b>29/10/2025</b>
numéro de rôle <b>24/885/A</b>

☐ ne pas présenter à l'inspecteur

### expédition

délivrée à	délivrée à	délivrée à
le € BUR	le € BUR	le € BUR

JUG-JGC

N° 283

# Tribunal de première instance francophone de Bruxelles, Section Civile

## Jugement

4<sup>ème</sup> chambre  
affaires civiles

présenté le
ne pas enregistrer

Action environnementale  
Jugement définitif  
Contradictoire

**EN CAUSE DE :**

**1. L'ASBL WE ARE NATURE.BRUSSELS**, représentée par son organe d'administration, inscrite à la BCE sous le n° 0799.727.386, dont le siège social est établi à 1170 Bruxelles, avenue des Cailles 34 ;

**2. L'ASBL BRUXELLES NATURE**, représentée par son organe d'administration, inscrite à la BCE sous le n° 457.927.102, dont le siège social est sis à 1170 Bruxelles, rue du Silex 10 ;

**3. Toutes les personnes mentionnées dans l'Annexe A de la citation du 12 Février 2024, annexée au présent jugement, de la page 49 à 81 ;**

Faisant toutes élection de domicile au cabinet de leur conseil à 1000 Bruxelles, rue Saint Quentin 3 bte 3 ;

Demandeurs ;

**4. Toutes les personnes mentionnées dans la requête en intervention volontaire du 24 janvier 2025 annexée au présent jugement, de la page 82 à 101 ;**

Intervenantes volontaires ;

Représentées par **Me Vincent LETELLIER**, avocat à 1000 Bruxelles, rue Saint Quentin, 3 bte 3 ([v.letellier@res-publica.be](mailto:v.letellier@res-publica.be));

**CONTRE :**

**La RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le n° 0233.884.123, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, dont les bureaux sont établis à 1000 Bruxelles, rue Ducale, 7-9

Défenderesse ;

Représentée par **Me Gaëtan VANHAMME** et **Me Anthony MATHIEU**, avocats à 1030 Bruxelles, rue de la Luzerne 40 ([gvh@jplagasse.be](mailto:gvh@jplagasse.be));

\*\*\*\*\*

En cette cause, tenue en délibéré le 14 mai 2025, le tribunal prononce le jugement suivant:

Vu les pièces de la procédure et notamment :

- la citation introductive d'instance signifiée le 12 février 2024;
- l'ordonnance sur base de l'article 747§1 du C.J prononcée le 29 février 2024;
- les conclusions additionnelles et de synthèse pour les demandeurs et les intervenants volontaires déposées au greffe du tribunal le 26 décembre 2024 ;
- la requête en intervention volontaire déposée au greffe le 24 janvier 2025 ;
- les deuxièmes conclusions de synthèse pour la défenderesse déposées au greffe le 6 février 2025;

Entendu les conseils des parties en leurs dires et moyens aux audiences publiques des 8, 9 et 14 mai 2025 ;

\*\*\*\*\*

## **I. ELEMENTS DE CONTEXTE**

### **1. Bref aperçu du contexte scientifique attestant de la réalité d'un réchauffement climatique d'origine anthropique et de ses conséquences pour les populations et les écosystèmes**

#### **1.1. Sur le plan international**

Le 6 décembre 1988, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté la Résolution 43/53 sur la protection du climat mondial pour les générations présentes et futures. Dans cette résolution, et pour la première fois, les Nations-Unies reconnaissaient le changement climatique comme une « *préoccupation commune de l'humanité* ».

Depuis 1990, le GIEC<sup>1</sup> a délivré six rapports successifs d'évaluation des données scientifiques, techniques et socio-économiques les plus récentes publiées dans le monde et utiles à la compréhension des changements climatiques, en vue de les mettre à la disposition des responsables politiques. Outre ces rapports, le GIEC publia également des rapports spéciaux en 2011, 2018 et 2019<sup>2</sup>.

Dès 1990, sans se prononcer de manière catégorique, le premier rapport d'évaluation sur les changements climatiques du GIEC établissait néanmoins que « *les émissions dues aux activités*

---

<sup>1</sup> Groupe Intergouvernemental d'experts sur l'évolution du Climat, institué en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale (« l'OMM ») et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (le « PNUE »).

<sup>2</sup> Voir infra.

*humaines accroissent sensiblement la concentration dans l'atmosphère des gaz à effet de serre : dioxyde de carbone, méthane, chlorofluorocarbones (CFC) et oxyde nitreux »<sup>3</sup>.*

Dans son 4<sup>ème</sup> rapport d'évaluation sur les changements climatiques publié en 2007, le GIEC relevait notamment le caractère sans équivoque du réchauffement du système climatique et le rôle « très probablement » prépondérant des émissions de GES anthropiques sur le réchauffement climatique.

Dans son 5<sup>ème</sup> rapport de synthèse publié à l'automne 2014<sup>4</sup>, le GIEC indiquait notamment que :

- le réchauffement du système climatique est sans équivoque ;
- l'influence de l'homme sur le système climatique est manifeste et à la date du rapport, les émissions de gaz à effet de serre (ci-après « GES ») d'origine humaine sont les plus élevées jamais observées ;
- le lien de cause à effet entre les activités humaines et le changement climatique est incontestable. Ainsi, l'influence des activités humaines sur le système climatique est la cause principale du réchauffement observé depuis le milieu du XXe siècle ;
- si elles se poursuivent, les émissions de GES provoqueront un réchauffement supplémentaire et une modification durable de toutes les composantes du système climatique, ce qui augmentera la probabilité de conséquences graves, généralisées et irréversibles pour les populations et les écosystèmes. Pour limiter l'ampleur des changements climatiques, il faudrait réduire fortement et durablement les émissions de GES, ce qui, avec l'adaptation, est susceptible de limiter les risques liés à ces changements ;
- sans mesures d'atténuation autres que celles qui existent aujourd'hui, et même si des mesures d'adaptation sont prises, le risque de conséquences graves, généralisées et irréversibles à l'échelle du globe sera élevé à très élevé à la fin du XXIe siècle en raison du réchauffement.

Le rapport spécial du GIEC sur le réchauffement climatique limité à 1,5C°, publié le 8 octobre 2018, a encore confirmé que les émissions de GES devaient être réduites de toute urgence et que le réchauffement devait être limité à 1,5C°, notamment pour réduire la probabilité de survenance de phénomènes météorologiques extrêmes et d'atteinte à des points de basculement.

Dans un rapport spécial publié le 8 août 2019<sup>5</sup>, le GIEC a notamment indiqué que :

---

<sup>3</sup> GIEC, 1990, 1<sup>er</sup> rapport d'évaluation, résumé à l'intention des décideurs.

<sup>4</sup> Voir GIEC, 2014: Changements climatiques 2014: Rapport de synthèse. Contribution des Groupes de travail I, II et III au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat GIEC, Genève, Suisse, 161 p.

<sup>5</sup> Rapport spécial sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des sols, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres, approuvé lors de la 50e session plénière du GIEC (Genève, 2-6 août 2019).

- Les écosystèmes terrestres et la biodiversité sont vulnérables aux changements climatiques en cours et aux extrêmes météorologiques et climatiques ;
- Les terres sont à la fois une source et un puits naturel de GES et jouent un rôle essentiel dans les échanges d'énergie, d'eau et d'aérosols entre la surface terrestre et l'atmosphère ;
- Une gestion durable des terres peut contribuer à réduire les impacts négatifs du changement climatique, sur les écosystèmes et les sociétés. Un large éventail de mesures d'adaptation et d'atténuation, par exemple la préservation et la restauration des écosystèmes naturels, la conservation de la biodiversité, la réduction de la concurrence pour l'utilisation des terres, peuvent contribuer positivement au développement durable.

Le 6<sup>ème</sup> rapport du GIEC publié en 2023<sup>6</sup> indique en substance que :

- le réchauffement climatique est sans équivoque et causé principalement par les activités humaines, atteignant environ +1,1 °C par rapport à 1850–1900.
- Les émissions de GES continuent d'augmenter, avec des contributions inégales entre pays, régions et individus. Chaque fraction de degré supplémentaire intensifie les risques climatiques.
- Sans réduction rapide des émissions, le seuil de 1,5 °C sera probablement dépassé et des changements irréversibles deviennent plus probables au-delà de 2 °C.
- Les impacts sont déjà généralisés : vagues de chaleur, précipitations extrêmes, montée du niveau de la mer, perte de biodiversité, insécurité alimentaire et hydrique, effets sur la santé humaine.
- actuellement les mesures d'atténuation des émissions et d'adaptation aux changements climatiques progressent mais restent insuffisantes et inégalement réparties.
- en matière d'adaptation, des solutions efficaces existent : agriculture durable, infrastructures vertes, systèmes d'alerte précoce.
- en matière d'atténuation, l'objectif est d'atteindre la neutralité carbone vers 2050 pour limiter le réchauffement à 1,5 °C et il existe des solutions techniques en termes notamment d'énergies renouvelables, de capture et stockage du carbone, d'efficacité énergétique, de réduction des émissions non-CO<sub>2</sub>, et de reforestation.

Ce 6<sup>ème</sup> rapport souligne encore l'urgence d'une action climatique intégrée à court terme, soit d'ici 2030. Le rapport indique en substance que la possibilité d'assurer un avenir viable et durable pour tous s'amenuise rapidement et qu'un développement mondial résilient au climat est plus urgent que ce qui a été identifié précédemment dans le 5<sup>ème</sup> rapport de 2013.

Selon ce dernier rapport, la mobilisation internationale doit intégrer l'adaptation au changement climatique et la réduction des émissions afin de promouvoir le développement durable pour tous.

---

<sup>6</sup> Rapport de synthèse du sixième rapport d'évaluation : Changements climatiques 2023 (Interlaken, 20 mars 2023).

Le résumé à l'attention des décideurs des travaux du groupe II au 6<sup>ème</sup> rapport du GIEC mentionne plus spécifiquement que la végétalisation des villes à l'aide d'arbres et d'autres types de végétation peut apporter un rafraîchissement local<sup>7</sup>.

Dans son rapport sur « *l'évaluation européenne des risques climatiques* » de janvier 2024<sup>8</sup> l'agence européenne pour l'environnement pose notamment les principaux constats suivants :

- Le changement climatique induit par l'être humain a des conséquences sur la planète. À l'échelle mondiale, 2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, et la température mondiale moyenne au cours de l'année a dépassé les niveaux de l'ère préindustrielle de 1,5 °C.
- L'Europe est le continent qui se réchauffe le plus rapidement au monde. Les chaleurs extrêmes, autrefois relativement rares, sont de plus en plus fréquentes, tandis que les régimes des précipitations se modifient et les inondations catastrophiques se multiplient.
- Ces événements compromettent la sécurité alimentaire et hydrique, la stabilité financière et énergétique, ainsi que la santé publique, menaçant la cohésion sociale.

Le rapport souligne en particulier que les zones urbaines densément peuplées sont particulièrement menacées par les vagues de chaleur et les précipitations extrêmes. L'effet dit de l'« îlot de chaleur urbain » peut amplifier les effets des vagues de chaleur, en particulier la nuit. La forte imperméabilisation des sols et le nombre réduit d'espaces verts et bleus en ville augmentent également le risque d'inondation, notamment lors des averses torrentielles.

### 1.2. Au niveau régional bruxellois

Dès l'adoption de son premier plan régional air-climat-énergie (ci-après le « PACE ») en 2016, la RBC elle-même faisait le constat suivant :

*« Le changement climatique est l'un des problèmes économiques, sociaux et environnementaux majeurs auxquels nous serons confrontés au cours du XXI<sup>ème</sup> siècle. La concentration des GES dans l'atmosphère ne cesse d'augmenter, à tel point que les scientifiques prévoient des hausses de température sans précédent qui pourraient avoir des conséquences dramatiques sur nos sociétés. Ces changements climatiques auront des répercussions sur l'environnement, l'économie et la société. L'IRMB (...) exprime les tendances climatiques observées sur le territoire de la Belgique et montre que le climat de la RBC a évolué au cours du XX<sup>ème</sup> siècle :*

- La température moyenne annuelle a augmenté d'environ 2°C ;*

---

<sup>7</sup> Point C.2.5., pièce I.8 des demandeurs.

<sup>8</sup> Pièce I.5 des demandeurs.

- Une hausse significative du nombre annuel de vagues de chaleur a été observée vers le milieu des années 1990. D'autre part, la fréquence des vagues de froid a diminué de manière significative au début des années 1970 ;
  - Au niveau des précipitations, on a observé une augmentation de celles-ci en Région bruxelloise ;
  - Directement reliée à l'augmentation des températures, la quantité de précipitations sous forme de neige a fortement décliné au cours du XXème siècle sur la Région.
- A terme, l'évolution future et probable du climat en RBC peut être succinctement caractérisée comme suit :
- Un climat plus chaud ;
  - Des hivers moins froids et plus pluvieux (avec des épisodes de pluies intenses en hiver) ;
  - Des canicules estivales plus fréquentes »<sup>9</sup>.

Par ailleurs, dans le PACE 2016, la RBC rappelait également que :

*« la couverture végétale, et les arbres en particulier, sont à l'origine de services dits de régulation et d'approvisionnement indispensables au maintien d'un environnement urbain sain et agréable. En lien avec le présent plan, ces services comprennent notamment :*

- *Le maintien de la qualité de l'air, par la captation, la neutralisation et /ou la décomposition des polluants atmosphériques ;*
- *La régulation du cycle hydrologique : les pics de précipitation sont amortis en étant interceptés par les arbres et la perméabilité des sols végétalisés ;*
- *La régulation du climat et la modération des conditions météorologiques extrêmes (dont l'effet des îlots de chaleur urbains), grâce à l'ombrage, l'évaporation et les effets coupe-vent ;*
- *Le captage du gaz carbonique, le principal GES d'origine anthropique par les arbres en croissance.*

*Pour contribuer à un meilleur confort urbain, à fortiori dans le contexte de changement climatique, il est essentiel de renforcer la végétalisation de la Région. Les espaces verts jouent en effet un rôle important comme régulateur de la chaleur et permettent de réduire l'effet d'îlot de chaleur urbain. Ils peuvent ainsi constituer des zones refuges pour les populations, en particulier les populations plus vulnérables dans le centre-ville, où l'accès aux zones refuges est moins aisé que pour les populations situées plus loin du centre. Enfin, le végétal contribue à la lutte contre les inondations en absorbant une partie des précipitations »<sup>10</sup>.*

Le Plan de Gestion de l'Eau 2016-2021 (ou « PGE ») adopté en octobre 2015 relevait déjà que *« les phénomènes d'inondations sont fréquents, dus à la fois à des pluies exceptionnelles (surtout en été) et à l'imperméabilisation de plus en plus importante des sols<sup>11</sup> ».*

---

<sup>9</sup> PACE 2016, p. 119, pièce III.b.5 des demandeurs.

<sup>10</sup> PACE 2016, p. 125-126, pièce III.b.5 des demandeurs.

<sup>11</sup> PGE 2016-2021, résumé non technique, p.18.

A cette époque, la RBC déclarait également vouloir « limiter à l'avenir l'imperméabilisation des sols et réduire son impact en matière d'inondation en promouvant des mesures compensatoires et la mise en œuvre de techniques de gestion décentralisée et alternative des eaux pluviales »<sup>12</sup>.

Dans sa contribution de 2019 à la stratégie nationale de réduction des émissions de GES, la RBC résumait encore la situation comme suit :

*« En Belgique, le changement climatique est associé à une hausse du niveau de la mer, à des vagues de chaleurs plus fréquentes et à des périodes de sécheresse alternant avec des périodes de précipitations plus abondantes. Ces phénomènes ont des impacts sur la santé, la biodiversité, l'agriculture, la pêche et les infrastructures de transport et d'énergie. En Région de Bruxelles-Capitale, l'accumulation de chaleur lors des vagues de chaleur est plus marquée que dans les zones rurales. Le phénomène « d'îlots de chaleur urbain » a un impact direct sur la santé des habitants de la Région. A défaut d'une politique préventive structurelle, la surchauffe en milieu urbain entraîne un recours massif au conditionnement d'air énergivore, producteur de GES et générateur lui-même de surchauffe extérieure. Les pluies torrentielles sur des surfaces majoritairement imperméabilisées saturent les égouts et les stations d'épuration, provoquant inondations et pollutions. Les effets thermiques (surchauffe ou inversion thermique) propres au milieu urbain, aggravent par ailleurs les phénomènes de pollution atmosphérique »<sup>13</sup>.*

L'Institut royal météorologique de Belgique (l'IRM) a observé en ce sens que la température annuelle moyenne a augmenté en Belgique de 1,9 C° pour atteindre des records de chaleur depuis 2020<sup>14</sup>. L'IRM a également constaté une augmentation du nombre de vagues de chaleur entre 1990 et 2023 et, pour la première fois, depuis 2015, une période de six années consécutives avec au moins une vague de chaleur. En ce qui concerne l'évolution des précipitations en Belgique, l'IRM observe un changement climatique depuis les trois dernières décennies alliant des périodes plus sèches, d'une part, à des épisodes de pluies plus intenses, d'autre part.

Dans son rapport d'évaluation de l'apport des politiques publiques bruxelloises de 2024<sup>15</sup>, le Comité d'experts rappelle à son tour que si l'Europe se réchauffe plus rapidement que le reste du monde, le réchauffement en Belgique est également deux fois supérieur à la moyenne mondiale depuis 1980.

---

<sup>12</sup> PGE 2016-2021, résumé non technique, p.28.

<sup>13</sup> Contribution du 14 octobre 2019 de la Région de Bruxelles Capitale à la stratégie nationale 2050 de réduction des émissions de gaz à effet de serre, p.15.

<sup>14</sup> Voir les rapports IRM déposés par les demandeurs, pièces I.1 et I.2.

<sup>15</sup> Comité d'experts climat.brussels, Rapport 2024 d'évaluation de l'apport des politiques publiques bruxelloises aux objectifs climatiques, pièce I.7 des demandeurs.



En ce qui concerne la Région bruxelloise en particulier, le Comité d'experts rappelle également qu'en tant que centre urbain soumis à l'effet d'îlot de chaleur, la Région bruxelloise est exposée à une hausse de température et un risque d'inondations plus importants que dans d'autres zones, comme les zones rurales<sup>16</sup>.

Dans son rapport sur « *l'apport de la nature à la santé des bruxellois.es* » de 2022, Bruxelles Environnement rappelait également que l'urbanisation et l'étalement urbain engendrent l'imperméabilisation des sols et sont à l'origine du phénomène d'îlot de de chaleur urbain accentuant les vagues de chaleur<sup>17</sup>. Bruxelles Environnement indiquait encore que la végétation régule notamment la température de l'air et réduit l'effet d'îlot de fraîcheur tandis que des sols perméables limitent les inondations.

Le Plan de Gestion de l'Eau (ou « PGE ») 2022-2027 adopté par la RBC le 22 juin 2023 conclut notamment que :

*« l'évolution probable du climat peut être succinctement caractérisée comme suit pour la Région de Bruxelles-Capitale :*

- Un climat plus chaud en toute saison : avec une élévation généralisée des températures moyennes saisonnières, allant de +1°C à +4.5°C selon la gravité des scénarios d'émissions de GES. Les phénomènes estivaux (canicules, sécheresses) vont donc augmenter. La rigueur des hivers (gel, neige, vagues de froid) va diminuer.*
- Un climat pas forcément moins pluvieux à l'échelle annuelle : les précipitations annuelles devraient rester stables (avec une compensation des saisons entre elles), avec de fortes variations interannuelles comme c'est déjà le cas pour notre climat actuel. (...).*
- Vers des pluies plus intenses et plus de crues éclair : on anticipe une intensification des pluies, en particulier les pluies courtes et extrêmes de nature convective. (...). Les villes étant particulièrement sensibles à ce genre d'évènements, le risque d'inondation dite « pluviale » se renforcera si aucune mesure compensatoire n'est mise en œuvre.*
- Une diminution de la recharge des nappes (...).*

*Notre région se situe dans une zone de transition concernant le changement climatique. Les modifications du climat y restent limitées dans notre zone tempérée, au contraire des situations plus marquées dans le Nord (plus humide) et le Sud (plus sec) de l'Europe, dont nous pourrions toutefois par période subir les influences atmosphériques en fonction de la circulation générale des vents.*

*(...)*

*En tant que région urbaine, la vulnérabilité du territoire bruxellois et des infrastructures dépendent également de facteurs non climatiques. Il n'est pas facile de prévoir l'évolution à moyen et à long terme de l'imperméabilisation du sol et du nombre de personnes et de biens exposés à ces risques »<sup>18</sup>.*

---

<sup>16</sup> Comité d'experts climat.brussels, *Rapport 2024 d'évaluation de l'apport des politiques publiques bruxelloises aux objectifs climatiques*, pp.22-24, pièce I.7 des demandeurs.

<sup>17</sup> Pièce I.9 des demandeurs.

<sup>18</sup> PGE 2022-2027, p.247.

## **2. Bref exposé des cadres normatifs et programmatiques internationaux et européens exposés par les parties**

Différents instruments de droit international et de droit européen imposent aux Etats parties - ou leur suggèrent - de prendre des mesures de deux types :

- des mesures dites de **mitigation** ou **d'atténuation**, agissant sur les causes d'origine anthropique du réchauffement climatique, à savoir les émissions de GES, en réduisant lesdites émissions et en renforçant les puits d'absorption de ces GES ;
- des mesures dites **d'adaptation** des conditions d'existence de la population face aux conséquences inéluctables du changement climatique.

### **2.1. Droit international**

Dès l'adoption du **Protocole de Kyoto**, le 11 décembre 1997, les Etats parties se sont engagés notamment à mettre en place un système permettant d'estimer les émissions anthropiques de GES par leurs sources et leur absorption par les puits carbone, et de protéger et renforcer les puits et réservoirs de GES.

Sur le plan interne, le Protocole de Kyoto a fait l'objet d'une loi d'assentiment tant au niveau fédéral qu'au niveau régional<sup>19</sup>.

Les accords de Cancùn adoptés le 10 décembre 2010 par les Etats parties à la COP-16, dont la Belgique, actaient notamment que l'adaptation aux changements climatiques devait être considérée comme revêtant le même degré de priorité que l'atténuation et exigeait des dispositifs institutionnels appropriés en vue de renforcer l'action engagée et l'appui à fournir dans ce domaine.

En adoptant l'Accord de Paris sur le climat du 12 décembre 2015, les Etats membres de la Convention-cadre des Nations-Unies, dont la Belgique, ont pris acte de ce que :

*« - les changements climatiques représentent une menace immédiate et potentiellement irréversible pour les sociétés humaines et la planète et qu'ils nécessitent donc la coopération la plus large possible de tous les pays ainsi que leur participation dans le cadre d'une riposte internationale efficace et appropriée, en vue d'accélérer la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre ;  
- il faudra fortement réduire les émissions mondiales pour atteindre l'objectif ultime de la Convention et soulignant qu'il est urgent de faire face aux changements climatiques ».*

---

<sup>19</sup> Voir notamment la loi du 26 septembre 2001 portant assentiment au protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, et les annexes A et B, et l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2001 portant assentiment au protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, et les annexes A et B.

Par cet accord, les Etats parties ont reconnus notamment les nécessités de :

- réduire les émissions de GES de manière à contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 C° par rapport aux niveaux préindustriels ;
- renforcer les capacités d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques.

L'article 5.1. de cet accord précise que *« les Parties devraient prendre des mesures pour conserver et, le cas échéant, renforcer les puits et réservoirs de gaz à effet de serre comme le prévoit l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention, notamment les forêts »*.

L'accord de Paris indique également que :

*« les Parties reconnaissent que l'adaptation est un défi mondial qui se pose à tous, comportant des dimensions locales, infranationales, nationales, régionales et internationales, et que c'est un élément clef de la riposte mondiale à long terme face aux changements climatiques, à laquelle elle contribue, afin de protéger les populations, les moyens d'existence et les écosystèmes(...) »<sup>20</sup>.*

*« Chaque Partie entreprend, selon qu'il convient, des processus de planification de l'adaptation et met en œuvre des mesures qui consistent notamment à mettre en place ou à renforcer des plans, politiques et/ou contributions utiles (...) »<sup>21</sup>.*

L'accord de Paris prévoit en outre un mécanisme de rapportage invitant chaque Etat partie à soumettre une communication périodique sur les mesures d'adaptation planifiées et mises en œuvre<sup>22</sup>.

La RBC a adhéré à l'accord de Paris par ordonnance du 16 février 2017<sup>23</sup>.

Enfin, le Pacte de Glasgow pour le climat<sup>24</sup> adopté le 13 novembre 2021 à l'issue de la COP-26 soulignait notamment :

- la profonde inquiétude des Etats parties suite aux conclusions de la 1<sup>ère</sup> partie du 6<sup>ème</sup> rapport du GIEC, relevant notamment le fait que les phénomènes climatiques et météorologiques extrêmes et leurs effets néfastes sur les personnes et la nature continueront de s'aggraver à mesure que les températures continueront à s'élever ;
- l'urgence à intensifier l'action menée et l'appui apporté, notamment en matière de financement, de renforcement des capacités et de transfert de technologies, afin

---

<sup>20</sup> Article 7.2 de l'accord de Paris.

<sup>21</sup> Article 7.9 de l'accord de Paris.

<sup>22</sup> Article 7.10 à 7.12 de l'accord de Paris.

<sup>23</sup> Ordonnance du 16 février 2017 portant assentiment à l'Accord de Paris en vertu de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, fait à Paris (France), le 12 décembre 2015, *M.B.*, 10 mars 2017.

<sup>24</sup> Pièce II.11 des demandeurs.

d'améliorer les capacités d'adaptation, d'accroître la résilience et de réduire la vulnérabilité face aux changements climatiques ;

- l'importance d'intégrer davantage l'adaptation dans la planification locale, nationale et régionale et de soumettre les communications relatives à l'adaptation telles que prescrites par l'accord de Paris.

## 2.2. Droit européen

Le 30 mai 2018, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont adopté les deux règlements suivants :

- le règlement (UE) 2018/841 du Parlement et du Conseil relatif à la prise en compte des émissions et des absorptions des terres et de la foresterie dans le cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030, et modifiant le règlement (UE) n° 525/2013 et la décision (UE) n° 529/2013 ;
- le règlement (UE) 2018/842 du Parlement et du Conseil relatif aux réductions annuelles contraignantes des émissions de gaz à effet de serre par les États membres de 2021 à 2030 contribuant à l'action pour le climat afin de respecter les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris et modifiant le règlement (UE) n° 525/2013.

Le Règlement (UE) 2018/841 définit les engagements des États membres dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (secteur « UTCATF »).

Ces engagements tendent essentiellement à établir un équilibre entre les émissions et les absorptions des GES comptabilisables dans ce secteur particulier.

Ultérieurement, le Règlement (UE) 2023/839<sup>25</sup> fixera des objectifs plus précis en matière d'augmentations des absorptions nettes de GES dans le secteur UTCATF pour la période 2026-2030.

Le Règlement (UE) 2018/842 concerne les secteurs non- ETS<sup>26</sup> et impose notamment aux États membres des réductions d'émission de GES annuelles contraignantes, en principe linéaires, qui doivent aboutir en 2030 à un montant de réduction imposé ; pour la Belgique, la réduction à réaliser était de – 35% par rapport au niveau de 2005.

---

<sup>25</sup> Règlement du Parlement européen et du Conseil du 19 avril 2023 modifiant le règlement (UE) 2018/841 en ce qui concerne le champ d'application, la simplification des règles de déclaration et de conformité, et la fixation des objectifs des États membres pour 2030, et le règlement (UE) 2018/1999 en ce qui concerne l'amélioration de la surveillance, de la communication d'informations, du suivi des progrès et de la révision, J.O. 21 avril 2023.

<sup>26</sup> Secteurs reprenant essentiellement le transport, les bâtiments, l'agriculture, et les déchets.

Le Règlement (UE) 2018/1999<sup>27</sup> du 11 décembre 2018, dit « Règlement Gouvernance », établit un mécanisme de gouvernance en matière d'énergie et de climat qui repose, notamment, sur l'établissement de plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat (les « PNIEC ») et de rapports d'avancement nationaux ainsi que sur des modalités de suivi fixées par la Commission européenne<sup>28</sup>.

Dans le volet « décarbonisation » du PNIEC, chaque Etat fixe notamment son objectif spécifique national contraignant de réduction des émissions de GES ainsi que ses engagements pris en vertu du règlement (UE) 2018/841, c'est-à-dire ceux pris en termes d'équilibre entre les émissions et les absorptions de GES dans le secteur UTCATF<sup>29</sup>.

Pour la fixation des objectifs précités, le volet « décarbonisation » reprend entre autres :

- l'évolution des émissions et des absorptions de gaz à effet de serre dans le contexte du secteur ETS de l'UE, du règlement sur le partage de l'effort, du secteur UTCATF, et des différents secteurs de l'énergie ;
- les projections d'évolution sectorielle sur la base des politiques et mesures des États membres et de l'Union au moins jusqu'en 2040 (y compris pour l'année 2030)<sup>30</sup>.

Le Règlement « gouvernance » encourage également la mise en place d'un « *système d'inventaire national* », c'est-à-dire « *un ensemble de dispositions institutionnelles, juridiques et procédurales mises en place dans un État membre pour **estimer les émissions anthropiques par les sources et les absorptions par les puits de gaz à effet de serre** et pour déclarer et archiver les informations relatives aux inventaires* »<sup>31</sup>.

En matière d'adaptation au changement climatique, l'article 19, paragraphe 1<sup>er</sup>, de ce Règlement (UE) 2018/1999 dispose :

*« Au plus tard le 15 mars 2021, et tous les deux ans par la suite, les États membres communiquent à la Commission des informations sur leur planification et leurs stratégies nationales d'adaptation au changement climatique, décrivant les actions qu'ils ont mises en œuvre et planifiées pour faciliter cette adaptation, y compris les informations indiquées à l'annexe VIII, partie 1, et conformément aux exigences en matière de communication d'informations convenues dans le cadre de la CCNUCC et de l'accord de Paris ».*

---

<sup>27</sup> Règlement (UE) 2018/1999 du Parlement européen et du Conseil sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat modifiant les règlements (CE) n° 663/2009 et (CE) n° 715/2009 du Parlement européen et du Conseil, les directives 94/22/CE, 98/70/CE, 2009/31/CE, 2009/73/CE, 2010/31/UE, 2012/27/UE et 2013/30/UE du Parlement européen et du Conseil, les directives 2009/119/CE et (UE) 2015/652 du Conseil et abrogeant le règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil.

<sup>28</sup> Article 1, alinéa 2 du Règlement 2018/1999.

<sup>29</sup> Règlement (UE) 2018/1999, article 4.

<sup>30</sup> Règlement 2018/1999, article 4 et Annexe I, point 4.2.1.

<sup>31</sup> Règlement, article 2.12.

Aux termes de l'annexe VIII, partie 1 dudit règlement, ces communications doivent contenir :

- « a) les principaux buts, les objectifs généraux et le cadre institutionnel de l'adaptation ;*
- b) les projections en matière de changement climatique (...);*
- c) la capacité d'adaptation ;*
- d) les plans et stratégies d'adaptation ;*
- e) le cadre de suivi et d'évaluation ;*
- f) les progrès accomplis dans la mise en œuvre, notamment l'introduction de bonnes pratiques et l'évolution de la gouvernance ; ».*

Le 30 juin 2021 est adopté le Règlement (UE) 2021/1119, appelé la « loi européenne sur le climat »<sup>32</sup> qui entend établir :

- *« un cadre pour la réduction irréversible et progressive des émissions anthropiques de gaz à effet de serre par les sources et le renforcement des absorptions par les puits réglementés dans le droit de l'Union. (...)*
- *un objectif contraignant de neutralité climatique dans l'Union d'ici à 2050 (...).*
- *un objectif contraignant au niveau de l'Union constituant en une réduction nette des émissions de gaz à effet de serre dans l'Union pour 2030 »*<sup>33</sup>.

L'article 2.1. de la loi européenne sur le climat désigne l'un des objectifs de l'Union européenne comme suit :

*« L'équilibre entre les émissions et les absorptions des gaz à effet de serre réglementés dans le droit de l'Union est atteint dans l'Union d'ici 2050 au plus tard, les émissions nettes se trouvant ainsi ramenée à zéro d'ici à cette date, et l'Union s'efforce de parvenir à des émissions négatives par la suite ».*

En matière d'atténuation, l'article 4, §1<sup>er</sup>, alinéa 2 de la loi européenne sur le climat indique quant à lui que :

*« Afin d'atteindre l'objectif de neutralité climatique énoncé à l'article 2, paragraphe 1, l'objectif contraignant de l'Union en matière de climat pour 2030 consiste en une réduction, dans l'Union, des émissions nettes de gaz à effet de serre (émissions après déduction des absorptions) d'au moins 55 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990.*

*Lors de la réalisation de l'objectif visé au premier alinéa, les institutions compétentes de l'Union et les États membres accordent la priorité à des réductions d'émissions rapides et prévisibles et, dans le même temps, renforcent les absorptions par les puits naturels.*

---

<sup>32</sup> Règlement (UE) 2021/1119 du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 2021 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique et modifiant les règlements (CE) n° 401/2009 et (UE) 2018/1999, entré en vigueur le 29 juillet 2021.

<sup>33</sup> Règlement (UE) 2021/1119, article 1<sup>er</sup>.

*Afin de garantir que des efforts d'atténuation suffisants soient déployés jusqu'à 2030, aux fins du présent règlement et sans préjudice du réexamen de la législation de l'Union visée au paragraphe 2, la contribution des absorptions nettes à l'objectif de l'Union en matière de climat à l'horizon 2030 est limitée à 225 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub>. Afin de renforcer le puits de carbone de l'Union conformément à l'objectif de neutralité climatique d'ici à 2050, l'Union s'efforce d'atteindre un volume plus élevé de puits de carbone net en 2030 ».*

La loi européenne sur le climat reprend également les objectifs d'adaptation de l'Accord de Paris. Sous le titre « *adaptation au changement climatique* », son article 5 dispose ainsi que :

*« 1. Les institutions compétentes de l'Union et les États membres veillent à ce que des progrès constants soient réalisés en matière de renforcement de la capacité d'adaptation, d'accroissement de la résilience et de réduction de la vulnérabilité au changement climatique, conformément à l'article 7 de l'accord de Paris.*

*(...)*

*4. Les États membres adoptent et mettent en œuvre des stratégies et des plans d'adaptation nationaux qui tiennent compte de la stratégie de l'Union en matière d'adaptation au changement climatique visée au paragraphe 2 du présent article (...). Dans leurs stratégies d'adaptation nationales, les États membres tiennent compte de la vulnérabilité particulière des secteurs pertinents, notamment de l'agriculture, et des (sic) ressources hydriques, des systèmes alimentaires et de la sécurité alimentaire, et promeuvent des solutions fondées sur la nature et une adaptation reposant sur les écosystèmes. Les États membres mettent régulièrement à jour les stratégies et incluent les informations mises à jour correspondant dans les rapports devant être présentés au titre de l'article 19, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1999. (...) ».*

Par ailleurs, la Commission évalue au plus tard le 30 septembre 2023 et puis tous les cinq ans, la capacité des mesures nationales pertinentes à garantir l'objectif de neutralité climatique et l'amélioration de l'adaptation<sup>34</sup>.

Le 6 avril 2022, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont adopté le 8<sup>ème</sup> programme d'action générale de l'Union pour l'environnement à l'horizon 2030<sup>35</sup>.

L'article 2 de cette décision 2022/591 détermine un objectif prioritaire à long terme pour 2050 et six objectifs thématiques prioritaires pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2030 comme suit :

---

<sup>34</sup> Article 7.1 b) de la loi européenne sur le climat.

<sup>35</sup> décision (UE) 2022/591 du Parlement et du Conseil du 6 avril 2022 relative à un programme d'action général de l'Union pour l'environnement à l'horizon 2030.

*« 1. Le 8e PAE a pour objectif prioritaire à long terme que, au plus tard en 2050, les personnes vivent bien, dans les limites de notre planète, dans une économie du bien-être où rien n'est gaspillé, où la croissance est régénérative, où la neutralité climatique dans l'Union est assurée et où les inégalités ont été considérablement réduites. Un environnement sain est à la base du bien-être de toutes les personnes et constitue un environnement dans lequel la biodiversité est conservée, les écosystèmes prospèrent et la nature est protégée et restaurée, ce qui accroît la résilience face au changement climatique, aux catastrophes liées à des phénomènes météorologiques ou d'origine climatique et à d'autres risques environnementaux. (...).*

*2. Le 8e PAE comprend les six objectifs thématiques prioritaires interdépendants suivants, pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2030 :*

- a) la réduction rapide et prévisible des émissions de gaz à effet de serre et, dans le même temps, le renforcement des absorptions par les puits naturels dans l'Union en vue d'atteindre l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2030 fixé dans le règlement (UE) 2021/1119, (...);*
- b) la poursuite des progrès en matière d'amélioration et d'intégration de la capacité d'adaptation, (...);*
- c) la réalisation de progrès vers une économie du bien-être qui rende à la planète davantage qu'elle ne lui prend, et l'accélération de la transition vers une économie circulaire non toxique, (...);*
- d) la recherche d'une pollution zéro, (...);*
- e) la protection, la préservation et le rétablissement de la biodiversité marine et terrestre et de la biodiversité des eaux intérieures à l'intérieur et à l'extérieur des zones protégées, notamment en (...) luttant contre la désertification et la dégradation des sols ;*
- f) la promotion des aspects environnementaux de la durabilité et la réduction des principales pressions sur l'environnement et le climat liées à la production et à la consommation de l'Union (...) ».*

L'article 3 définit les « conditions de facilitation » que la Commission, les États membres ainsi que les autorités régionales et locales doivent respecter pour réaliser les objectifs prioritaires, dont les prescriptions suivantes :

*« Pour atteindre les objectifs prioritaires fixés à l'article 2, la Commission, les États membres, les autorités régionales et locales ainsi que les parties prenantes, selon le cas, doivent :*

- a) garantir la mise en œuvre effective, rapide et complète de la législation et des stratégies de l'Union en matière d'environnement et de climat et viser l'excellence en termes de performance environnementale au niveau de l'Union ainsi qu'au niveau national, régional et local, (...);;*



*b) privilégier l'application effective du droit de l'environnement de l'Union là où cette application fait défaut (...);*

*(...)*

*m) lutter contre la dégradation des terres et assurer la protection et l'utilisation durable des sols, notamment par une proposition législative spécifique sur la santé des sols d'ici à 2023 ;*

*(...) ».*

Enfin, le règlement (UE) 2023/857 du 19 avril 2023<sup>36</sup> modifie le règlement 2018/842 en vue de fixer les objectifs de réduction des émissions de GES des Etats membres dans l'objectif de neutralité climatique d'ici 2050 prévue par la loi européenne sur le climat. Il assigne à la Belgique un nouvel objectif de réduction des émissions de GES (hors ETS ou SEQUE) à - 47% pour 2030.

### 2.3. Portée et effet direct des dispositions précitées

La RBC soutient que ces instruments internationaux et européens ne contiennent pas de dispositions suffisamment précises en matière de puits naturels d'absorption de GES pour pouvoir bénéficier d'un effet direct et être utilement invoquées par des particuliers à l'encontre d'une autorité publique dans le cadre du présent litige.

Or, en l'espèce, les parties demanderesse mettent en cause la responsabilité extracontractuelle de la RBC sur la base des articles 1382 et 1383 de l'ancien Code civil en invoquant, non pas la violation de normes de droit positif international, européen et belge, lui imposant d'agir ou de s'abstenir d'une manière déterminée, mais bien la violation de la norme générale de prudence dans la mesure où la RBC se serait abstenue de prendre les mesures nécessaires en matière de puits naturels d'absorption des GES pour prévenir les conséquences dommageables du changement climatique.

Depuis l'arrêt *La Flandria*, il est acquis que l'Etat fédéral ou une entité fédérée peuvent engager leur responsabilité dans le cadre de l'exercice de leur fonction exécutive. Selon une jurisprudence constante, « (...) la faute de l'autorité administrative, pouvant sur la base des articles 1382 et 1383 du Code civil engager sa responsabilité, consiste en un comportement qui, ou bien s'analyse en une erreur de conduite devant être appréciée suivant le critère de l'autorité normalement soigneuse et prudente, placée dans les mêmes conditions, ou bien, sous réserve d'une erreur invincible ou d'une autre cause de justification, viole une norme de droit national ou d'un traité international ayant des effets dans l'ordre juridique interne, imposant à cette autorité de s'abstenir ou d'agir de manière déterminée. »<sup>37</sup>.

---

<sup>36</sup> Règlement (UE) 2023/857 du Parlement européen et du Conseil du 19 avril 2023 modifiant le règlement (UE) 2018/842 relatif aux réductions annuelles contraignantes des émissions de gaz à effet de serre par les États membres de 2021 à 2030 contribuant à l'action pour le climat afin de respecter les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris et le règlement (UE) 2018/1999.

<sup>37</sup> Cass., 25 octobre 2004, *Pas.*, 2004, I, p.1667, concl. Prem. Avoc. Gén. J.F. LECLERCQ et note.

Le principe de la mise en cause de la responsabilité du pouvoir législatif est, quant à lui, consacré par la Cour de cassation depuis 2006 en ces termes :

*« La faute du législateur pouvant, sur la base des articles 1382 et 1383 de l'ancien Code civil, engager la responsabilité de l'État consiste en un comportement qui, ou bien s'analyse en une erreur de conduite devant être appréciée suivant le critère du législateur normalement soigneux et prudent, placé dans les mêmes conditions, ou bien, sous réserve d'une erreur invincible ou d'une autre cause d'exonération de la responsabilité, viole une norme de droit national ou de droit international ayant des effets directs dans l'ordre interne qui lui impose de s'abstenir ou d'agir d'une manière déterminée.*

*L'arrêt attaqué du 28 février 2019 n'a pu, sans violer ces dispositions, décider que la responsabilité civile du défendeur en raison de la violation de l'obligation générale de prudence n'est pas susceptible d'être retenue. »<sup>38</sup>.*

Autrement dit, la méconnaissance de normes internationales ou européennes dépourvues d'effet direct sera constitutive d'une faute si le demandeur en responsabilité démontre un manquement au devoir général de prudence<sup>39</sup>.

Dans son examen du comportement adopté par l'autorité publique à l'aune de cette norme de prudence, le juge de la responsabilité exerce un contrôle nécessairement marginal en évitant de substituer son appréciation à celle de cette autorité publique, que celle-ci exerce une fonction exécutive ou législative.

L'élaboration de la politique climatique en particulier relève des prérogatives des pouvoirs législatif et exécutif qui disposent en la matière d'un large pouvoir d'appréciation.

Dès lors, le principe de séparation des pouvoirs indique notamment au juge de vérifier dans quelle mesure les données faisant l'objet d'un consensus scientifique et politique permettent de conférer à la norme de prudence un contenu suffisamment précis pour apprécier, en droit, le comportement des autorités auxquelles une faute est imputée, et ce, sans porter atteinte au pouvoir discrétionnaire des pouvoirs législatif et exécutif<sup>40</sup>.

#### 2.4. Contenu succinct des engagements de la Belgique sur les plans international et européen – implication pour la RBC

Tant les instruments de droit international précités que les règlements adoptés par l'Union européenne ont formalisé l'engagement de la Belgique à :

---

<sup>38</sup> Cass., 15 décembre 2022, C.21.0003.F/1, [www.juportal.be](http://www.juportal.be).

<sup>39</sup> Voir not. F. AUVRAY, « la violation d'un traité est-elle une faute ? incidence de l'absence d'effet direct sur la responsabilité extracontractuelle de l'Etat », *J.T.*, 2019, p.26.

<sup>40</sup> Voir not. Bruxelles, 30 novembre 2023, n° 227 et 240.

- estimer les émissions anthropiques de GES par les sources et l'absorption par les puits de ces GES ;
- tendre à un équilibre entre les émissions et les absorptions de GES ;
- maintenir et renforcer les puits naturels d'absorption des GES, c'est-à-dire augmenter la capacité d'absorption des GES par les puits naturels ;
- adopter des mesures et politiques d'adaptation aux conséquences du changement climatique ;
- rapporter périodiquement tant sur les mesures d'atténuation des émissions nettes de GES que sur les mesures d'adaptation.

Certes, ces instruments internationaux et européens n'imposent pas directement à la RBC l'adoption d'un comportement déterminé.

Néanmoins, ces instruments constituent des expressions formalisées d'un large consensus politique, combinés au consensus scientifique dégagé notamment dans les rapports du GIEC précité. A ce titre, ils permettent de déterminer les exigences minimales qu'impose la prudence face à l'existence d'une menace grave pour l'environnement, les biens et la sécurité des citoyens bruxellois, tels les demandeurs personnes physiques.

Autrement dit, tout pouvoir public, national ou régional, qui ne tient pas compte de manière raisonnable de ces prescriptions de droit international et de droit européen ne peut être considéré comme une autorité publique normalement prudente et diligente.

Il appartient dès lors au tribunal de prendre en considération ces engagements de la Belgique au niveau international – et européen – alliés aux connaissances scientifiques acquises dans le domaine de la science climatique pour apprécier, sans violer le principe de séparation des pouvoirs, le comportement de la RBC au regard de la norme de prudence.

### **3. Bref exposé du cadre normatif et programmatique régional bruxellois exposé par les parties**

A l'instar des deux autres régions, la RBC exerce les compétences en matière d'aménagement du territoire et de l'urbanisme, de gestion de l'eau, de protection de la nature et de protection de l'air, du climat et de l'énergie<sup>41</sup>.

Depuis plusieurs années, la RBC mobilise ces compétences pour lutter contre les effets néfastes du changement climatique.

#### **3.1. Gestion de l'eau**

---

<sup>41</sup> Article 6, § 1<sup>er</sup> de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

La politique de l'eau sur le territoire de la RBC fait l'objet de l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau.

Les objectifs environnementaux de la politique de l'eau sont poursuivis et doivent être atteints par la mise en œuvre d'un « programme de mesures » et d'un « Plan de gestion de l'eau »<sup>42</sup> (ou « PGE »). Le PGE est un outil de planification non contraignant qui vise l'atteinte progressive d'objectifs environnementaux en matière de gestion de l'eau.

Le deuxième PGE adopté par la RBC en octobre 2015 relevait déjà la fréquence des phénomènes d'inondations dus à la fois à des pluies exceptionnelles et à l'imperméabilisation de plus en plus importante des sols<sup>43</sup>.

Le troisième PGE adopté par la RBC le 22 juin 2023<sup>44</sup>, et couvrant la période 2022-2027 reprend notamment des mesures de prévention et de gestion face aux inondations et aux épisodes de sécheresse, deux éléments liés à l'imperméabilisation des sols.

Ce PGE indique notamment que :

*« L'urbanisation occupe un rôle prépondérant dans la problématique des inondations. Comparativement aux surfaces naturelles, les surfaces imperméabilisées engendrent une très forte augmentation des quantités d'eau de ruissellement. (...) le taux d'imperméabilisation est passé de 27% en 1955 à 47% en 2006. L'urbanisation a continué de se poursuivre depuis »<sup>45</sup>.*

*« Dans le contexte urbain bruxellois, c'est donc l'imperméabilisation des sols sans cesse croissante depuis le milieu du siècle dernier, bien plus que l'intensification des pluies, qui explique véritablement l'augmentation des inondations »<sup>46</sup>.*

*« Il importe d'assurer dans le futur que l'urbanisation croissante du territoire bruxellois soit contrôlée de telle sorte que la perte de surfaces perméables soit compensée par des ouvrages d'infiltration ou/et par la préservation de zones d'infiltration naturelle »<sup>47</sup>.*

Néanmoins, l'exposé des motifs de l'arrêté du gouvernement de la RBC du 22 juin 2023 précisait :

*« Considérant qu'il n'appartient en revanche pas nécessairement au Plan de gestion de l'eau de mettre fin à l'imperméabilisation des sols et à la « bétonisation effrénée » du*

---

<sup>42</sup> Articles 41 et 54 de l'ordonnance.

<sup>43</sup> PGE 2016-2021, résumé non technique, p.18.

<sup>44</sup> Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juin 2023 approuvant le Plan de gestion de l'eau pour la période 2022-2027, *M.B.*, p. 62044.

<sup>45</sup> PGE 2022-2027, p.201.

<sup>46</sup> PGE 2022-2027, p..229.

<sup>47</sup> PGE 2022-2027, p.148.

*territoire, que cela relève davantage d'outils de planification territoriale et d'aménagement du territoire (PRDD, PRAS,...); qu'il y a lieu de reconnaître l'impact négatif de cette imperméabilisation sur le cycle de l'eau ; que le Plan de gestion de l'eau entend dès lors proposer des mesures pour éviter ou limiter les conséquences néfastes qu'a cette imperméabilisation de sols sur le cycle naturel de l'eau et la bonne qualité de nos masses d'eau de surface et souterraine; ».*

En ce sens, le PGE 2022-2027 encourage vivement l'intégration de la Gestion intégrée des eaux pluviales (GIEP) dans les outils de l'aménagement du territoire<sup>48</sup>.

### **3.2. Protection de la nature**

La protection de la nature sur le territoire de la RBC est régie par l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 2012 relative à la conservation de la nature.

Les lignes directrices de la politique de conservation de la nature sont définies dans un « Plan régional Nature » (PRN) qui a pour objectif de guider les autorités publiques lors de leur prise de décision<sup>49</sup>.

Le 14 avril 2016, la RBC a adopté son PRN 2016-2020 dans lequel elle posait notamment les constats suivants<sup>50</sup> :

- Sous l'effet de l'essor démographique et de l'urbanisation croissante, une réduction et une fragmentation des espaces naturels sont actuellement en cours ;
- La préservation des intérieurs d'îlot constitue un enjeu important pour la consolidation du maillage vert ;
- Les milieux ouverts sont relativement peu protégés : seuls 210,5 ha, soit moins de 20% des milieux ouverts se situent au sein d'un périmètre de protection active, alors que le maintien de ces milieux ouverts représente également un enjeu non négligeable pour la Région
- Des objectifs de conservation doivent être définis.

Ce PRN se donnait pour objectifs d'améliorer l'accès des Bruxellois à la nature, de consolider le maillage vert régional, d'intégrer les enjeux nature dans les plans et projets, d'étendre et renforcer la gestion écologique des espaces verts, de concilier accueil de la vie sauvage et développement urbain, de sensibiliser et mobiliser les Bruxellois en faveur de la nature et de la biodiversité et d'améliorer la gouvernance en matière de nature.

### **3.3. Planification « air-climat-énergie »**

---

<sup>48</sup> PGE 2022-2027, p.622.

<sup>49</sup> Voir article 8 § 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 2012 relative à la conservation de la nature.

<sup>50</sup> PRN 2016-2020, p.24.

Le 2 mai 2013, la RBC a adopté l'ordonnance portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Energie ( ou « COBRACE »).

Le COBRACE institue l'élaboration, tous les cinq ans, d'un Plan régional Air-Climat-Energie (le « PACE ») reprenant notamment une description de mesures destinées à l'adaptation aux changements climatiques<sup>51</sup>.

Le **2 juin 2016**, la RBC a approuvé le premier PACE pour la période 2016-2025 au terme duquel elle s'est notamment engagée à réduire, pour 2025, ses émissions de GES de 30% par rapport aux émissions de 1990<sup>52</sup>.

Le PACE 2016-2025 suggérerait également les 4 mesures d'adaptation suivantes :

- Adapter la gestion de l'eau ;
- Adapter les infrastructures (bâtiments) ;
- Développer et adapter le patrimoine végétal dans la Région par la mise en œuvre opérationnelle du PRN et du projet de Plan régional de développement durable ;
- Adapter la gestion de la Forêt de Soignes.

**Le 17 juin 2021** est adoptée une ordonnance de modification du COBRACE (intitulée « Ordonnance climat ») incluant notamment :

- La fixation des objectifs de réduction des émissions régionales directes et indirectes de GES en vue d'atteindre la neutralité carbone en 2050 (réduction notamment des émissions régionales directes de minimum 40% en 2030, 67% en 2040 et 90% en 2050 par rapport à 2005) ;
- la création d'un Comité d'Experts Climat, indépendant. Sa mission est d'évaluer l'adéquation entre les politiques et mesures régionales et les objectifs climatiques, via la production annuelle d'un rapport et la remise d'avis.

Début avril 2023, le Comité d'experts climat institué par l'ordonnance climat a rendu un rapport préliminaire portant un état des lieux et une évaluation de l'apport des politiques publiques aux objectifs climatiques.

Ce rapport rappelle, entre autres, l'augmentation de la surface imperméable doublée entre 1955 et 2006 et l'effet des îlots de chaleur sur l'élévation de la température. Dans ce rapport, les experts recommandaient notamment de limiter l'utilisation du béton et de créer des zones de réensauvagement<sup>53</sup>.

---

<sup>51</sup> Voir les articles 1.4.1. et 1.4.3. du COBRACE ainsi que et l'annexe 1.1. du COBRACE.

<sup>52</sup> Pièce III.5 des parties demandereses.

<sup>53</sup> L'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) définit le réensauvagement *comme « un processus de restauration de l'environnement naturel d'une zone qui a été altérée ou perturbée par l'homme, en vue de restaurer l'équilibre écologique et les fonctionnalités des écosystèmes, de protéger et de conserver la*

Le 27 avril 2023, la RBC a adopté le troisième PACE ayant également pour vocation d'être intégré, en tant que contribution bruxelloise à l'action climatique belge, dans le Plan National Energie Climat (PNEC).

Outre les mesures en matière de protection des sols non artificialisés, de développement du maillage bleu et de gestion intégrée des eaux pluviales, de développement de la nature en ville et de protection de la biodiversité, le PACE 2023 prévoit d'intégrer les enjeux de l'adaptation aux dérèglements climatiques dans les plans et stratégies d'aménagement du territoire et la réglementation urbanistique.

Le 26 septembre 2023, le gouvernement de la RBC a déclaré se fixer comme objectifs de passer à 30% de zones naturelles protégées et de mettre fin à l'artificialisation nette. A titre de mesures concrètes pour renforcer l'infrastructure naturelle urbaine, il déclarait vouloir :

- protéger et valoriser l'existant (notamment Neerpede, Moeraske, Canal, Senne) ;
- aménager de nouveaux parcs prioritairement dans les quartiers denses (parc de la Sennette, Gare de l'ouest, marais Wiels, Zuün) ;
- acquérir des espaces non bâtis prioritairement dans les quartiers en carence : Wiels, Kattebroeck, espaces verts SNCB ;
- verduriser l'espace public<sup>54</sup>.

Dans son rapport 2024<sup>55</sup>, le Comité d'experts climat a notamment :

- rappelé que l'artificialisation du sol et surexploitation de la surface terrestre constituaient les causes principales de la détérioration des écosystèmes ;
- déploré le caractère très incomplet du PACE 2023 en l'absence de lien avec la nature, des structures de gouvernance trop fragmentées avec trop de niveaux et trop d'intervenants, des débats idéologiques déconnectés des connaissances scientifiques et une absence de suivi des politiques mises en place ;
- rappelé l'importance d'inverser la dynamique d'imperméabilisation des sols et des espaces verts bruxellois et d'inverser la logique d'urbanisation en considérant les friches comme des espaces de biodiversité ;
- recommandé de ne plus réduire les espaces verts – ou au moins la surface totale d'espaces verts – afin de garantir la zéro artificialisation.

---

*biodiversité, de réguler les cycles de l'eau, du carbone et d'autres substances chimiques, et d'améliorer la qualité de vie des communautés humaines », IUCN 2020.*

<sup>54</sup> <https://be.brussels/fr/propos-de-la-region/structure-et-organisation/parlement-ministres/le-gouvernement-regional/alain-maron/actualites-et-realizations/une-region-reconnectee-la-nature-pour-preserver-le-vivant> , publication du 23 septembre 2023 citée par la RBC.

<sup>55</sup> Comité d'experts climat.brussels, Rapport 2024 d'évaluation de l'apport des politiques publiques bruxelloises aux objectifs climatiques, pièce I.7 des demandeurs.

### 3.4. Aménagement du territoire et urbanisme

La compétence régionale en matière d'aménagement du territoire et de l'urbanisme est encadrée par le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (le CoBat).

L'article 13 du CoBat prévoit que l'aménagement du territoire de la RBC est fixé par différents plans, dont le Plan régional d'affectation du sol (le PRAS).

Le PRAS est un instrument juridique obligatoire et de valeur réglementaire qui définit les différentes affectations à l'échelle du territoire régional. Il détermine notamment « *l'affectation générale des différentes zones du territoire et les prescriptions qui s'y rapportent* »<sup>56</sup>, ainsi que « *les zones où une protection particulière se justifie pour des raisons culturelles, sociales, historiques, esthétiques, économiques ou de protection de l'environnement* »<sup>57</sup>.

Le PRAS définit donc notamment des zones urbanisables et des zones qui ne le sont pas, chacune étant destinée à recevoir les fonctions que les prescriptions du plan autorisent.

Le PRAS peut en outre « *indiquer les modifications à apporter aux plans communaux de développement et aux plans particuliers d'affectation du sol* »<sup>58</sup>.

L'article 87 du CoBat prévoit que l'urbanisme de la RBC est fixé par différents règlements, dont le Règlement régional d'urbanisme (le RRU).

Le RRU définit les règles concernant notamment les aspects suivants : (i) les caractéristiques des constructions et de leurs abords ; (ii) les normes d'habitabilité des logements ; (iii) les chantiers ; (iv) l'accessibilité des bâtiments par les personnes à mobilité réduite ; (v) les publicités et enseignes ; (vi) la voirie, ses accès et ses abords ; et (vii) les normes de stationnement en dehors de la voie publique<sup>59</sup>.

Le PRAS actuellement en vigueur a été adopté le 3 mai 2001 tandis que le RRU actuellement en vigueur a été adopté le 21 novembre 2006.

Par ailleurs, le 12 juillet 2018, la RBC a adopté son Plan régional de développement durable (PRDD) qui se définit comme un « *instrument de planification globale couvrant la totalité du territoire régional dans le cadre du développement durable* »<sup>60</sup>, à valeur indicative et non réglementaire.

---

<sup>56</sup> Article 24, alinéa 2, 2° du CoBat.

<sup>57</sup> Article 24, alinéa 2, 4° du CoBat.

<sup>58</sup> Article 24, alinéa 3 du CoBat.

<sup>59</sup> Article 87 alinéa 2 du CoBat.

<sup>60</sup> Article 17, alinéa 1<sup>er</sup> du CoBat.



Cet outil planologique précise notamment le maillage vert et bleu existant ou à projeter sur le territoire régional.

En octobre 2019, la RBC a adopté son Plan Energie-Climat à l’horizon 2030 (le « PEC 2030 »). A cette occasion, la RBC a indiqué que :

- Le PRAS était un document majeur dans le développement du territoire régional et devait être actualisé pour répondre aux évolutions de la Région et intégrer les objectifs climatiques. Pour ce faire, un groupe de travail allait être créé début 2020, rassemblant les différentes administrations concernées (Perspectives, Bruxelles Environnement, Urban.Brussels, Bruxelles Mobilité). Les analyses et études préalables seront lancées dans la continuité en 2020. Le PAC 2030 indiquait enfin que le PRAS modifié serait adopté en 2024<sup>61</sup>.
- Le RRU constituait également un outil important dans le développement du territoire régional à actualiser<sup>62</sup>.

Suite à la crise sanitaire liée au covid-19 en 2020, la RBC a décidé d’élaborer un nouveau projet de RRU pour mieux répondre aux nouveaux enjeux soulignés par cette crise (en particulier en termes d’accès aux espaces extérieurs, de superficie de logement, etc..).

Le **1<sup>er</sup> avril 2021**, le gouvernement de la RBC a décidé de mettre en place une commission d’experts afin de définir les objectifs et recommandations pour la réforme du RRU.

Dans son rapport « Good Living » édité le **22 octobre 2021**<sup>63</sup>, la commission d’experts a formulé des recommandations tant transversales – qui portent sur l’ensemble des titres du RRU ou sur son rapport avec d’autres outils, que thématiques, qui visent spécifiquement un titre particulier du RRU.

Ce rapport évoque notamment la nécessité de lutter contre la constitution d’îlots de chaleur et développer la végétalisation et l’ombrage pour contribuer au réseau de fraîcheur, augmenter la végétalisation des espaces publics et privés, garantir un minimum de 30% de parcelles non bâties et en pleine terre dans les projets urbains.

*Par un arrêté adopté le 23 décembre 2021*, la RBC a entamé la procédure de modification du PRAS pour l’adapter aux enjeux climatiques.

Dans le PACE du 27 avril 2023<sup>64</sup>, la RBC a rappelé son engagement d’intégrer<sup>65</sup> :

- dans le PRAS, les enjeux liés aux effets du changement climatique pour :

---

<sup>61</sup> PEC 2030, p.60, pièce III.b.8 des demandeurs.

<sup>62</sup> PEC 2030, p.61, pièce III.b.8 des demandeurs.

<sup>63</sup> Pièce 1 de la RBC.

<sup>64</sup> Cfr *supra*.

<sup>65</sup> PACE 2023, p.93.

- « • *préserver autant que possible les espaces naturels et perméables de haute valeur biologique ainsi que les sols vivants et de qualité (...);*
- *Mieux prendre en compte la valeur biologique des espaces en s'appuyant sur la carte du Réseau écologique/maillage vert, ce qui pourra conduire à des propositions de changements d'affectations et/ou de prescriptions de contenu, comme de procédure ;*
  - *favoriser les continuités et les connexions entre les espaces verts ainsi que les grands espaces ouverts (non bâtis) en lien avec la périphérie (flamande et wallonne), notamment via les grands axes structurants ;*
  - *créer de nouveaux espaces verts dans la partie centrale et dense de la RBC, identifiée comme zone prioritaire de verdoisement au PRDD, ainsi que dans les autres zones de carence en espaces verts accessibles au public ;*
  - *renforcer la végétalisation et la pleine terre le caractère vert des dans les intérieurs d'îlot, en articulation avec le RRU » ;*
- dans la réforme du RRU, les enjeux de l'adaptation aux effets du changement climatique pour mettre en place des règles urbanistiques propices, notamment, à la lutte contre la constitution d'îlots de chaleur urbains, au développement d'un réseau de fraîcheur, à la gestion intégrée de l'eau pluviale, à la préservation d'un sol vivant et de qualité, au développement de la biodiversité, de la végétalisation, d'espaces verts de qualité, , à l'agriculture urbaine, au développement de la production d'énergie de sources renouvelables.

Le 20 juin 2024, le gouvernement (en affaires courantes) de la RBC a validé les orientations stratégiques que devra poursuivre la modification du PRAS dont l'adoption est finalement envisagée pour 2026<sup>66</sup>. A cette occasion, le gouvernement a effectivement déclaré soutenir un objectif de désimperméabilisation d'espaces en limitant les zones constructibles et, éventuellement, en définissant des zones à désimperméabiliser<sup>67</sup>.

Ainsi, le gouvernement a notamment soutenu l'objectif visé par la modification du PRAS et tendant à :

- *« atteindre un objectif de 0 imperméabilisation (ou artificialisation) nette adaptée à la réalité du contexte urbain bruxellois*
- *Introduire la notion de qualité des sols, en la clarifiant et en prenant en considération les définitions existantes d'imperméabilisation, de pleine terre, etc.*
- *Réguler la préservation et restauration du sol vivant, notamment via des prescriptions relatives à la pleine terre, aux intérieurs d'îlots, aux voiries, ..*
- *Délimiter des zones du territoire pouvant être construites, imperméabilisées, et les espaces à désimperméabiliser »<sup>68</sup>.*

---

<sup>66</sup> *Share the City*, Orientations stratégiques, pièce III.b.13 des demandeurs.

<sup>67</sup> *Share the City*, Orientations stratégiques, pièce III.B.13 des demandeurs. **Rajouter la page !!!!!!!!!!!!!!!**

<sup>68</sup> *Share the City*, Orientations stratégiques, pièce III.B.13 des demandeurs.

Enfin, le 11 mars 2025 a été déposée une proposition d'ordonnance instaurant un moratoire sur certaines demandes de permis d'urbanisme, de permis de lotir ou de certificats d'urbanisme, relatives à des projets situés sur des friches publiques, dans l'attente de l'aboutissement de la réforme du PRAS<sup>69</sup>.

Les auteurs de la proposition relèvent notamment que plusieurs grandes friches publiques ont une valeur biologique élevée, haute ou très haute qui devrait faire l'objet d'une protection spécifique.

Ces mêmes auteurs exposent également que :

*« les friches urbaines restent menacées par des projets d'urbanisation intensifs, qui risquent de dégrader irrémédiablement leurs écosystèmes. Un moratoire sur les projets, en cours ou à venir, touchant aux friches régionales, pararégionales ou communales à valeur biologique élevée, haute ou très haute au regard de la carte d'évaluation biologique, est donc impératif. Ce moratoire permettra d'empêcher des décisions irréversibles et de garantir une planification durable, conforme aux engagements climatiques et écologiques de la Région. En suspendant temporairement les projets d'aménagement, il offrira le temps nécessaire pour élaborer un «PRAS climatique» ambitieux et adapté aux enjeux et aux engagements de la Région »<sup>70</sup>.*

Cette proposition d'ordonnance entend dès lors suspendre dans certains périmètres précis de la Région l'instruction des demandes de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de certificats d'urbanisme ainsi que les délais de procédure inscrits dans le CoBat, à partir de l'entrée en vigueur de l'ordonnance proposée jusqu'à la date d'entrée en vigueur du futur arrêté du gouvernement qui adoptera la modification du PRAS.

## **II. OBJET DE LA DEMANDE**

Les parties demanderesses sollicitent du tribunal qu'il :

- constate que dans l'exercice de ses compétences et en particulier en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, la RBC méconnaît diverses normes spécifiques de comportement, s'abstient fautivement de prendre les mesures nécessaires pour prévenir les conséquences néfastes des changements climatiques sur les conditions de vie de ses habitants et des usagers de son territoire et enfreint son devoir général de prudence ;
- ordonne à la RBC, aux fins de limiter et réparer le dommage causé par son comportement :

---

<sup>69</sup> Doc.parl. P.R.B., proposition A-93/1-24/25.

<sup>70</sup> Doc.parl. P.R.B., proposition A-93/1-24/25, p.7.

- d'intégrer, tant dans son règlement régional d'urbanisme que dans le projet de modification du PRAS en cours d'élaboration :
  - a) les prescriptions littérales et graphiques nécessaires pour renforcer les absorptions des GES par les puits naturels sur son territoire ;
  - b) les prescriptions littérales et graphiques mettant en œuvre une stratégie d'adaptation qui repose sur de solides analyses du changement climatique et des vulnérabilités, sur des évaluations de l'aptitude des mesures envisagées à atténuer les effets du changement climatique et sur des indicateurs, et qui soient guidés par les meilleures données scientifiques disponibles en promouvant des solutions fondées sur la nature et une adaptation reposant sur les écosystèmes ;
- d'adopter et de faire publier au Moniteur belge, dans les quinze jours de la signification du jugement à intervenir, un arrêté du Gouvernement intégrant les objectifs visés au point II dans la procédure de modification du PRAS actuellement en cours ;
- dise pour droit, qu'à défaut de publication au Moniteur dans ce délai, le jugement tiendra lieu de décision de modification du PRAS au sens de l'article 27 du CoBAT et l'entrée en vigueur de cette décision au sens de l'article 194, § 2, 3° du CoBAT, correspondra au jour de la signification du jugement ;
- ordonne un moratoire sur l'urbanisation des sols vivants, des friches et des terres délaissés ou sur tout espace non bâtis présentant une superficie de plus de 0,5 ha de manière à pouvoir intégrer leur devenir dans la réflexion qui doit être menée, en concertation avec le public et sur base d'une évaluation environnementale pertinente, dans le cadre de la modification du PRAS en vue de l'adoption d'un PRAS climatique répondant aux exigences de renforcement des puits de carbone et d'adaptation aux changements climatiques ;
- ordonne à cet effet à la RBC :
  - a) d'enjoindre au fonctionnaire délégué de l'urbanisme de ne plus délivrer aucune autorisation urbanistique sur les sites et terrains non bâtis de plus de 0,5 ha tant que la révision du PRAS initiée par l'A.G.B. du 23 décembre 2021, mais dont les objectifs auront été adaptés conformément au point II et III n'aura pas été définitivement adoptée ;
  - b) d'enjoindre au même fonctionnaire délégué de suspendre, sur pied de l'article 161, § 2, du CoBat, tout permis qui serait délivré par le collège communal compétent dans le périmètre d'un site ou d'un terrain visé au point I tant que la révision du plan régional d'affectation du sol initiée par l'A.G.B. du 23 décembre 2021, mais dont les objectifs auront été adaptés conformément aux points II et III n'aura pas été définitivement adoptée ;
  - c) d'annuler toute décision qui serait soumise à sa tutelle spéciale conformément au point b) ;

d) de refuser toute demande de permis sur les sites et terrains visés au point I dont elle serait saisie en degré de recours, tant que la révision du PRAS telle que visée aux points III, a) et b) n'aura pas été définitivement adoptée.

Les parties intervenantes s'associent aux demandes telles que formulées par les parties demanderesses.

La RBC conclut à l'irrecevabilité et au non-fondement des demandes.

### **III. DISCUSSION**

#### **1. Quant à la recevabilité de la demande principale et de l'intervention volontaire**

L'article 17 du Code judiciaire indique que :

*« L'action ne peut être admise si le demandeur n'a pas qualité et intérêt pour la former.*

*L'action d'une personne morale, visant à protéger des droits de l'homme ou des libertés fondamentales reconnus dans la Constitution et dans les instruments internationaux qui lient la Belgique, est également recevable aux conditions suivantes:*

*1° l'objet social de la personne morale est d'une nature particulière, distincte de la poursuite de l'intérêt général;*

*2° la personne morale poursuit cet objet social de manière durable et effective;*

*3° la personne morale agit en justice dans le cadre de cet objet social, en vue d'assurer la défense d'un intérêt en rapport avec cet objet;*

*4° seul un intérêt collectif est poursuivi par la personne morale à travers son action ».*

*L'intérêt à agir en justice « consiste en tout avantage matériel ou moral – effectif, mais non théorique – que le demandeur peut retirer de la demande qu'il intente au moment où il la forme, fussent la reconnaissance du droit, l'analyse ou la gravité du dommage n'être établies qu'à la prononciation du jugement »<sup>71</sup>.*

L'article 18 du Code judiciaire indique quant à lui que *« l'intérêt doit être né et actuel. L'action peut être admise lorsqu'elle est intentée, même à titre déclaratoire, en vue de prévenir la violation d'un droit gravement menacé ».*

Enfin, l'intérêt à agir s'apprécie au moment où la demande est formée<sup>72</sup>.

En l'espèce, la RBC conteste l'intérêt à agir tant des deux asbl que des personnes physiques présentes à la cause.

---

<sup>71</sup> Ch. Van Reepinghe, « Rapport sur la réforme judiciaire », t.I, Bruxelles, *Moniteur belge*, 1964, p. 39.

<sup>72</sup> Cass., 24 avril 2003, *Pas.*, 2003, p. 854.

1.1. Sur l'intérêt à agir des deux parties demanderesse personnes morales

La RBC soutient que ni l'asbl We Are Nature.brussels, ni l'asbl Bruxelles Nature ne démontrent qu'elles poursuivent leur objet social respectif de manière durable et effective de sorte qu'une des conditions de recevabilité de l'action prescrites par l'article 17 alinéa 2 précité n'est pas rencontrée.

*a) L'asbl WeAreNature.brussels*

Les statuts de cette asbl définissent son objectif comme suit :

*« la protection et la promotion de la biodiversité, des espaces naturels, des espaces non bâtis, des sites délaissés et des sols vivants sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale en raison des bénéfices sociaux, environnementaux et écosystémiques qu'ils induisent et en raison de la nécessité de repenser l'aménagement du territoire non seulement pour prévenir et limiter les conséquences néfastes du changement climatique sur la vie des habitants et usagers de la ville, mais également pour permettre de s'adapter aux changements inéluctables et aux nouveaux besoins qui émergeront. L'association vise à préserver et garantir des conditions de vie admissibles pour les générations présentes et à venir sur le territoire de la Région bruxelloise et donc le respect des droits à la vie, à la vie privée et familiale, à un environnement sain, tels que ces droits sont consacrés par les instruments de droit international et par la Constitution »<sup>73</sup>.*

Son objet social est, quant à lui, défini dans ses statuts en ces termes :

*« - d'organiser des conférences, des manifestations et des campagnes de communication visant à sensibiliser le public et les autorités politiques et administratives aux enjeux de la protection des espaces naturels, des espaces non bâtis ou délaissés à l'échelle de la Région de Bruxelles-capitale au regard du but qu'elle s'est fixé ;  
- d'assurer l'effectivité de la participation du public et des associations environnementales dans les processus d'adoption et de révision des instruments d'aménagement du territoire, d'urbanisme et d'environnement, en ce compris les instruments planologiques, ainsi que dans le cadre de l'instruction de demandes de permis que ce soit en participant elle-même à ces processus participatifs ou en mobilisant et en prêtant assistance au public concerné ;  
- de promouvoir et assurer un accès effectif à la justice pour les citoyens en matière de lutte contre les changements climatiques, d'adaptation face aux modifications à venir des conditions de vie dans la ville, en matière de lutte contre l'effondrement de la biodiversité et plus généralement pour sauvegarder et améliorer les bénéfices écosystémiques de la nature en ville et en particulier des sols vivants ;  
- de mener toute action à l'égard des autorités publiques compétentes, en ce compris toute action judiciaire ou toute procédure juridictionnelle, visant à assurer la protection de la*

---

<sup>73</sup> Article 2 des statuts, pièce VI.1 des demandeurs.

*biodiversité, des espaces naturels, des espaces non bâtis et des sites délaissés existants et/ou visant à la mise en œuvre de nouveaux espaces dédiés à la préservation de la nature et de la biodiversité, à l'agriculture urbaine ou comme espaces verts ;*

*- de mener des actions judiciaires, juridictionnelles ou autres, visant une prise en considération effective, et donc en temps utile, du potentiel et des enjeux que représentent la préservation des espaces naturels, non bâtis ou délaissés et des sols vivants en ce qui concerne la lutte contre les changements climatiques, l'adaptation climatique, la préservation de la nature et de la biodiversité, le bien-être des habitants et tout autre bénéfice écosystémique, que ce soit dans le cadre de dossiers concernant un site en particulier ou dans le cadre de l'adoption ou de la révision d'instruments législatifs, réglementaires ou de planologie. (...)»<sup>74</sup>.*

Il n'est ni contesté ni contestable, d'une part, que l'objet social de l'asbl WeAreNature.brussels est d'une nature particulière, distincte de la poursuite de l'intérêt général au sens de l'article 17 alinéa 2 précité, et, d'autre part, que la présente action en justice s'inscrit dans le cadre de l'objet social de l'asbl.

Enfin, il ressort des pièces déposées par l'asbl qu'outre la poursuite de la présente procédure, l'association a initié d'autres procédures judiciaires ou administratives, organisé des conférences, ou encore initié un programme de recherche<sup>75</sup>.

Ces éléments suffisent à établir que l'asbl WeAreNature.brussels poursuit son objet social de manière durable et effective.

Contrairement à ce que soutient la RBC, le seul fait que l'asbl ait été constituée près d'un an avant la signification de la citation introductive de l'espèce ne permet pas de démontrer que son existence serait purement artificielle et justifiée par les seuls besoins de la présente cause.

#### *b) L'asbl Bruxelles Nature*

Ses statuts indiquent que l'asbl Bruxelles Nature « *a pour but désintéressé la conservation de l'environnement naturel et urbain dans le sens le plus large du terme, en Région de Bruxelles-Capitale et dans les provinces du Brabant wallon et du Brabant flamand* »<sup>76</sup>.

Son objet social est, quant à lui, défini comme suit :

- « • *La défense de l'intégrité, de l'intégralité et de la diversité des environnements ;*
- *La sauvegarde du patrimoine ;*
- *La protection active de la nature, des espaces naturels, semi-naturels et urbains ;*
- *La protection et le développement du domaine forestier et des beautés naturelles ;*

---

<sup>74</sup> Pièce VI.1 des demandeurs.

<sup>75</sup> Voir pièces VI.2 et VI.3 des demandeurs.

<sup>76</sup> Voir les statuts de l'asbl, pièce VI.4 des demandeurs.

- *La lutte contre la pollution et les nuisances ;*
- *La promotion d'un urbanisme démocratique, combiné au respect et au développement de l'espace naturel ;*
- *La reconnaissance officielle du patrimoine naturel dans son ensemble comme espace vert écologique plurifonctionnel ;*
- *La conservation de la diversité biologique, de la diversité du patrimoine génétique, du patrimoine culturel et scientifique, de l'environnement et de la qualité de vie, notamment au moyen du maillage écologique et en particulier des maillages vert et bleu ;*
- *La protection du paysage ;*
- *La promotion de la coopération des groupements de la protection de la nature ;*
- *D'être le porte-parole des revendications communes des membres auprès des pouvoirs publics, des hommes politiques et des particuliers ;*
- *La promotion, l'appui et la coordination de toute initiative tendant à favoriser la protection de la nature et des paysages et notamment, la création de réserves naturelles, l'étude et la recherche scientifique, l'éducation et la vulgarisation, l'amélioration de la législation et de la réglementation ».*

L'article 3, alinéa 3, des statuts précise que l'asbl Bruxelles Nature « *réalise son but désintéressé par tous les moyens, (...) et entre autres, par l'introduction et la poursuite des procédures contentieuses (administratives ou judiciaires) et non contentieuses (...)* ».

Il ressort également des rapports d'activités référencés depuis 2014 jusqu'à 2023 que cette asbl, constituée en 1996, poursuit son objet social de manière durable et effective.

Enfin, la RBC ne conteste pas sérieusement le fait que cette asbl agit en justice en l'espèce dans le cadre de son objet social, en vue d'assurer la défense d'un intérêt collectif en rapport avec cet objet.

Il résulte de ce qui précède que tant l'asbl WeAreNature.brussels que l'asbl Bruxelles Nature justifient de l'intérêt requis par l'article 17, alinéa 2 du Code judiciaire de sorte que leur demande sera déclarée recevable.

### **1.2 Sur l'intérêt personnel à agir des demandeurs personnes physiques**

L'intérêt doit être personnel et direct, c'est-à-dire que la procédure doit procurer un avantage propre au demandeur. Ainsi, l'article 17 précité du Code judiciaire exclut l'action introduite dans l'intérêt général et qui ne profite nullement ou seulement d'une façon indirecte au demandeur.

Conformément aux principes rappelés ci-dessus, l'action des personnes physiques n'est recevable que dans la mesure où chacune d'elles démontre un intérêt individuel à l'action.



Il appartient dès lors aux demandeurs en justice d'établir que l'intérêt qu'ils trouvent à l'action se distingue de l'action populaire.

En l'espèce, les personnes physiques demanderesses<sup>77</sup> sont toutes domiciliées sur le territoire régional dont l'aménagement et les règles d'urbanisation relèvent de la compétence de la RBC.

Les personnes physiques demanderesses évoquent notamment les impacts du changement climatique, présents et futurs, sur les conditions de vie en milieu urbain, et plus particulièrement en région bruxelloise<sup>78</sup>.

Elles entendent imputer à la RBC une partie de la responsabilité des conséquences néfastes du changement climatique, présentes et futures, sur leur vie quotidienne et poursuivent dès lors la condamnation de la Région à adopter les mesures nécessaires pour leur garantir des conditions de vie supportables.

Ce faisant, chacune d'elles justifie d'un intérêt direct et personnel à l'action en responsabilité qu'elles ont introduite.

La circonstance que d'autres citoyens bruxellois puissent également subir un dommage propre, en tout ou partie comparable à celui des parties demanderesses en personne physique, ne suffit pas à requalifier l'intérêt personnel de chacune d'elles en intérêt général.

Pour autant que de besoin, l'enseignement de l'arrêt *Verein Klimaseniorinnen Schweiz e.a c. Suisse*<sup>79</sup> de la CEDH n'est pas relevant en la présente espèce, dans la mesure où, dans cet arrêt, la Cour a déduit la recevabilité du recours porté devant elle de la qualité de victime des parties demanderesses au sens de l'article 34 de la Convention qui institue le droit de recours individuel devant la Cour.

Or, dans cet arrêt, la Cour rappelle qu'elle « *interprète la notion de victime de façon autonome, indépendamment des notions internes telles que celles d'intérêt ou de qualité pour agir, même si elle doit prendre en compte le fait que le requérant a été partie à la procédure interne* »<sup>80</sup>.

Ainsi, les conditions de recevabilité d'une action en responsabilité extracontractuelle de droit belge peuvent valablement différer des conditions de recevabilité d'un recours diligenté dans le cadre d'un système de voies de recours et de procédures destiné à assurer le contrôle par la CEDH du respect de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des

---

<sup>77</sup> C'est-à-dire les personnes mentionnées dans l'annexe A jointe à la citation.

<sup>78</sup> Voir *supra*, point I.

<sup>79</sup> CEDH, arrêt *Verein Klimaseniorinnen Schweiz e.a c. Suisse* (GC) du 9 avril 2024, req. 53600/20.

<sup>80</sup> *op.cit.*, § 462.

libertés fondamentales. Cette différence résulte de l'interprétation autonome des conditions de recevabilité par des juridictions agissant dans leurs sphères de compétences propres<sup>81</sup>.

Par conséquent, la demande diligentée en l'espèce par les personnes physiques mentionnées dans l'annexe A jointe à la citation sera également déclarée recevable.

Par identité de motifs, l'intervention volontaire des personnes physiques listées dans la requête déposée le 27 janvier 2025 et domiciliées sur le territoire de la RBC sera déclarée recevable.

## **2. Quant au fondement de la demande**

Les parties demanderesses fondent leur demande sur les articles 1382 et 1383 de l'ancien Code civil et sollicitent la réparation du dommage causé par le comportement fautif de la RBC ainsi que la prévention du dommage futur causé par ce comportement.

La faute reprochée vise essentiellement la manière dont la RBC a géré et gère encore actuellement les puits naturels d'absorption de GES sur son territoire.

Elles font ainsi plus particulièrement grief à la RBC de ne pas avoir :

- suffisamment maintenu et renforcé les capacités d'absorption des GES par les puits carbone naturels présents sur son territoire ;
- adopté des mesures et politiques concrètes d'adaptation aux conséquences des changements climatiques, telles que la conservation et le renforcement de ces puits carbone naturels.

Elles reprochent également à la RBC de poursuivre, ou à tout le moins de ne pas empêcher, l'urbanisation des sites de plus de 0,5 ha, ce qui est de nature à aggraver leur dommage à l'avenir.

Comme le souligne la RBC, les griefs des parties demanderesses relatifs à la gestion des puits carbone naturels visent essentiellement une défaillance de sa part dans les mesures adoptées en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme.

---

<sup>81</sup> La formule est empruntée à la Cour constitutionnelle appréciant la différence entre l'interprétation des articles 17 et 18 du Code judiciaire et l'article 2,2° de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, dans son arrêt n° 133/2013 du 10 octobre 2013.

## 2.1. Résumé du contexte

Comme exposé ci-dessus, il existe un consensus scientifique et politique, tant sur le plan international qu'europpéen, sur l'existence et la gravité de la menace du changement climatique à l'œuvre, ainsi que sur ses effets néfastes, tout particulièrement pour les zones urbaines.

En outre, un consensus politique international s'est également développé notamment autour de la nécessité, voire l'urgence, de renforcer les capacités d'absorption des émissions de GES afin de limiter le réchauffement climatique et de s'adapter à ses effets néfastes inéluctables<sup>82</sup>.

Il existe également un consensus tant international qu'europpéen, depuis près de dix ans, sur le fait que la conservation et la restauration des terres, la lutte contre la désertification et la réduction de la déforestation sont des mesures qui contribuent tant à l'atténuation des émissions nettes de GES qu'à l'adaptation au changement climatique.

Enfin, il est acquis que la RBC avait pleinement connaissance depuis plus d'une dizaine d'années du contexte prédécrit dans lequel elle était appelée à mener sa politique en matière d'aménagement du territoire et de l'urbanisme<sup>83</sup>.

## 2.2. Constats

Les données factuelles soumises au tribunal permettent de dresser les constats suivants.

### ***a) La RBC a été reconnue responsable de ne pas avoir rempli les exigences minimales de réduction d'émission de GES qui s'imposaient à elle***

A deux reprises<sup>84</sup>, la politique climatique menée entre 2013 et 2020 par la RBC notamment a été jugée attentatoire aux articles 2 et 8 de la CEDH. Confirmant en ce sens le jugement de première instance, la Cour d'appel de Bruxelles a ainsi constaté que la RBC, à l'instar de l'Etat belge et de la Région flamande, n'avait pas pris les mesures appropriées et raisonnables pour faire sa part afin de respecter les exigences minimales de réduction des émissions de GES entre 2013 et 2020<sup>85</sup>.

Elle a également considéré que, pendant la période 2013-2020, la RBC avait adopté un comportement fautif « *dans la mesure où les seuils de (sa) contribution dans la réduction des émissions de GES, tels que définis et mis en œuvre, étaient nettement insuffisants au regard des acquis de la science climatique de l'époque, pour rencontrer les risques d'un réchauffement* ».

---

<sup>82</sup> Voir le point I.2. *supra*.

<sup>83</sup> Voir notamment PACE 2016, p. 120, pièce III.b.5 des demandeurs ; PACE 2023, p.31 et pp.85-86.

<sup>84</sup> Civ. Bruxelles, 17 juin 2021, *Affaire Climat - Klimaatzaak*, RG n° 2015/4585/A, T.M.R., 2021/4, pp.387 et ss ; Bruxelles, 30 novembre 2023, *Affaire Climat*, R.G. 21/AR/1589 ; 22/AR/737 et 22/AR/891.

<sup>85</sup> Bruxelles, 30 novembre 2023, n°183, p.98 et n°214, p.111.

*climatique dangereux* »<sup>86</sup> et que la RBC savait, depuis 2009, qu'une réduction d'au moins 25% en 2020 s'imposait, et depuis 2015, que ce minimum de – 25% était lui-même insuffisant.

La cour d'appel a encore constaté qu'en novembre 2023, la RBC, à l'instar encore de l'Etat belge et de la Région flamande, restait en défaut de démontrer qu'elle avait pris les mesures appropriées et raisonnables pour permettre à la Belgique de diminuer ses émissions de GES de 55% en 2030, et de mettre ainsi un terme à la violation des articles 2 et 8 de la CEDH déjà commise pendant la période 2013-2020 et qui s'est poursuivie jusqu'en 2023<sup>87</sup>.

La cour d'appel a enfin identifié une faute dans le chef de la RBC, à l'instar de l'Etat belge et de la Région flamande, déduite de la révision à la hausse trop tardive des ambitions climatiques pour la période d'engagement 2021-2030 et de l'inaptitude manifeste des politiques effectivement mises en place à atteindre, pour 2030, un objectif de réduction des émissions de GES de 55% en 2030<sup>88</sup>.

La RBC a dès lors été condamnée à prendre les mesures appropriées pour faire sa part pour que la Belgique atteigne en 2030 l'objectif de réduction des émissions de GES de 55% au départ de son territoire par rapport à 1990.

***b) La RBC ne dispose d'aucune estimation actualisée de la capacité régionale d'absorption des GES par les puits naturels***

La RBC admet elle-même qu'il n'existe aucune comptabilité actualisée de la capacité de captation des GES par les puits naturels au niveau régional.

Tout au plus indique-t-elle en 2019 que les espaces naturels (puits de carbone) tels qu'ils existaient en 2017 sur son territoire permettaient d'absorber l'équivalent de 10 kt éq CO<sub>2</sub> (UTCAF) alors qu'en 2017, les émissions directes de gaz à effet de serre de la Région s'élevaient à 3.705 kt éq CO<sub>2</sub>, sans tenir compte de l'effet « puits » lié à l'UTCAF<sup>89</sup>.

En décembre 2023, le ministre régional en charge de la transition climatique déclarait encore que « l'absorption de CO<sub>2</sub> ne représenterait donc, à ce stade, que 0,12% du total des émissions régionales »<sup>90</sup>.

---

<sup>86</sup> Bruxelles, 30 novembre 2023, n°237, p.122.

<sup>87</sup> Bruxelles, 30 novembre 2023, n°204, p.107 et n°214, p.112.

<sup>88</sup> Bruxelles, 30 novembre 2023, n°244, p.128.

<sup>89</sup> Contribution de la RBC du 14 octobre 2019 à la stratégie nationale 2050 de réduction des émissions de GES, p.6.

<sup>90</sup> Doc.parl., P.R.B., compte rendu intégral des interpellations et des questions devant la Commission de l'Environnement et de l'Energie, sess. 2023-2024, p27.

Certes la RBC se prévaut d'une étude en cours ayant pour objectif de quantifier la fonction de stockage des sols<sup>91</sup>. Force est de constater qu'à ce jour, le résultat de cette étude, pourtant annoncé pour fin décembre 2024<sup>92</sup>, n'est toujours pas produit.

La RBC est dès lors dans l'impossibilité de contribuer à l'estimation par l'Etat belge des absorptions par les puits de GES, telle que prescrite tant par le droit international que le droit européen<sup>93</sup>. Elle n'a pas pu non plus encore raisonnablement envisager la mesure minimale nécessaire de l'augmentation des capacités régionales d'absorption de GES.

***c) L'urbanisation et l'imperméabilisation des sols continuent de s'accroître sur le territoire régional bruxellois***

Depuis 2015<sup>94</sup> au plus tard, la RBC a connaissance du lien entre l'imperméabilisation des sols et les conséquences provoquées par les inondations et les épisodes de sécheresse sur les conditions de vie de ses habitants.

Depuis 2016 au plus tard, la RBC reconnaît la nécessité urgente de renforcer et développer la couverture végétale de la Région aux fins d'une part, d'équilibrer l'absorption et l'émission des GES et, d'autre part, de permettre une meilleure adaptation aux conséquences néfastes inéluctables du changement climatique<sup>95</sup>.

En ce sens, tout au long des divers documents d'orientation, de programmation et d'intégration de sa politique d'aménagement de son territoire, la RBC déclare soutenir le développement des espaces verts, des maillages vert et bleu, etc..<sup>96</sup>. Ainsi, dès le premier PGE adopté en 2012, la RBC exprime son souhait de stopper l'imperméabilisation des sols. En 2012 également, une ordonnance habilite le gouvernement à exproprier et à effectuer des transactions immobilières à des fins de conservation de la nature<sup>97</sup>.

Toutefois, ces déclarations d'intention se heurtent au constat répété par la RBC elle-même d'une urbanisation et d'une imperméabilisation des sols en croissance constante jusqu'à ce jour.

Ainsi, le PACE 2016 soulignait déjà que :

*« la sauvegarde des réserves foncières de la Région est fragile en raison de la pression constante due à l'urbanisation. Selon les sources cadastrales :*

---

<sup>91</sup> Voir cette évocation dans le PRACE 2023-2027 du 27 avril 2023, p.87, pièce IIIb.11 des demandeurs.

<sup>92</sup> *Ibid.*, note 66.

<sup>93</sup> Voir le point I.2 *supra*.

<sup>94</sup> Voir notamment le PGE 2016-2021 adopté par la RBC en octobre 2015.

<sup>95</sup> Voir not. PACE 2016, p.126, pièce III.b.5 des demandeurs ; PRACE 2023-2027, p.87, pièce IIIb.11 des demandeurs.

<sup>96</sup> Voir par exemple, le PGE 2012 ; le PGE 2016-2021 ; la contribution de la RBC du 14 octobre 2019 à la stratégie nationale 2050 de réduction des émissions de GES, p.14 ;

<sup>97</sup> Ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 2012 relative à la conservation de la nature, articles 16 et 17.

- De 1990 à 2007 la superficie totale bâtie a augmenté de 9% au détriment de la superficie non bâtie ;*
- Les parcs et jardins ont régressé de 9% tandis que la superficie occupée par des immeubles de bureaux a augmenté de 48% et celle occupée par les logements de 39% »<sup>98</sup>.*

Le PRN 2016-2020 du 14 avril 2016 indiquait également que :

*« sous l'effet de l'essor démographique et de l'urbanisation croissante, une réduction et une fragmentation des espaces naturels sont actuellement en cours, en conséquence notamment de l'augmentation de la pression démographique et de la demande en logements et équipements (Bruxelles Environnement, 2012) »<sup>99</sup>.*

Le PRDD du 12 juillet 2018 soulignait encore *« l'imperméabilisation généralisée des sols (doublée en 50 ans, passant d'une moyenne de 27% à 47% de la superficie totale) »<sup>100</sup>.*

Les motifs de l'arrêté d'ouverture de la réforme du PRAS du 23 décembre 2021 relèvent que :

*«entre 2005 et 2020, la superficie totale des parcelles non bâties de la Région a régressé selon un taux annuel moyen de 0,54 %, passant de 5.564 ha à 5.128 ha» et «le taux d'imperméabilisation a quasiment doublé en 50 ans, passant de 26 % en 1955 à 47 % en 2006».*

En 2023, le rapport du Comité d'experts climat a souligné l'importance d'inverser la dynamique d'imperméabilisation des sols et des espaces ouverts bruxellois<sup>101</sup>.

Dans son PGE 2022-2027 du 22 juin 2023, la RBC souligne elle-même :

*« Outre la diminution du réseau hydrographique, une autre conséquence de l'urbanisation est l'imperméabilisation des sols (cf. figure 2.8)<sup>102</sup>.*

*« Une étude relative à l'évolution de l'imperméabilisation des sols en Région bruxelloise<sup>103</sup> a mis en évidence un taux croissant d'imperméabilisation de la surface du sol. Ce taux est passé de 27% à 47% de 1955 à 2006 ce qui signifie que près de la moitié de la surface du sol est imperméabilisée en Région de Bruxelles-Capitale.*

---

<sup>98</sup> PACE 2016, p. 126, pièce III.b.5 des demandeurs.

<sup>99</sup> PRN 2016-2020, p.23.

<sup>100</sup> PRDD 2018, p.108.

<sup>101</sup> Voir le renvoi du Comité d'experts climat dans le Rapport 2024 dévaluation de l'apport des politiques publiques bruxelloises aux objectifs climatiques, p.34, pièce I.7 des demandeurs.

<sup>102</sup> S. Vanhuysse et al., Etude de l'évolution de l'imperméabilisation du sol en Région de Bruxelles-Capitale, Université Libre de Bruxelles, IGEAT, Bruxelles, 2006.

<sup>103</sup> S. Vanhuysse et al., Etude de l'évolution de l'imperméabilisation du sol en Région de Bruxelles-Capitale, Université Libre de Bruxelles, IGEAT, Bruxelles, 2006.

*En parallèle, la croissance démographique de la population bruxelloise se poursuit, et d'ici à 2025, la Région devrait compter quelques 1.309.300 habitants (source : Bureau fédéral du plan & SPF économie) (...). Une augmentation du taux d'imperméabilisation de la surface du sol a pour effet de réduire la fraction d'infiltration des eaux de précipitations (...) à travers le sol et d'augmenter la fraction de ruissellement de surface.*

*(...)*

*Il importe d'assurer dans le futur que l'urbanisation croissante du territoire bruxellois soit contrôlée de telle sorte que la perte de surfaces perméables soit compensée par des ouvrages d'infiltration ou/et par la préservation de zones d'infiltration naturelle »<sup>104</sup>.*

*« L'urbanisation occupe un rôle prépondérant dans la problématique des inondations. Comparativement aux surfaces naturelles, les surfaces imperméabilisées engendrent une très forte augmentation des quantités d'eau de ruissellement. Les volumes d'eau de ruissellement à gérer, tant par le réseau d'égouttage que par le réseau hydrographique en général, sont donc en augmentation. (...) Si l'on se focalise sur la RBC, le taux d'imperméabilisation est passé de 27% en 1955 à 47% en 2006.*

*L'urbanisation a continué de se poursuivre depuis »<sup>105</sup>.*

*« Dans le contexte urbain bruxellois, c'est donc l'imperméabilisation des sols sans cesse croissante depuis le milieu du siècle dernier, bien plus que l'intensification des pluies, qui explique véritablement l'augmentation des inondations »<sup>106</sup>.*

*« il est clair que la poursuite de la tendance à l'urbanisation croissante de ces dernières décennies augmentera à la fois le risque d'inondation, l'effet d'îlot de chaleur urbaine et le besoin en eau de populations ; à moins que le développement du territoire ne s'accompagne d'un renforcement des mesures compensatoires visant une ville 'éponge' résiliente aux impacts annoncés du changement global »<sup>107</sup>.*

Dans son rapport 2024 d'évaluation de l'apport des politiques publiques bruxelloises aux objectifs climatiques, le Comité d'experts climat a encore rappelé l'importance d'inverser la logique d'urbanisation et la dynamique d'imperméabilisation des sols et des espaces ouverts bruxellois<sup>108</sup>. Ce rapport soulignait notamment que « *malheureusement, il semble que les mesures initialement suggérées par le Comité Experts Climat pour le pourcentage minimum de végétalisation ont été divisées par 2* »<sup>109</sup>.

---

<sup>104</sup> PGE 2022-2027, p.148.

<sup>105</sup> PGE 2022-2027, p.201.

<sup>106</sup> PGE 2022-2027, p..229.

<sup>107</sup> PGE 2023-2027, p.247, pièce IIIb.12 des demandeurs.

<sup>108</sup> Comité d'experts climat.brussels, Rapport 2024 d'évaluation de l'apport des politiques publiques bruxelloises aux objectifs climatiques , p.35.

<sup>109</sup> Comité d'experts climat.brussels, Rapport 2024 d'évaluation de l'apport des politiques publiques bruxelloises aux objectifs climatiques , p.35.

Enfin, dans son « *mémorandum pour les élections régionale du 9 juin 2024* », Bruxelles Environnement posait le constat chiffré suivant :

*« Le territoire de la Région a subi une chute de 6% de surfaces perméables sur 16 ans, soit environ 60 ha/an (l'équivalent d'un parc de Woluwe par an). 60% des sols non imperméabilisés analysés par Bruxelles Environnement sont dégradés. Le pourcentage des surfaces imperméables en Région de Bruxelles-Capitale s'élève à 53,2% et 93% dans le Pentagone (2022) »<sup>110</sup>.*

**d) Les outils réglementaires de la RBC sont obsolètes**

L'urbanisation et l'aménagement du territoire régional sont encadrés par un contexte réglementaire applicable aux projets urbanistiques publics ou privés, à savoir principalement : le CoBat), le PRAS, les Plans Particuliers d'Affectation du Sol (PPAS), le RRU, les Règlements Régionaux d'Urbanisme Zonés (RRUZ) et les Règlements Communaux d'urbanisme (RCU).

En adoptant l'arrêté du 23 décembre 2021 entamant la procédure de modification du PRAS, la RBC a certes décidé d'y intégrer notamment des objectifs climatiques tels que la réduction de ses émissions de GES, le développement des sources d'énergie renouvelables et l'adaptation au changement climatique<sup>111</sup>.

A l'occasion de l'adoption de son PGE 2022-2027, la RBC indiquait elle-même que la cessation de l'imperméabilisation des sols et de la bétonisation de son territoire relevait davantage d'outils de planification territoriale et d'aménagement du territoire comme le PRAS ou le PRDD, que d'outils programmatiques<sup>112</sup>.

Néanmoins, au jour du prononcé, l'aménagement du territoire et l'urbanisme de la Région sont toujours soumis au PRAS adopté en 2001 et au RRU adopté en 2006, c'est-à-dire à des actes réglementaires qui n'ont pas permis de freiner l'imperméabilisation des sols et qui ne sont plus adaptés aux enjeux liés aux effets du dérèglement climatique tels qu'ils sont identifiés depuis lors.

## **2.3. Conclusion**

### **2.3.1. Constat d'un manquement à l'obligation générale de prudence**

La combinaison des constats précités, à savoir :

---

<sup>110</sup> Pièce I.4 des demandeurs, p.15.

<sup>111</sup> Voir le préambule de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2021 ouvrant la procédure de modification du plan régional d'affectation du sol, *M.B.*, 17 février 2022, p. 13527.

<sup>112</sup> Voir l'exposé des motifs de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juin 2023 approuvant le Plan de gestion de l'eau pour la période 2022-2027, *M.B.*, 26 juillet 2023.



- la faute de la RBC résultant de son objectif et ses résultats insuffisants en terme de réduction des émissions de GES ;
- l'absence d'estimation actualisée de la capacité d'absorption des émissions de GES par les puits naturels au niveau régional ;
- l'augmentation constante de l'urbanisation et l'imperméabilisation des sols ;
- l'inadéquation des outils réglementaires en vigueur ;

et ce, dans un contexte où, depuis plus de quinze ans, la RBC avait connaissance du risque certain de changement climatique dangereux pour la population de la région et de l'urgence à prévenir les effets néfastes inéluctables de ce changement climatique, permet d'établir que la RBC n'a pas agi avec prudence et diligence au sens de l'article 1382 de l'ancien Code civil.

En effet, les constats précités ne permettent pas de considérer que la RBC a pris les mesures nécessaires pour maintenir et renforcer la capacité d'absorption des émissions de GES par les puits naturels alors qu'elle savait, dès 2017, qu'en l'état, la capacité d'absorption était largement insuffisante par rapport aux émissions directes de GES et qu'il était indispensable de renforcer les puits naturels tant pour atténuer le changement climatique que pour s'adapter aux effets néfastes de celui-ci.

Le fait que le potentiel en matière d'absorption des émissions de GES soit assez limité sur le territoire régional ne peut justifier que cette capacité d'absorption des puits naturels continue à se réduire au rythme d'une urbanisation en croissance continue. En effet, outre l'atténuation des émissions nettes de GES, le maintien et le renforcement des puits naturels a également vocation à permettre une meilleure adaptation des conditions de vie aux effets néfastes du changement climatique.

A défaut d'éléments chiffrés, le seul fait que depuis lors, les émissions de GES imputables à la RBC aient diminué ne suffit pas à établir que la RBC aurait atteint un équilibre entre lesdites émissions et la capacité d'absorption des puits régionaux.

Le seul fait d'avoir initié en 2021 des procédures de révision du PRAS et du RRU n'énervé pas les constats précités.

### 2.3.2. Dommage

Aucune des personnes physiques demanderesses n'échappe aux effets négatifs (canicules, sécheresses, inondations, ..) du changement climatique qui, d'une manière ou d'une autre, se manifeste sur l'ensemble du territoire bruxellois.

Il est également établi que, quels que soient les efforts en termes d'atténuation des causes du réchauffement climatique, les effets néfastes de celui-ci vont encore se multiplier et s'aggraver à court et moyen terme.

Les parties demanderesses en personne physique estiment, à bon droit, subir un dommage résultant de la perte d'une chance d'éviter de subir les effets du dérèglement climatique dans une moindre mesure.

### 2.3.3. Lien causal

La négligence de la RBC retenue ci-dessus a augmenté le risque de subir les effets néfastes du changement climatique, de sorte que le lien causal entre la faute retenue et le dommage allégué est établi.

### 2.3.4. Mesures de réparation et de prévention sollicitées

Il est acquis que le juge peut prescrire des mesures destinées à faire cesser ou prévenir une atteinte fautive à un droit subjectif ou à en réparer les effets, mais sans pour autant restreindre la marge d'appréciation de l'autorité publique dans le choix des moyens à mettre en œuvre à ces fins.

*« Le juge, qui, aux fins de rétablir entièrement dans ses droits une partie lésée, ordonne la réparation en nature de son préjudice en prescrivant à l'administration des mesures destinées à mettre fin à l'illégalité dommageable, doit indiquer l'illégalité à laquelle ces mesures doivent mettre fin et, sans priver cette autorité de sa liberté d'appréciation ni se substituer à celle-ci, préciser ces mesures de sorte que leur portée ne puisse susciter pour cette administration aucun doute raisonnable »<sup>113</sup>.*

Autrement dit, la condamnation doit être formulée de manière suffisamment précise pour permettre à l'autorité publique d'exécuter valablement sa condamnation, tout en préservant la marge de manœuvre dont dispose cette autorité publique.

En l'espèce, les parties demanderesses demandent notamment au tribunal de condamner la RBC à intégrer, tant dans son RRU que dans le projet de modification du PRAS en cours d'élaboration :

- a) les prescriptions littérales et graphiques nécessaires pour renforcer les absorptions des GES par les puits naturels sur son territoire ;*
- b) les prescriptions littérales et graphiques mettant en œuvre une stratégie d'adaptation qui repose sur de solides analyses du changement climatique et des vulnérabilités, sur des évaluations de l'aptitude des mesures envisagées à atténuer les effets du changement climatique et sur des indicateurs, et qui soient guidés par les meilleures données scientifiques disponibles en promouvant des solutions fondées sur la nature et une adaptation reposant sur les écosystèmes ».*

---

<sup>113</sup> Cass. 1<sup>er</sup> avril 2022, C.21.0338.F ; [www.juportal.be](http://www.juportal.be).

Elles demandent également au tribunal d'ordonner à la RBC d'adopter un arrêté du gouvernement intégrant les prescriptions précitées dans la procédure de modification du PRAS actuellement en cours et de dire qu'à défaut, le présent jugement tiendra lieu de décision de modification du PRAS.

Or, une telle demande de condamnation à intégrer, dans différents outils réglementaires, des « *prescription littérales et graphiques nécessaires pour renforcer les absorptions* » et « *mettant en œuvre une stratégie d'adaptation* » est trop vague et imprécise pour que le respect de l'injonction ainsi sollicitée soit vérifiable.

Cette demande doit dès lors être rejetée.

Le fait que les différents instruments programmatiques et planificateurs exposés par les parties<sup>114</sup> énoncent la volonté de la RBC d'intégrer de telles prescriptions dans le projet de PRAS ou dans le RRU n'altère pas ce qui précède.

Les parties demandereses sollicitent également du tribunal qu'il ordonne un moratoire sur l'urbanisation des sols vivants, des friches et des terres délaissées ou sur tout espace non bâti présentant une superficie de plus de 0,5 ha.

Elles précisent que ce moratoire devrait prendre les formes suivantes :

- La suspension de la délivrance par le fonctionnaire délégué d'autorisations urbanistiques sur de tels sites et terrains non bâtis de plus de 0,5 ha ;
- La suspension par le fonctionnaire délégué des permis délivrés par le collège communal compétent dans le périmètre de tels sites ;
- Le refus, par la RBC saisie sur recours, de délivrance d'un permis d'urbanisme dans le périmètre de tels sites ;
- L'annulation par la RBC de toute décision qui serait soumise à sa tutelle spéciale et visant de tels sites.

En l'espèce, les parties s'accordent sur le fait que les sites non bâtis d'une superficie conséquente, soit supérieure à 0,5 ha, pourraient être mobilisés dans le cadre de la réforme du PRAS pour atteindre certains des objectifs définis par la RBC elle-même en termes de promotion de la biodiversité, de préservation d'espaces naturels et perméables, de lutte contre les îlots de chaleur, etc...<sup>115</sup>.

---

<sup>114</sup> Voir not. le PRN 2016-2020, p.24 ; le PEC 2030, p.60 ; les orientations stratégiques « *Share the City* » validées par le gouvernement de la RBC le 20 juin 2024.

<sup>115</sup> Voir not. deuxièmes conclusions additionnelles et de synthèse de la RBC, pp.34 et 41.

En outre, Bruxelles Environnement insistait encore en 2024 sur l'urgence à préserver la biodiversité, les sols vivants et les espaces naturels déjà présents<sup>116</sup>.

Toutefois, la RBC admet elle-même que l'urbanisation et l'imperméabilisation des sols régionaux bruxellois mettent à mal son objectif d'adaptation et de renforcement de la capacité d'absorption des émissions de GES par les puits naturels<sup>117</sup>.

Rien ne permet de constater que la dynamique d'urbanisation et d'imperméabilisation des sols et des espaces verts bruxellois aurait été effectivement inversée.

Par conséquent, la suspension de l'urbanisation et de l'imperméabilisation de sites non bâtis d'une superficie de plus de 0,5 ha est de nature à atténuer le risque d'aggravation du dommage résultant des effets néfastes du changement climatique en RBC.

Une telle suspension permet également d'intégrer utilement le devenir de ces sites particuliers dans la réflexion qui doit être menée, en concertation avec le public notamment, dans le cadre de la révision du PRAS.

Toutefois, le moratoire tel que sollicité par les parties demanderesse constitue en réalité une mesure ayant pour effet de réglementer, même temporairement, l'usage de fonds susceptibles d'appartenir tant à des personnes morales publiques régionales ou sous la tutelle de la RBC qu'à des personnes privées. Une telle réglementation implique une ingérence dans les droits de propriété relatifs à ces fonds<sup>118</sup>.

Or, tel que garanti par l'article 16 de la Constitution et l'article 1<sup>er</sup> du premier Protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, le droit de propriété ne peut faire l'objet d'une ingérence que dans des conditions définies par la loi.

Autrement dit, il n'appartient pas au tribunal, en l'espèce, de limiter l'exercice du droit de propriété de personnes de droit public ou privé, non autrement désignées et ni mises à la présente cause.

En outre, la RBC dispose des instruments juridiques lui permettant, notamment, d'enjoindre au fonctionnaire délégué soumis à son contrôle hiérarchique de suspendre un permis<sup>119</sup>, de

---

<sup>116</sup> Bruxelles-Environnement, *Mémoire pour les élections régionales du 9 juin 2024 : pour une ville-région neutre en carbone, résiliente, apaisée et inclusive*, pièce I.4 des demandeurs.

<sup>117</sup> Voir le point III.2.2.c) *supra*.

<sup>118</sup> Voir en ce sens, Avis SLCE n°77.860/2/V du 23 juillet 2025 sur la Proposition d'ordonnance instaurant un moratoire sur certaines demandes de permis d'urbanisme, de permis de lotir ou de certificats d'urbanisme, relatives à des projets situés sur des friches publiques, dans l'attente de l'aboutissement de la réforme du PRAS, Doc.parl. P.R.B., A-93-4-24-25, p.11.

<sup>119</sup> Voir l'article 161, § 2 du CoBat.

refuser la délivrance d'un permis d'urbanisme<sup>120</sup>, d'annuler un permis<sup>121</sup> ou encore d'adopter une ordonnance instaurant un moratoire sur certaines demandes de permis d'urbanisme ou de lotir<sup>122</sup>.

Or, il n'appartient pas au tribunal de s'immiscer dans le choix de la RBC des mesures à mettre en œuvre pour parvenir au résultat ordonné.

Par conséquent, et sans que le tribunal n'ait à prescrire l'une ou l'autre mesure concrète laissée à l'appréciation de la RBC, il y a lieu d'ordonner à cette dernière de prendre les mesures nécessaires pour suspendre l'urbanisation et l'imperméabilisation des sites et terrains non bâtis de plus de 0,5 ha sur son territoire, et ce, jusqu'à l'adoption du PRAS dont la révision a été initiée par l'arrêté du gouvernement du 23 décembre 2021.

Afin de ne pas faire dépendre la durée de la suspension ainsi ordonnée d'un évènement – l'adoption de la modification du PRAS – dont la survenance est encore trop imprévisible, cette mesure sera assortie d'une seconde limite temporelle plus stricte.

Vu l'état d'avancement de la procédure de révision du PRAS et les dernières prévisions de la RBC à cet égard, l'échéance subsidiaire de la suspension ordonnée sera fixée au 31 décembre 2026.

Enfin, la RBC soutient que le moratoire sur l'urbanisation des sites d'une superficie supérieure à 0,5 ha s'analyse comme un plan ou programme au sens de l'article 2, a) de la directive 2001/42/CE<sup>123</sup> pour lequel, conformément à son article 3, une évaluation environnementale préalable doit être effectuée.

Elle estime qu'à défaut d'évaluation environnementale préalable, la suspension de l'urbanisation prédécrite ne peut être ordonnée.

Cependant, la CJUE a précisé qu'une législation ou une réglementation qui vise à protéger la nature et le paysage et énonce à cette fin des interdictions générales et des obligations d'autorisation sans prévoir des règles suffisamment détaillées en ce qui concerne le contenu,

---

<sup>120</sup> Voir l'article 194, § 1<sup>er</sup> alinéa 2 du CoBat.

<sup>121</sup> Voir par exemple l'article 162 du CoBat.

<sup>122</sup> Voir la proposition d'ordonnance déposée le 11 mars 2025 instaurant un moratoire sur certaines demandes de permis d'urbanisme, de permis de lotir ou de certificats d'urbanisme, relatives à des projets situés sur des friches publiques, Doc.parl. P.R.B., A-93/1-24/25.

<sup>123</sup> Directive 2001/42/CE du Parlement et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

l'élaboration et la mise en œuvre de projets ne relève pas du champ d'application de la directive 2001/42/CE précitée<sup>124</sup>.

Saisi de la proposition d'ordonnance de la RBC instaurant un moratoire sur certaines demandes de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de certificats d'urbanisme, relatives à des projets situés sur des friches publiques, la section législation du Conseil d'Etat a également considéré qu'une telle interdiction légale de délivrance de permis ne constituait pas, en tant que telle un plan ou un programme au sens de la directive 2001/42/CE précitée<sup>125</sup>.

Pour autant que de besoin, l'article 2, a) de la directive 2001/42/CE définit les plans et programmes comme étant :

*« les plans et programmes, y compris ceux qui sont cofinancés par la Communauté européenne, ainsi que leurs modifications:*

- élaborés et/ou adoptés par une autorité au niveau national, régional ou local ou élaborés par une autorité en vue de leur adoption par le parlement ou par le gouvernement, par le biais d'une procédure législative, et*
- exigés par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives ».*

Le seul fait que la directive 2001/42/CE n'exclut pas expressément les institutions juridictionnelles des autorités visées à l'article 2, a) précité ne suffit pas à soumettre un acte juridictionnel à cette directive.

L'exception prise par la RBC du défaut d'évaluation environnementale préalable est dès lors rejetée.

### **3. Quant aux dépens**

Conformément à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2 de l'arrêté royal du 26 octobre 2007, lorsqu'un même avocat assiste plusieurs parties dans un même lien d'instance, l'indemnité de procédure se partage entre elles.

Autrement dit, *« si les parties qui ont droit à une indemnité de procédure se trouvent dans un même lien judiciaire vis-à-vis de la partie qui est redevable de l'indemnité de procédure et sont assistées par un même avocat, elles n'ont ensemble droit qu'à une seule indemnité de procédure qui est partagée entre elles »*<sup>126</sup>.

---

<sup>124</sup> Voir CJUE (GC) arrêt *Bund Naturschutz in Bayern eV c. Landkreis Rosenheim*, 22 février 2022, C-300/20, et CJUE, arrêt *NJ et OZ c. An Bord Pleanála, Ireland, Attorney General*, 9 mars 2023, C-9/22.

<sup>125</sup> Avis SLCE 77.860/2/V du 23 juillet 2025, doc.parl. P.R.B., n° A-93/4 – 2024-2025.

<sup>126</sup> Cass., 6 juin 2023, RG P.23.0558.N.

En l'espèce, par requête du 24 janvier 2025, les intervenants volontaires demandent au tribunal de leur donner acte de leur demande de condamnation de la RBC conformément au dispositif des dernières conclusions des demandeurs au principal.

Par ailleurs, les parties demanderesses au principal et les intervenants volontaires sont assistés du même avocat.

Dès lors, la demande principale et la demande en intervention volontaire, considérées dans leur ensemble et compte tenu de leurs éléments concrets, ne diligentent pas des litiges distincts mais bien un seul et même litige.

Le fait que ces demandes soient formulées dans deux actes distincts est indifférent en l'espèce.

Par conséquent, la RBC sera condamnée à une unique indemnité de procédure à partager entre les demandeurs au principal et les intervenants volontaires.

#### **IV. DECISION**

Vu la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire ;

Compte tenu des motifs exposés ci-dessus, le Tribunal, statuant contradictoirement ;

Déclare la demande principale recevable et fondée dans la mesure ci-après précisée ;

Déclare l'intervention volontaire recevable et fondée dans la mesure ci-après précisée ;

Ordonne à la RBC de prendre les mesures nécessaires pour suspendre l'urbanisation et l'imperméabilisation des sites et terrains non bâtis de plus de 0,5 ha sur son territoire, et ce, jusqu'à l'adoption du PRAS dont la révision a été initiée par l'arrêté du gouvernement du 23 décembre 2021 et, au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026 ;

Déboute les parties demanderesses du surplus de leur demande ;

Condamne la RBC aux dépens liquidés dans le chef des parties demanderesses à 481,30 € (citation), et dans le chef des parties demanderesses et des intervenants volontaires réunis à 1.800 € (indemnité de procédure unique à partager entre les parties demanderesses et les intervenants volontaires) ;

Condamne la RBC au paiement de la contribution de 24,00 € au Fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne mis sur pied par la loi du 19 mars 2017;

Constate, en application de l'article 279, 1°, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, que la présente décision portant condamnation de la RBC, l'inscription de la cause est exemptée du droit de mise au rôle ;

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique de la 4<sup>ème</sup> chambre du tribunal de première instance francophone de Bruxelles, le **29 octobre 2025** où étaient présents et siégeaient :

Mme Sabine MALENGREAU, juge

Assistée de Mme Mirella NICELLI, greffière



**NICELLI**



**MALENGREAU**



ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

Num	Prénom	Nom	date de naissance	No de registre national	Enf ant	Représentant légal 1	Représentant légal 2	Domicile	Code postal
1	Abdessamad	Abdelah	29/06/1970	70.06.29-493.52				Av Achille Reisdorff 27	1180 Bruxelles
2	Mohamed	Abdelah	30/07/2008	08.07.30-333.80	x	Représenté par : Yamina Hadif – NN: 81.06.07-186.86	Abdessamad Abdelah – NN 70.06.29-493.52	Av Achille Reisdorff 27	1180 Bruxelles
3	Bettina	Abramowicz	16/06/1957	57.06.16-418.50				253 av des Sept Bonniers	1190 Forest
4	Yanna	Achbouk	21/08/1971	71.08.21-436.93				avenue Guillaume Melchmans	1070 Anderlecht
5	Isabelle	Airaud	29/09/1965	65.09.29-520.38				Avenue Massenet 20	1190 Bruxelles
6	Stéphane	Aksakow	01/02/1965	65.02.01-441.35				23 rue des Paons	1160 Auderghem
7	Leïla	Al Masude	05/07/1993	93.07.05-480.14				Avenue Guillaume Melchmans 64	1070 Anderlecht
8	Saïd	Al Masude	02/07/1966	66.07.02-035.79				Avenue Guillaume Melchmans 64	1070 Bruxelles
9	Tihbaut	Alaerts	01/07/1962	62.07.01-219.35				av de Laeken 20	1090 Jette
10	Alexandre	Alaphilippe	21/11/1986	86.11.21-599.72				Clos des Fuchias 3	1190 Bruxelles
11	Manon	Allain-Launay	28/12/1975	75.12.28-324.10				Rue Rodenbach 112	1190 Forest
12	Bernard	Allewaert	10/04/1955	55.04.10-117.87				Av de la Heronnière	1160 Auderghem
13	Paule	Ambroos	05/04/1941	41.04.05-116.41				47 av. H. Boulenger	1180 Bruxelles
14	Daniel	Amoros	15/12/1973	73.12.15-559.26				rue de Chantilly 16	1170 Bruxelles
15	Sylvie	André-Dumont	20/02/1964	64.02.20-440.27				Impasse des Lunettes 6	1000 Bruxelles
16	Louise	Andreu	22/02/1988	88.02.22-544.76				Av Gabriel-Emile Lebon 35	1160 Bruxelles
17	Nicolas	Andy	02/08/1984	84.08.02-367.35				Avenue des Nâïades 19/3	1170 Bruxelles
18	Carl-Eric	Anspach	23/01/1961	61.01.23-017.96				78 avenue Docteur Decroly	1180 Uccle
19	Valentine	Appelmans	21/10/1989	89.10.21-360.77				av de la Fauconnerie 35	1170 Bruxelles
20	Delphine	Arbeau	13/11/1976	76.11.13-326.84				Heiligenborre 90	1170 Bruxelles
21	Marie-Odile	Audras	11/09/1949	49.09.11-376.95				97 rue Théophile Vander Elst	1170 Bruxelles
22	Victoria	Austraet	18/07/1991	91.07.18-490.57				avenue d'Ellerbeek 152	1070 Anderlecht
23	Julia	Avilès	05/05/1993	93.05.05-716.55				Avenue Armand Huysmans 26	1050 Ixelles
24	Arshia Ali	Aznat	26/10/1996	96.10.26-356.77				av du Rêve 1	1200 Bruxelles
25	Thérèse	Baekelmans	28/11/1944	44.11.28-006.58				Rue Engeland 367	1180 Bruxelles
26	Chloé	Baert	28/03/2009	09.03.28-198.74	x	Représenté par : Michael Baert – NN 75.02.21-125.58	Isabelle Ledent – NN 77.12.07-160.70	rue des fruits 65	1070 Anderlecht
27	Guillaume	Baert	31/01/2006	06.01.31-123.79	x	Représenté par : Michael Baert – NN 75.02.21-125.58	Isabelle Ledent – NN 77.12.07-160.70	Rue des Fruits 65	1070 Anderlecht

# ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

28	Michael	Baert	21/02/1975	75.02.21-125.58	Michael Baert – NN 75.02.21-125.58	Isabelle Ledent – NN 77.12.07-160.70	rue des fruits 65	1070 Anderlecht
29	Dany	Baghdadi	22/01/1952	52.01.22-005.04			rue des fruits 65	1070 Anderlecht
30	Michelle	Baguet	07/12/1945	45.12.07-012.31			rue Saint Bernard 79	1060 Bruxelles
31	Wanda	Balcers	29/07/1982	82.07.29-220.02			Boulevard Joseph Bracops 203/39	1070 Bruxelles
32	Eduardo	Balekjian	04/07/1986	86.07.04-485.86			11 Drève d'Anjou	1180 Bruxelles
33	Dominique	Banse	01/01/1959	59.01.01-288.55			avenue Adolphe Buyl 194	1050 Bruxelles
34	Marcos	Barclay	03/01/1996	96.01.03-655.17			Chée d'Ixelles 138	1050 Ixelles
35	Isabelle	Barth	17/10/1983	83.10.17-542.82			Chée de Chareroi 156	1060 Bruxelles
36	Catherine	Bartholomé	04/03/1981	81.03.04-344.94			7 rue des Pécheres	1170 Bruxelles
37	Alessandra	Barzini	03/04/1962	62.04.03-554.07			Rue Ernest Salu 43	1020 Bruxelles
38	Michèle	Bassem	21/12/1949	49.12.21-230.59			rue de la Sonatine 76	1080 Molenbeek
39	Michel	Bastin	23/05/1964	64.05.23-081.26			14 rue Jean Wellens	1150 Bruxelles
40	Jennifer	Batla	13/07/1975	75.07.13-032.38			Rue Louis Hap 49	1040 Bruxelles
41	Cécile	Baudon	27/01/1970	70.01.27-450.23			rue Edison 58	1190 Forest
42	Marcelle	Bauyt	10/07/1937	37.07.10-096.42			Rue Thys-Vanham 32	1020 Bruxelles
43	Angela	Beaufays-Herrero	18/03/1946	46.03.18-406.41			rue Duysburgh 21	1090 Jette
44	Marylène	Beaulieu	24/06/1964	64.06.24-132.49			26/6 rue Gillon	1210 Bruxelles
45	Yvan	Beck	11/12/1956	56.12.11-451.91			Av du Roi 160	1190 Forest
46	Julie	Becker	16/05/1982	82.05.16-386.18			123 rue Edith Cavell	1180 Bruxelles
47	Catherine	Beckers	27/06/1959	59.06.27-426.45			Rue Berthelot 117	1190 Forest
48	Christian	Begaux	27/08/1957	57.08.27-449.91			rue des Horticulteurs 141	1020 Bruxelles
49	Marie	Begoc	30/08/1988	88.08.30-518.01			av Jean-François Leemans 29	1160 Bruxelles
50	Fanny	Bellière	07/03/1990	90.03.07-486.51			16 rue Vogler	1030 Schaerbeek
51	Yanni	Ben Hamou	24/01/1968	68.01.24-346.01			156 avenue Emile van Becelaere	1170 Bruxelles
52	Halina	Bennrah	30/04/1968	68.04.30-420.39			Rue des platanes 79	1040 Bruxelles
53	Leila	Bensalem Bensaude De	02/09/1967	67.09.02-256.87			Drève Soetkin 39	1070 Bruxelles
54	Sara	Castro Freire	21/09/1979	79.09.21-100.22			Chée de Bruxelles, 215	1190 Bruxelles
55	Fatma	Bentanieb	23/01/1967	67.01.23-332.04			Avenue d'Uccle 57	1190 Forest
56	Guido	Berry	13/10/1955	55.10.13-489.75			Rue Louis Hap 104	1040 Bruxelles
							Sint Juliaanskerklaan 29	1160 Auderghem

50

ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

57	Lucas	Bery	08/09/1995	95.09.08-347.16		Sint Juliaanskerkiaan 29	1160 Auderghem
58	Colette	Bérot	24/01/1947	47.01.24-178.96		34 Karrenberg	1170 Bruxelles
59	Adrien	Berlandi	04/04/1996	96.04.04-637.26		Vieille rue du Moulin 324	1180 Uccle
60	Emmanuelle	Berquin	07/08/1961	61.08.07-366.82		Rue Drootbeek 147 B11	1020 Bruxelles
61	Jean-Louis	Berra	16/06/1973	73.06.16-039.86		Avenue Daniel Boon 61	1160 Auderghem
62	Renée	Berten	28/02/1948	48.02.28-372.04		105 rue Emile Banning	1050 Bruxelles
63	Emmanuelle	Béry	25/04/1969	69.04.25-432.04		rue Léopold I 123	1020 Bruxelles
64	Valérie	Beugnier	13/01/1966	66.01.13-526.89		9 rue des Trois Tillieus	1170 Bruxelles
65	Darya	Bezugla	09/06/1983	83.06.09-476.69		Emilie van Becelaereiaan 13A bus 3	1170 Bruxelles
66	Eva	Bialek	12/05/1986	86.05.12-298.19		Avenue Victor Rousseau 102. bte 7	1190 Forest
67	Julien	Bialek	21/05/1978	78.05.21-203.64		rue du Progrès 187 boîte 162	1030 Schaerbeek
68	Véronique	Bidée	24/11/1990	90.11.24-314.60		Dapperenstraat 32	1081 Bruxelles
69	Bernadette	Bienfait	12/06/1955	55.06.12-384.65		rue Louis Enotte 71	1050 Bruxelles
70	Samuel	Blesemans	23/09/1950	50.09.23-213.16		Ringmustraat 17	1170 Bruxelles
71	Matthias	Billaud	10/12/1984	84.12.10-535.43		Drewe du Tastevin, 25	1190 Forest
72	Marie-Sygne	Billen	03/09/1948	48.09.03-176.29		17 av des Longicomes	1170 Bruxelles
73	Julie	Bingen	01/12/1977	77.12.01-214.02		rue Pierre Delacroix 11	1150 Woluwe- Saint-Pierre
74	Margaret	Bird	10/03/1973	73.03.10-488.87		53 avenue Henri de Brouckère	1160 Auderghem
75	Jacqueline	Bisschot	20/07/1939	39.07.20-216.52		Av. Gisseleire Versé 3	1082 Bruxelles
76	Canela	Bizita	04/03/2014	14.03.04-272.49	x	254 Chée de la Hulpe	1170 Bruxelles
					Représenté par :	254 Chée de la Hulpe	1170 Bruxelles
					Hélène Herman – NN 79.11.28-132.85	254 Chée de la Hulpe	1170 Bruxelles
77	Jaoud	Bizita	27/04/1980	80.04.27-389.24		254 Chée de la Hulpe	1170 Bruxelles
78	Miya	Bizita	03/03/2023	23.03.03-278.68	x	254 Chée de la Hulpe	1170 Bruxelles
					Représenté par :	254 Chée de la Hulpe	1170 Bruxelles
					Hélène Herman – NN 79.11.28-132.85	254 Chée de la Hulpe	1170 Bruxelles
79	Anthony	Blampied	08/11/1961	61.11.08-495.41		Vissenjstraat 81 Bus 15	1170 Bruxelles
80	Marcus	Bober	10/06/1944	44.06.10-141.40		Ian Sobieskiaan 17 bus 5	1020 Bruxelles
81	Maya	Boelpaepe	15/08/1980	80.08.15-246.70		Chée de Saint-Job 248	1180 Bruxelles
82	Carolien	Boertgier	26/06/1969	59.06.26-442.59		rue Louis Enotte 58	1170 Bruxelles
83	Valérie	Bollen	31/07/1970	70.07.31-408.84		13 avenue des Millepertuis	1070 Bruxelles
84	Sophie	Bolline	25/10/1965	65.10.25-118.82		Cité Modèle 16 boîte 302E	1020 Bruxelles

# ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

85	Erik	Boman	11/11/1988	88.11.11-395.36		Rue Aimé Smeckens 90	1030 Schaerbeek
86	Andries	Bomans	20/02/1991	91.02.20-461.88		rue de Bosnie 6-8	1060 Saint Gilles
87	Alexandra	Bon Desousa	22/04/1953	53.04.22-302.82		av Emile Van Becelaere 28A bte 50	1170 Bruxelles
88	Anne	Borew	15/01/1966	66.01.15-122.45		202 av d'Iitterbeek	1070 Bruxelles
89	Lola	Bonfanti	22/10/1986	86.10.22-250.93		5 impasse aux Souliers	1000 Bruxelles
90	Yoko	Bonfanti De Gheest	20/07/2022	22.07.20-258.70	x	5 impasse aux Souliers	1000 Bruxelles
					Représenté par :	5 impasse aux Souliers	1000 Bruxelles
					Lola Bonfanti – NN 86.10.22-250.93	9 rue de la tulipe	1050 Bruxelles
					Jean-Philippe De Gheest – NN 79.11.01-299.49	avenue des Tritons 49 boîte 3	1170 Bruxelles
91	Véronique	Bonnet	09/10/1973	73.10.09-454.06		Rue Baron Lambert 28A	1040 Etterbeek
92	Alizée	Bonnet Des Tuves	05/07/1997	97.07.05-485.94		avenue des Cerisiers 26	1030 Bruxelles
93	Delphine	Boone	17/11/1985	85.11.17-236.49		avenue des Cailles 50	1170 Bruxelles
94	Florence	Boone	30/06/1987	87.06.30-310.77		9 rue des Trois Tilleuls	1170 Bruxelles
95	Dominique	Bosquet	01/02/1963	63.02.01-117.26		Gemeentestraat 57	1210 Bruxelles
96	Gudrun	Bossuyt	06/01/1971	71.01.06-326.22		Rue Wayez 103	1070 Anderlecht
97	Abdelkader	Bouanane	01/10/1967	67.10.01-539.35		Chée de Dieleghem 60	1090 Bruxelles
98	Denis	Bouillon	05/03/1965	65.03.05-133.36		Rue Molensteen 50	1180 Bruxelles
99	Corinne	Boulangier	14/02/1973	73.02.14-240.14		48 rue Pierre Decoster	1190 Bruxelles
100	Claire	Bourdet	03/07/1978	78.07.03-460.70		Rue du Tulipier 20	1190 Forest
101	Emmanuel	Bouton	05/09/1978	78.09.05-307.80		158 rue Egide Van Ophem	1180 Bruxelles
102	Amir-Stéphane	Bouyahi	29/11/1974	74.11.29-209.67		rue des Beguinettes 28	1170 Bruxelles
103	Marie Noëlle	Brandeleer	25/12/1951	51.12.25-308.97		Av Guillaume Crocq 51	1160 Auderghem
104	Nadine	Brauns	12/11/1971	71.11.12-338.94		Avenue du Cerf Volant 16	1170 Bruxelles
105	Jean Luc	Breuer	03/12/1950	50.12.03-075.96		Fröbelstraat 5	1000 Bruxelles
106	Wannes	Briké	06/04/1992	92.04.06-179.49		9 avenue des Longicornes	1170 Bruxelles
107	Celestin	Brion	17/01/2005	05.01.17-133.80		Rue Jenatzy 33	1030 Schaerbeek
108	Brigitte	Brisbois	08/06/1970	70.06.08-266.36		7 rue Charles Hanssens	1000 Bruxelles
109	Ruth Diane	Broman	28/01/1953	53.01.28-260.20		Leon Lepagestraat 8 bus 10	1000 Bruxelles
110	Tim	Bruggeman	04/11/1983	83.11.04-101.47		52, rue de Dillebeek	1082 Bruxelles
111	Barbara	Brune	10/11/1968	68.11.10-348.81		Brusselse Steenweg 250	1190 Bruxelles
112	Dominique	Bucher	25/08/1970	70.08.25-052.45			

52

ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

113	Gaëtan	Buljouré	19/07/1968	68.07.19-503.16		Rue des Allées 246	1190 Forest
114	Clemencia	Bustamante	03/05/1961	61.05.03-528.19		Avenue du Venezuela 10	1000 Bruxelles
115	Thibault	Bustin	08/08/2002	02.09.08-095-90		12 avenue Buysdelle	1180 Uccle
116	Sandra	Cabezeulo Bertozzi	23/07/1966	66.07.23-256.04		rue des Garennes 23	1170 Bruxelles
117	Mara	Callaert	14/05/1983	83.05.14-188.06		Kleine Zennestraat 7	1080 Bruxelles
118	Maria-Luz	Camacho	04/03/1963	63.03.04-048.12		4 rue Draps-Dom	1020 Bruxelles
119	Anne-Marie	Cammarata	09/07/1975	75.07.09-106.84		47 avenue D'Uccle	1190 Bruxelles
120	Sylvie	Campus	27/02/1956	56.02.27-364.16		Chemin de la Forêt 27	1180 Bruxelles
121	Corinne	Canneel	08/02/1955	55.02.08-366.78		Avenue des Muirs 10	1170 Bruxelles
122	Françoise	Canneel	01/10/1948	48.10.01-378.88		Boulevard du Souverain 51/18	1160 Anderghem
123	Liliane	Canzi	27/11/1969	69.11.27-076.58		Avenue Marius Renard 45/41	1070 Anderlecht
124	Stanislas	Carboneille	26/11/1946	46.11.26-157.09		Avenue du grand Forestier	1160 Bruxelles
125	Françoise	Carlier	05/04/1964	64.04.05-450.93		rue de Neerpede 326	1070 Anderlecht
126	Gilbert	Carlson	05/04/1986	86.04.05-447.73		Rue du Brillant 86	1170 Bruxelles
127	Gustave	Camoy	13/09/2018	18.09.13-053.27	x	avenue des Calles 50	1170 Bruxelles
128	Henri	Camoy	18/06/2022	22.06.18-099.88	x	avenue des Calles 50	1170 Bruxelles
129	Lucie	Camoy	29/06/2020	20.06.29-210.90	x	avenue des Calles 50	1170 Bruxelles
					Représenté par :		
					Florence Boone – NN 87.06.30-310.77		
					François-Marie Camoy – NN 87.10.30-310.77		
130	Françoise-Marie	Camoy	27/10/1987	87.10.30-310.77		avenue des Calles 50	1170 Bruxelles
131	Louis	Carré	09/08/1980	80.08.09-113.92		rue Drootbeek 23	1020 Bruxelles
132	Raul	Carreira Peepe	17/11/1980	80.11.17-427.44		rue de Pologne 28	1060 Bruxelles
133	Claire	Carton	03/04/1968	68.04.03-124.78		Av des Longicones 2	1170 Bruxelles
134	Luc	Carton	20/04/1954	54.04.20-425.40		12 avenue du Préau	1040 Etterbeek
135	Julien	Celdran	16/01/1976	76.01.16-447.94		rue de la Poudrière 60	1000 Bruxelles
136	Louison	Chambon	26/11/1992	92.11.26-642.05		rue Scarron 3	1050 Bruxelles
137	Michèle	Chapman	03/01/1946	46.01.03-100.07		rue Konkel 93/C5	1150 Bruxelles
138	Claire	Chardon	05/12/1972	72.12.05-554.19		avenue Wellington 57	1180 Uccle
139	Marie	Charles	10/05/1947	47.05.10-358.73		Av Général Médecin Derache 96 boîte 3	1050 Bruxelles
140	Eliane	Charlier	19/03/1951	51.03.19-002.35		Avenue Marius Renard 47/15	1070 Anderlecht
141	Suzanne	Charlier	19/03/1951	51.03.19-004.33		Avenue Marius Renard 47/22	1070 Bruxelles

# ANNEXE A à la citation — liste des demandeurs personnes physiques

142	Ibrahim	Cheick	11/10/1996	96.10.11-427.68	Place Homere Goossens 4	1180 Uccle
143	Alain	Chennaux	31/01/1956	56.01.31-105.51	rue des Alliés 166	1190 Bruxelles
144	Mathilde	Chevrant	08/11/1977	77.11.08-470.14	26 Karrenberg	1170 Bruxelles
145	Clément	Chodoire	01/05/1992	92.05.01-169.22	rue du Moulin à papier 58	1160 Bruxelles
146	Françoise Florian Georges	Chomé	03/10/1963	63.10.03-344.86	rue Berkendael 197	1050 Ixelles
147	René	Claeys	07/02/1990	90.02.07-689.35	Avenue Joseph Chaudron 73	1160 Bruxelles
148	Christian	Clauss	26/08/1965	65.08.26-363.84	Avenue Joseph Chaudron 73	1160 Bruxelles
149	Ysaline	Clauss	09/02/1999	99.02.09-492.70	155 rue de la Station	1150 Bruxelles
150	Marie	Clément	24/10/1985	85.10.24-244.18	Av Henri Pauwels 24	1200 Bruxelles
151	Fabienne	Clerebout	14/10/1964	64.10.14-030.91	Bd Joseph Bracops 205 B22	1070 Anderlecht
152	Eliane	Cloës	29/11/1959	59.11.29-238.14	Gaucheretstraat 100, 5A	1030 Bruxelles
153	Jan	Cobbaut	21/05/1965	65.05.21-385.94	Rue Jan Bollen	1020 Bruxelles
154	Martine	Codemus	21/10/1954	54.10.21-108.78	bd Sylvain Dupuis 282/26	1070 Anderlecht
155	Natalina	Colet-Sona	02/02/1938	38.02.02-294.70	rue du Danemark 5	1060 Bruxelles
156	Nadine	Collart	02/06/1970	70.06.02-342.43	20 rue Antoine Bréart	1060 Saint Gilles
157	Justine	Collet	28/05/1987	87.05.28-188.58	23 rue Caporal Claes	1030 Bruxelles
158	Olivier	Colligon	24/09/1978	78.09.24-107.01	rue des Pêcheries 63 A	1170 Bruxelles
159	Françoise	Colmant	26/05/1964	64.05.26-252.56	rue des beguinettes 19	1170 Bruxelles
160	Laurent	Colot	28/08/1944	44.08.28-363.68	Square Joseph Hanse 2 boîte 21	1200 Bruxelles
161	Isabelle	Compagnion	09/07/1956	56.07.09-138.41	Pierre Decosterstraat 48	1190 Bruxelles
162	Karel	Coninx	14/05/1980	80.05.14-063.68	Clos des Pommiers Fleuris 9	1160 Auderghem
163	Félicien	Conter	30/01/2005	05.01.30-269.39	Chaussée Saint Pierre 283	1040 Etterbeek
164	Madeleine	Cools	29/12/1946	46.12.29-096.84	rue des Pêcheries 67	1170 Bruxelles
165	Frédéric	Copin	28/11/1967	67.11.28-051.11	235 avenue Orban	1150 Bruxelles
166	Fioriane	Coppens	13/09/1993	93.09.13-432.30	241 rue Vanderborght	1090 Bruxelles
167	Donatienne	Coppieters't Wallant	06/08/1966	66.08.06-084.14	Drève du Rembucher 61	1170 Bruxelles
168	Ariane	Coquelet	02/07/1983	83.07.02-174.06	Avenue Emile Van Ermengem 116	1090 Jette
169	Dominique	Corbisier	13/02/1953	53.02.13-418.28	4 place du Colibri	1170 Bruxelles
170	Marie	Comil	24/06/1935	35.06.24-138.16	Kwateraan 38	1170 Bruxelles
171	Dirk	Cortvriend	30/04/1957	57.04.30-441.78		

54

## ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

172	Sam	Contriend	17/05/1986	86.05.17-225.39		Kleine Zennestraat 7	1080 Bruxelles
173	David	Costenaro	31/03/1972	72.03.31-553.50		48 rue des Allés	1030 Bruxelles
174	André	Cosy	05/02/1948	48.02.05-005.91		avenue du Château 23	1080 Bruxelles
175	Chantal	Coune	07/04/1949	49.04.07-318.44		Chaussée de Roodebeek 133	1200 Bruxelles
176	Beatrice	Crabbé	06/10/1962	62.10.06-286.33		10 rue Auguste Snieters	1030 Bruxelles
177	Nicole	Crombez	23/05/1947	47.05.23-138.97		121 rue de l'hospice communal	1170 Bruxelles
178	Bernard	Cutzen	17/10/1961	61.10.17-007.58		65 rue Grates	1170 Bruxelles
179	Corentin	Cutzen	02/06/1992	92.06.02-151.17		61 avenue de Visé	1170 Bruxelles
180	Katia	Czubik	15/02/1985	85.02.15-302.77		123 rue du Korenbeek	1080 Molenbeek
181	Enzo	D'Ermico	21/01/1969	69.01.21-403.35		rue de la Houlette 40	1170 Bruxelles
182	Luna	D'Erco	17/02/2009	09.02.17-418.80	x	rue de la Houlette 40	1170 Bruxelles
183	Roland	D'Hoop	03/03/1967	67.03.03-409.56	Lydia Sebastiano – NN 71.11.12-324.11	Enzo D'Ermico – NN 69.01.21-403.35	1170 Bruxelles
184	Alexis	Dabin	03/12/1974	74.12.03-173.17		Chaussée de la Hulpe 299	1170 Bruxelles
185	Anna	Dadi	22/03/1985	85.03.22-624.37		av Van Volxem 118	1190 Forest
186	Lenar	Dado	17/11/1961	61.11.17-100.69		36 rue Alphonse Hotlat	1050 Ixelles
187	Anane	Dandoy	13/04/1974	74.04.13-244.75		avenue de la Forêt6 boîte 6	1050 Bruxelles
188	Eduoard	Danneels	03/09/1957	57.09.03-033.70		avenue des Bouleaux 11	1170 Bruxelles
189	Pierre-Yves	Danniau	26/10/1987	87.10.26-365.73		Venelle au Palo 37	1150 Woluwe-Saint-Pierre
190	Julia	Darer	22/07/1989	89.07.22-598.78		Rue Vonck 110	1030 Schaerbeek
191	Kawtar	Dari	21/03/1996	21.03.96-616.15		rue Georges SimenonStrat9	1083 Bruxelles
192	Myriam	Dauphin	22/02/1959	59.02.22-104.04		Rue de Prague	1060 Saint Gilles
193	Alexandre	Davidson	31/10/1976	76.10.31-171.80		avenue de l'Opale 136	1030 Bruxelles
194	Martine	De Becker	19/02/1957	57.02.19-002.57		rue Edith Cavell 110	1180 Bruxelles
195	Germana Johanna Marneke	De Bock	11/10/1974	74.10.11-386.35		rue des Bigarreux 34	1180 Bruxelles
196	Bruno	De Cat	22/05/1972	72.05.22-263.42		rue Léon Lepage 41 b3	1060 Saint Gilles
197	Liesbeth	De Ceulaer	19/10/1985	85.10.19-268.47		rue Beeckman 117/5	1000 Bruxelles
198	Jérémie	De Clercq	12/10/1980	80.10.12-201.25		Jules Bouillonstraat 6	1180 Bruxelles
199	Alain	De Clercq	18/07/1947	47.07.18-003.08		Rue Docteur Elie Lambotte 147/4	1050 Elsene
200						Avenue de Koutier 270	1030 Schaerbeek
							1160 Bruxelles

# ANNEXE A à la citation — liste des demandeurs personnes physiques

201	Michaël	De Clercq	30/01/1954	54.01.30-003.44	avenue de la Tranche 34	1160 Bruxelles
202	Johanna	De Crom	09/10/1983	83.10.09-106.79	Rue Alphonse Hottat 31 3ème étage	1050 Bruxelles
203	Catherine	de Frescheville	15/08/1962	62.08.15-486.34	avenue des Frères Goemaere 53	1160 Bruxelles
204	Jean-Philippe	De Gheest	01/11/1979	79.11.01-299.49	9 rue de la tulipe	1050 Bruxelles
205	Sabine	De Greef	04/11/1956	56.11.04-164.96	2 place du Logis	1170 Bruxelles
206	Stéphane	De Greef	20/01/1977	77.01.20-161.87	Rue des Archives 14	1170 Bruxelles
207	Irene	De Groot	11/04/1949	49.04.11-592.87	Avenue Van Volxem 264 C6	1190 Forest
208	Romuald	De Gryse	24/10/2000	00.10.24-433.13	rue de Lindhout 115	1040 Etterbeek
209	Hélène	De Hemptinne	28/12/1982	82.12.28-374.10	84 av Voltaire	1030 Schaerbeek
210	Sophie	De Hemptinne	26/05/1956	56.05.26-274.60	rue des Touristes 57	1170 Bruxelles
211	Zeger	De Henau	13/04/1972	72.04.13-373.01	Korenbeekstraat 108/8	1080 Bruxelles
212	Zoé	de Kerchove	07/08/1998	98.08.07-528.18	rue Van Ostade 37	1000 Bruxelles
213	Myriam	De Keyzer	11/07/1953	53.07.11-072.81	rue de la Rive 78	1200 Bruxelles
214	Lila	De Krahe	23/03/1990	90.03.23-404.41	9 av de la Tendere	1170 Bruxelles
215	Aline	de Lannoy	05/01/1955	59.01.05-402.15	52 rue van Kalek	1080 Bruxelles
216	Séverine	de Laveleye	09/11/1976	76.11.09-218.21	rue des Primeurs 50	1190 Forest
217	Brigitte	De Mees	20/05/1959	59.05.20-462.18	Place Saint Denis 56/4	1190 Bruxelles
218	Pena	De Merten	21/01/1993	93.01.21-500.54	Rue Georges Lorand 27	1050 Bruxelles
219	Patrick	De Reynacker	27/09/1958	58.09.17-037.55	Bd Joseph Bracops 205 Bte 26	1070 Anderlecht
220	Eric	De Ridder	17/05/1969	69.05.17-465.24	Bd Joseph Bracops 205/22	1070 Anderlecht
221	Bernard	De Rudder	10/09/1949	49.09.10-171.39	79 avenue Dailly	1030 Bruxelles
222	Jerome	De Schrevel	20/12/1986	86.12.20-181.42	Square des Cicindèles 9/1	1170 Bruxelles
223	Audrey	De Smet	02/12/1990	90.12.02-248.17	Mulderslaan 98	1160 Auderghem
224	Valérie	De Smet	21/04/1987	87.04.21-378.71	Clos du Bergoie 36	1160 Auderghem
225	Brecht	De Staercke	23/06/1980	80.06.23-459.88	Albert Giraudlaan 90	1030 Schaerbeek
226	France	De Staercke	13/08/1964	64.08.13-362.66		
227	Delphine	De Theux	06/04/1986	86.04.06-272.24	rue du chantier 17	1000 Bruxelles
228	Lorraine	De Tiège	10/10/1973	73.10.10-146.90	24 rue de l'Abbaye	1000 Bruxelles
229	Caroline	de Vicoq De Villers	17/06/1965	65.06.17-402.10	Avenue Emile Becelaere 14	1170 Bruxelles
230	Juliette	Grandchamps	16/01/1967	67.01.16-030.31	Karrenberg 31	1170 Bruxelles



ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

231	Bruno	De Wachter	30/07/1972	72.07.30-007.72	Square Prince Leopold 32	1020 Bruxelles
232	Andrée	Debacrer	26/09/1951		avenue de la Réforme 76	1083 Bruxelles
233	Françoise	Debatty	18/08/1952	52.08.18-304.13	19 rue du Dries	1190 Bruxelles
234	Julien	Deblon	07/06/1983	83.06.07-333.78	Chaussée de Stockel 189	1200 Bruxelles
235	Ann	Decapmaker	13/05/1970	70.05.13-228.14	Sint Albansbergstraat 48	1020 Bruxelles
236	Mieke	Decœurinck	06/02/1969	69.02.06-406.04	De Laubespinsstraat 44	1020 Bruxelles
237	Kassandra	Decloux	14/08/1987	87.08.14-268.31	rue de l'Aurore 6	1000 Bruxelles
238	Kinou	Dedoyard	06/08/1959	59.08.06-162.80	83 av Pré des Agneaux	1160 Auderghem
239	Thierry	Defize	13/10/1962	62.10.13-357.43	Place du Droit 1 (11)	1070 Bruxelles
240	Luc	Degraer	04/06/1966	66.06.04-095.49	Rue Josse Impens 110	1030 Schaerbeek
241	Herman	Dehon	03/07/1943	43.07.03-117.66	Avenue des Volontaires 321 bte 40	1150 Bruxelles
242	Nadine	Dehon	03/07/1960	60.07.03-170.79	Avenue Marius Renard 33/61	1070 Anderlecht
243	Thibault	Dehoux	26/06/1997	97.06.26-456.66	Rue Eglise Van Opheim 149	1180 Uccle <a href="mailto:lucdegraer@nubo.be">lucdegraer@nubo.be</a>
244	Michel	Déjaer	12/03/1952	52.05.12-011.77	rue des Acanthes 10	<a href="mailto:ccoop">ccoop</a>
245	Dominique	Dekeyser	20/10/1957	57.10.20-002.83	12 rue des Tuyas	1170 Bruxelles
246	David	del Olmo Exposito	12/05/1976	76.05.12-535.57	rue de Gênes 8	1190 Bruxelles
247	Philippe	Delahaut	28/10/1947	47.10.28-11.09	75, rue des Garennes	1170 Bruxelles
248	Karin	Delande	11/07/1963	63.07.11-460.97	rue de l'agriculture 45	1030 Bruxelles
249	Alexandre	Delaporte	22/02/1991	91.02.22-541.45	42 avenue des Cailles	1170 Bruxelles
250	Philippe	Delchambre	19/07/1958	58.07.19-013.05	82 ave des Archiducs A34	1170 Bruxelles
251	Vincent	Delestree	13/10/1976	76.10.13-087.25	avenue Coloniale 58/3	1170 Bruxelles
252	Hugues	Delforge	11/09/1973	73.09.11-029	rue de la Herse 13	1170 Bruxelles
253	Sabine	Delhaye	23/11/1964	64.11.24-020.32	avenue du Geai 44	1170 Bruxelles
254	Benjamin	Delori Druetta	04/02/1995	95.02.04-387.47	rue d'Angleterre 40	1060 Saint Gilles
255	Ariane	Depierre	06/07/1976	76.07.06-242.59	Avenue des Coccinelles 19	1170 Bruxelles
256	Michèle	Deleuz	17/09/1960	60.09.17-132.02	Rue du Brillant 86 bte 36	1170 Bruxelles
257	Michel	Delval	25/12/1966	66.12.25-439.87	Drève de la Grappe 8	1190 Forest
258	Stéphane	Delvigne	28/06/1973	73.06.28-405.39	21 rue François Ruytinx	1170 Bruxelles
259	Hélène	Demanet	22/07/1995	95.07.22-338.76	23 rue Paul Michiels	1090 Jette
260	Ben	Demeersman	11/08/1989	89.08.11-333.01	Mulderslaan 98	1160 Auderghem

# ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

261	Mika	Demeersman	03/01/2023	23.01.03-089.49	x	Représenté par : Audrey De Smet - 90.12.02-248.17	Ben Demeersman - 89.08.11-333.01	Mulderslaan 98	1160 Auderghem
262	Kato Kasper Victor Michel	Demeester	01/01/1996	96.07.01-280.09				Mulderslaan 98	1160 Auderghem
263	Michel	Demeuteneester	05/01/1981	81.01.05-209.88				François Joseph Navezstraat 83	1030 Schaerbeek
264	Claire	Demey	30/01/1964	64.01.30-496.52				rue Major Brück 12	1170 Bruxelles
265	Nadine	Demoortel	14/07/1955	55.07.14-380.16				rue Emile Wittmann 4	1030 Bruxelles
266	Michel	Demoulin	19/06/1965	65.06.19-245.10				Place du Colibri 3	1170 Bruxelles
267	Karl	Dencik	02/08/1976	76.08.02-475.50				Rue Medori 14	1020 Bruxelles
268	Rachel	Dencik-Pickering	20/02/1969	69.02.20-502.70				Rue Medori 14	1020 Bruxelles
269	Jeannine	Denil	13/10/1947	47.10.13-358.18				Boulevard Joseph Bracops 203/37	1070 Anderlecht
270	Danielle	Depière	07/02/1944	44.02.07-294.46				19 rue des Beguinettes	1170 Bruxelles
271	Anne	Deprez	22/11/1965	65.11.22-080.23				rue Edison 24	1190 Bruxelles
272	Benjamin	Deraedt	28/05/1979	79.05.28-037.41				Ernest Salustraart 53	1020 Bruxelles
273	Albert	Derbaix	23/04/1949	49.04.23-037.39				Av de Visé 58	1170 Bruxelles
274	Alexandre	Derudder	15/08/1959	59.08.15-017.52				avenue Jean-François Leemans 15	1160 Bruxelles
275	Katleen	Derytter	28/05/1968	68.05.28-058.80				François Delcoignestraat 57 boîte 01	1081 Bruxelles
276	Isa	Deslypere	28/12/1985	85.12.28-080.76				Godefroid Dereesestraat 37	1030 Schaerbeek
277	Zoi	Dethier	17/10/1980	80.10.17-262.08				rue du Pinson 62	1170 Bruxelles
278	Patricia	Deuse	19/09/1976	76.09.19-012.10				11 avenue du Daim	1170 Bruxelles
279	Frédérique	Dewillers	08/01/1972	72.01.08-246.63				Dries 10,	1170 Bruxelles
280	Johan	Devolder	30/05/1962	62.05.30-495.34				Sint Albaansbergstraat 5A	1020 Bruxelles
281	Nikolai	Devolder	12/07/1998	98.07.12-203.89				Sint Albaansbergstraat 5A b2	1020 Bruxelles
282	Carl	Devos	26/06/1973	73.06.26-411.93				chée de Watermael 79	1160 Auderghem
283	Astrid	Dewaele	06/05/2005	05.05.06-250.30				Sint Albaansbergstraat 48	1020 Bruxelles
284	Dirk	Dewaele	29/09/1968	68.09.29-317.13				Sint Albaansbergstraat 48	1020 Bruxelles
285	Victor	Dewaele	22/08/2003	03.08.22-299.62				Sint Albaansbergstraat 48	1020 Bruxelles
286	Fabienne	Dewandeleer	14/01/1969	69.01.14-462.89				rue de Laubespain 17	1020 Bruxelles
287	Manuel	Diaz	03/10/1954	54.10.03-427.08				rue des Touristes 57	1170 Bruxelles
288	Claire	Dicker	11/06/1951	51.06.11-304.91				Val des Seigneurs 145	1150 Bruxelles
289	Merlin	Didier	09/07/1992	92.07.09-399.51				Rue Engeland 457	1180 Bruxelles

58

# ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

290	Olivier	Diercx	19/10/1962	62.10.19-189.31	rue des Garennnes 44	1170 Bruxelles
291	Rose-Marie	Diez	01/07/1949	49.07.01-106.69		1190 Forest
292	Camille	Diffendange	21/02/1995	95.02.21-330.79	158 Av de la Couronne	1050 Ixelles
293	Gisèle	Dineur	20/04/1955	55.04.20-008.90	rue du Pacifique 29	1180 Uccle
294	Anne	Dirix	02/12/1949	49.12.02-006.77	rue du Loutrier 27	1170 Bruxelles
295	Gilles	Dodelet	09/11/1993	93.11.09-509.87	17, avenue des amures	1190 Forest
296	Anne	Dosière	11/05/1967	67.05.11-416.17	86 rue Général Loiz	1180 Bruxelles
297	Emmanuelle	Dourson	16/03/1976	76.03.16-108.59	Av Achille Reisdorff 31	1180 Bruxelles
298	Jacques	Dourson	18/06/1932	32.06.18-115.59	rue Colonel Chalin 78 boîte 10	1180 Bruxelles
299	Anne	Doye	31/10/1965	65.10.31-110.07	53 avenue Henri de Brouckère	1160 Auderghem
300	Justine	Drabs	06/07/1984	84.07.06-268.07	33 rue de l'Autruche	1170 Bruxelles
301	Christophe	du Bled	30/10/1956	56.10.30-079.73	rue des Garennnes 65	1170 Bruxelles
302	Coraline	du Peloux	26/12/1994	94.12.26-598.01	Avenue de Rodebeek 51	1030 Schaerbeek
303	Melody	Dubonmay	11/09/1988	88.09.11-254.66	12 rue des Beguinettes	1170 Bruxelles
304	Nicolas	Dubuisson	12/02/1973	73.02.12-273.41	Rue Drootbeek 30	1020 Bruxelles
305	Sophie	Duchatalet	15/12/1974	74.12.15-054.67	Bongdenotenstraat 173	1190 Forest
306	Félicien Françoise	Dufoor	13/03/1995	95.03.13-385.77	Rue Léon Mignon 57	1030 Schaerbeek
307	Charlotte	Dufour	24/08/1960	60.08.24-110.01	avenue des Nymphes 53	1170 Bruxelles
308	Julie	Dufour	23/05/1989	89.05.23/116.31	61 rue E. Banning	1050 Ixelles
309	Benoît	Dumont	22/09/1959	59.09.22-233.21	rue des Bigarreaux 24	1180 Bruxelles
310	Julien	Duplat	13/08/1976	76.08.13-263.29	Avenue de Visé 16	1170 Bruxelles
311	Benoît	Dupont	30/12/1976	76.12.30-287.08	20 square des Nations	1000 Bruxelles
312	Bernadette	Dupont	15/12/1958	58.12.15-158.15	158, avenue Huart Hamoir	1030 Schaerbeek
313	Olivier	Dupont	24/11/1991	91.11.24-285.13	avenue des Traquets 47	1160 Auderghem
314	Geoffroy	Duqué	26/09/1974	74.09.26-207.48	Avenue des Longicomes, 3	1170 Bruxelles
315	Eduard	Duquesne	27/05/1999	99.05.27-279.55	Avenue de la Ferme Rose 10 bte 8	1180 Uccle
316	Nicole	Durant	25/12/1961	61.12.25-444.74	avenue Joseph-Jean Gossiaux 15	1160 Bruxelles
317	Cécile	Durieux	27/04/1950	27.04.50-100.61	avenue du Kouter 14	1160 Auderghem
318	Zoé	Duvivier	08/11/1995	95.11.08-408.66	24 avenue Henri Pauwels	1200 Bruxelles
319	Anne-Marie	Eelen	23/09/1962	62.09.23-228.59	Jan Sobieskiaan 17/4	1020 Bruxelles

# ANNEXE A à la citation — liste des demandeurs personnes physiques

320	Hanane	EIAoudi	09/09/1973	73.09.09-250.09			Rue du Mont Saint Alban 9	1020 Bruxelles
321	Inès	EIAoudi	24/01/2010	10.01.24-080.28	x	Représenté par :	Rue du Mont Saint Alban 9	1020 Bruxelles
322	Leyna	EIAoudi	07/12/2016	16.12.07-216.23	x	Représenté par :	Rue du Mont Saint Alban 9	1020 Bruxelles
323	Mohamed Ali	EIAoudi	11/03/2015	15.03.11-337.86	x	Représenté par :	Rue du Mont Saint Alban 9	1020 Bruxelles
						Oussama EIAoudi - 80.07.23-173.90	Rue du Mont Saint Alban 9	1020 Bruxelles
						Hanan Laghmich - 86.03.20-454.94	rue du mont Saint Alban 5	1020 Bruxelles
324	Nadia	EIAoudi	13/06/1965	65.06.13-368.67			Rue du Mont Saint Alban 8	1020 Bruxelles
325	Oussama	EIAoudi	23/07/1980	80.07.23-173.90			rue du mont Saint Alban 5	1020 Bruxelles
326	Azhar	EIKhayati	10/06/1998	98.06.10-459.80			rue du mont Saint Alban 5	1020 Bruxelles
327	Mourkada	EIKhayati	19/03/2003	03.03.19-367.49			rue du mont Saint Alban 5	1020 Bruxelles
328	Noureddin	EIKhayati	04/02/1966	66.02.04-487.17			rue du mont Saint Alban 5	1020 Bruxelles
329	Zaineb	EIKhayati	05/02/1995	95.02.05-324.80			rue du mont Saint Alban 5	1020 Bruxelles
330	Yasmine	Elorejani	03/07/1973	73.07.03-336.89			av Weilemans Ceuppens 158-160	1190 Forest
331	Laurent	Engin	01/12/1979	79.12.01-089.72			Rue de l'aérodrome 105	1130 Haren
332	Sarah	Erman	09/07/1988	88.07.09-262.07			32 rue Vandernoot	1080 Bruxelles
333	Gilles	Errembaut	20/09/1984	84.09.20-337.17			Rue des Beguinettes 18	1170 Bruxelles
334	Hélène	Errembaut	20/07/1980	80.07.20-248.08			Rue des Bannières 20	1150 Bruxelles
335	Fatima	Es-Samri	01/01/1949	49.01.01-010.19			Rue du Mont Saint Alban 8	1020 Bruxelles
336	Béatrice	Everaert	12/04/1944	44.04.12-292.09			av du Derby 28 boîte 12	1050 Bruxelles
337	Rachel	Eyokmans	12/07/1939	39.07.12-354.57			30 rue Emile Bouilliot	1050 Bruxelles
338	Tipha-Maha	Ez Bouharroun	14/01/1994	94.01.14-550.61			73 avenue Henri Debrouckère	1160 Auderghem
339	Guillaume	Fabian	21/05/2001	01.05.21-281.47			avenue Jean Sobieski 62/8	1000 Bruxelles
340	Marion	Fabien	24/04/1984	84.04.24-502.85			rue de la Poudrière 64	1000 Bruxelles
341	Michele	Failla	16/04/1985	85.04.16-571.83			rue du melon 24	1190 Bruxelles
342	Christiane	Faivre	27/04/1994	44.04.27-300.36			rue Franklin 72	1000 Bruxelles
343	Federica	Fantini	22/06/1991	91.06.22-498.19			rue Defacqz 63	1060 Bruxelles
344	Silvia Emilia	Farfan	17/02/1985	85.02.17-466.47			Chaussée de Waterloo 808	1180 Bruxelles
345	Pierre	Fasbender	02/04/1974	74.04.02-059.08			Av Van Becelaere 28A	1170 Bruxelles
346	Elisabeth	Fauville	24/01/1959	59.01.24-388.41			Rue Adolphe Marbotin 19/4	1030 Bruxelles
347	Pierre	Ferand	12/09/1997	97.09.12-706.65			rue du Danemark	1060 Saint Gilles
348	Alfredo	Fernandez Atienza	11/02/1966	66.02.11-415.73			Bd Leopold II 144	1080 Molenbeek

ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

349	Raul Eloy	Fernandez de la Reguera Villar	07/01/1974	74.01.07-547.28	rue Alexandre Martelbach 97	1030 Schaarbeek
350	Manuel	Fernández Vázquez	22/10/1959	59.10.22-361.94	Rue Drootbeek 147 B11	1020 Bruxelles
351	Charly	Fillon	05/05/1998	98.05.05-597.85	2 avenue des Longicomes	1170 Bruxelles
352	Timothé	Fillon	31/05/1995	95.05.31-391.30	2 avenue des Longicomes	1170 Bruxelles
353	Lucette	Flandroy	06/08/1952	52.08.06-384.02	24 av Neptune bte 5	1190 Forest
354	Paul	Flasse	01/07/1966	66.07.11-385.41	rue du villageois 25	1160 Auderghem
355	Alice	Flawinne	10/04/1949	49.04.10-148.27	Heiligenborre 6	1170 Bruxelles
356	Marion	Fleurus	21/11/1992	92.11.21-402.07	Van Volxembian 325	1190 Vorst
357	Ruth	Flikschuh	10/06/1959	59.06.10-454.42	Place Fernand Cocq 3	1050 Ixelles
358	Liliane	Floris	26/06/1955	55.06.26-114.12	avenue De Gehlderode	
359	Bénédicte	Folens	18/11/1967	67.11.18-118.90	rue de la Geinotte 2	1170 Bruxelles
360	Thibault	Forestas	06/09/1989	89.04.06-591.59	Avenue General Dumonceau 83	1190 Forest
361	Alain	Forthomme	17/02/1961	61.02.17-445.49	Avenue Jean-François Leemans 71	1160 Bruxelles
362	Fanny	Forton	07/09/1987	87.09.07-356.63	rue Elise 107	1050 Bruxelles
363	Emmanuela	Franck	27/06/1963	63.06.27-486.69	56 Kekerlenberg	1170 Bruxelles
364	Danielle	Frank	14/05/1950	50.05.14-004.79	81 av Charbo	1030 Bruxelles
365	Gilles	Frankignoulle	26/10/1972	72.10.26-153.67	72 avenue Coghnen	1180 Uccle
366	Carl	Fransen	06/06/1968	68.06.06-203.20	14 rue d'Andenne	1060 Bruxelles
367	Mikael	Franssens	10/05/1973	73.05.10-311.84	Rue Léon Mignon 57	1030 Schaarbeek
368	Caroline	Frenay	09/02/1994	94.02.09-286.74	Place du Colibri 3	1170 Bruxelles
369	Cécile	Frere	11/01/1968	68.01.11-112.23	Rue Saint Bernard 79 bte 27	1060 Bruxelles
370	Violaine	Frérotte	19/07/1969	59.07.19-002.37	Van Becelaere 28 bte 40	1170 Bruxelles
371	Darya	Frolova	25/04/1970	70.04.25-444.13	Rue E. Regard 592	1180 Bruxelles
372	Claudine	Fronville	15/04/1947	47.04.15-400.68	Rue de l'Harmonie 24	1000 Bruxelles
373	Vincent	Gadé	14/12/1984	84.12.14-485.70	Av des Sept Bonniers 247/2	1190 Forest
374	Françoise	Gallez	02/11/1968	69.11.02-022.86	Rue van Nerom 35	1140 Evere
375	Conception	Galvez Rincon	14/05/1949	49.05.14-372.78	Rue Vandeweyer 105	1030 Schaarbeek
376	Nadine	Garant	03/02/1959	59.02.03-214.76	Rue de Wansijn 65	1180 Bruxelles
377	Hélène	Gassman	17/12/1997	97.12.17-684.54	rue du gouvernement provisoire 3/10	1000 Bruxelles
378	Caroline	Gastaldi	14/04/1969	69.04.14-044.43		

# ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

379	Kevin	Gaule	26/02/1987	87.02.26-403.76	x	Représenté par :	Barbara Kabot - 70.12.01-558.93	rue Berthelot 152	1190 Forest
380	Marie-Pierre	Gauthier	16/07/1975	75.06.16-008.62				Rue de la Démocratie 86	1070 Anderlecht
381	Justyna	Gaydzinska	20/12/1979	79.12.20-542.19				Av des Dryades 34/119	1170 Bruxelles
382	Sharon	Geczynski	08/07/1974	74.07.08-384.09				rue Toots Thielemans 2	1190 Forest
383	Numa	Geeraert	10/02/2011	11.02.10-335.27	x	Représenté par :		Tir aux Pigeons 28	1150 Bruxelles
						Thijs Geeraert - 78.10.04-397.27		Tir aux Pigeons 28	1150 Bruxelles
384	Thijs	Geeraert	04/10/1978	78.10.04-397.27				Tir aux Pigeons 28	1150 Bruxelles
385	Bernard	Geerts	20/05/1977	77.05.20-137.42				Chaussée de Wavre 1760	1160 Auderghem
386	Georgine	Geerts	13/09/1954	54.09.13-244.78				Chée de Ninove 709/5	1070 Anderlecht
387	Alain	Gehenot	23/07/1967	67.07.23-279.02				Karrenberg 21	1170 Bruxelles
388	Coline	Geisen	24/12/1985	85.12.24-144.35				122 bid Lemonnier	1000 Bruxelles
389	Christina	Gens	06/05/1966	66.06.06-486.76				Sint-Joostraat 57	1210 Bruxelles
390	Alexis	Gérard	16/07/1981	81.07.16-241.59				rue Max Waller 21	1190 Forest
391	Catherine	Gérard	25/11/1963	62.11.25-224.38				rue de Chambéry 36	1040 Bruxelles
392	Joëlle	Gérard	26/01/1961	61.01.26-488.20				Rue Théodore De Cuyper 159/26	1200 Bruxelles
393	Paul	Germain	27/11/1952	52.11.27-001.67				avenue des Longicomes, 10	1170 Bruxelles
394	Adam	Gharbi	27/09/1994	94.09.27-377.74				rue des Fraises 55	1070 Anderlecht
395	Rachid	Gharbi	10/03/1961	61.03.10-593.21				rue des Fraises 55	1070 Anderlecht
396	Jean-François	Gheysen	14/03/1961	61.03.14-357.40				27 rue de Loncin	1060 Saint Gilles
397	Loïc	Gillerot	01/06/1994	94.06.01-233.07				Maréchal Joffre 80	1190 Forest
398	Patricia	Gillet	26/06/1976	76.06.26-128.51				56 avenue des Traquets	1160 Auderghem
399	Anne	Gillard	31/03/1954	54.03.31-366.53				44 rue Meyerbeer	1190 Bruxelles
400	Yoann	Gimbert	08/11/1992	92.11.80-525.80				Rue Borrens 11	1050 Ixelles
401	Dila	Gjini	04/08/1964	64.08.04-412.92				boulevard Emile Bockstael 128	1020 Bruxelles
402	Sven	Gloaguen	28/06/1982	82.06.28-459.77				Rue Gustave Defnet 3	1060 Bruxelles
403	François	Glorie	28/08/1950	50.08.28-009.63				av de Floréal 35	1180 Bruxelles
404	Jean-Baptiste	Godinot	30/01/1977	77.01.30-275.61				Rue de l'étendard, 9	1000 Bruxelles
405	Vincent	Goffart	24/05/1977	77.05.24-227.26				rue des Guildes 9	1000 Bruxelles
406	Julien	Gordenne	03/01/1978	78.01.03-269.25				rue Godefroid Devreese 15	1030 Schaerbeek
407	Simon	Goubau	19/12/1984	84.12.19-207.04				Rue de la Resistance 16	1140 Evere

# ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

408	Coralie	Gourdange	29/03/1994	94.03.29-478.65	Clos Hof le Ophem 31/3/105	1070 Anderlecht
409	Catherine	Goyens	22/08/1989	89.08.22-206.18	Rue des Ateliers 15	1080 Molenbeek
410	Clémence	Goyens	05/11/1983	83.11.05-232.80	Rue de la Resistance 16	1140 Evere
411	Philippe	Goyens	12/01/1950	50.01.12-251.58	Chaussée Saint Pierre 41	1040 Etterbeek
412	Benoît	Graas	09/02/1980	80.02.09-111.52	Karrenberg 53	1170 Bruxelles
413	Anna	Grabka	12/05/1977	77.05.12-630.80	52 rue de Suède	1060 Bruxelles
414	Sébastien	Gratir	30/05/1985	85.05.30-231.10	139 avenue Wilemans Ceuppens	1190 Forest
415	Patrick	Grebeude	09/02/1955	55.02.09-055.68	Chemin des deux maisons 63/B29	1200 Bruxelles
416	Gaëlle	Guerrero Mjiango	04/06/1989	89.06.04-290.46	23 rue de Bériot	1210 Bruxelles
417	Julie	Gusman	17/09/1971	71.09.17-210.58	Rue de l'Hospice Communal 17	1170 Bruxelles
418	Yvonne	Gustiaux	24/03/1977	77.03.24-284.52	Av. Des Tritons 31 bte 5	1170 Bruxelles
419	Frédéric	Guyaux	27/01/1989	89.01.27-356.31	Avenue Eugène Plasky 208/7	1030 Schaerbeek
420	Dimitri	Hache	30/03/1973	73.03.30-327.36	Av du Martin Pêcheur 54	1150 Bruxelles
421	Yamina	Hadfi	07/06/1981	81.06.07-186.86	Av Achille Reisdorff 27	1180 Bruxelles
422	Noëmi	Halen	12/09/1982	82.09.12-182.79	rue Edouard Branly 8/18	1190 Forest
423	Anne Marie	Hamaide	13/05/1953	53.05.13-182.53	Rue des Pêcheries 79/12	1170 Bruxelles
424	Marie-Paule	Hamaide	06/09/1947	47.09.06-168.23	Rue des Pêcheries 81/22	1170 Bruxelles
425	Madeline	Hammond	15/01/1964	64.01.15-460.53	36 avenue des Ortolans	1170 Bruxelles
426	Thérèse	Hanquet	19/04/1954	54.04.19-064.43	Quai de l'Industrie 25	1080 Bruxelles
427	Rafael	Hautekiet	29/05/1993	93.05.26-325.10	rue de Serbie 8	1060 Saint Gilles
428	Zofia	Helak	30/08/1979	79.08.30-506.18	Avenue des Longicomes, 13	1170 Bruxelles
429	Saskia	Hendriks	13/12/1982	82.12.13-548.92	Avenue Bonaparte 41	1180 Uccle
430	Françoise	Henin	01/12/1961	61.12.01-324.41	rue St Bernard 11 bte 4	1060 Bruxelles
431	Viviane	Henkens	18/05/1953	53.05.18-142.78	102 rue Théophile Vander Elst	1170 Bruxelles
432	William	Henne	11/06/1969	69.06.11-243.45	avenue des Tropiques 2	1190 Bruxelles
433	Antoine	Henrion	17/06/1991	91.06.17-229.50	86 rue du Doyenné	1180 Uccle
434	Camille	Herben	27/01/1990	90.01.27-336.72	avenue Ernest Cambier 143	1030 Bruxelles
435	Helene	Herman	28/11/1979	79.11.28-132.85	254 Chée de la Huize	1170 Bruxelles
436	Marc	Herman	04/09/1954	54.09.04-445.50	rue de la Laiterie, 25	1070 Anderlecht
437	Julien	Hermans	27/06/2003	03.06.27-125.72	10 rue du Katenga	1190 Forest

# ANNEXE A à la citation — liste des demandeurs personnes physiques

438	Marc	Hermans	17/01/1962	62.01.17-293.21			Rue du Katauga, 10	1190 Forest
439	Margaret	Hermant	03/10/1983	83.10.03-284.81			47 rue des glands	1190 Bruxelles
440	Willem	Herpels	02/01/1961	61.01.02-315.40			Vijf Bunderlaan 8	1150 Bruxelles
441	Isao	Herremans	27/10/2020	20.10.27-347.41	x	Représenté par : Pierre Herremans - 82.08.01-325.65	Clos du Bergoje 36	1160 Auderghem
442	Pierre	Herremans	01/08/1982	82.08.01-325.65		Valérie De Smet - 87.04.21-378.71	Clos du Bergoje 36	1160 Auderghem
443	Elisabeth	Hers	11/02/1945	45.02.11-054.90			Clos du Bergoje 36	1160 Auderghem
444	Ingrid	Heyne	15/05/1969	69.05.12-010.54			Boulevard G. Van Haelen 160 bte 5	1190 Bruxelles
445	Marie-Jeanne	Heyvaert	06/03/1951	51.03.06-410.17			63 rue Alfred Stevens	1020 Bruxelles
446	Loraine	Hiroux	31/10/1946	46.10.31-136.67			Chée de Waterloo 775 bte 12	1180 Bruxelles
447	Antoine	Hoefelman	29/10/1990	90.10.29-345.66			Rue A. Delporte 77	1050 Bruxelles
448	Nina	Holland	08/08/1973	73.08.08-526.47			4 rue des Tritomas boîte 39	1170 Bruxelles
449	Marianne	Hommeleu	13/04/1957	57.04.13-544.48			Rue du Charme 31-B	1190 Vorst
450	Cécile	Honhon	24/03/1949	49.02.24-358.69			avenue Isidore Geyskens 50	1160 Bruxelles
451	Brigitte	Hoornaert	25/10/1981	81.10.25-158.87			av des Sylphes 9	1170 Bruxelles
452	Kathleen	Horicks	07/06/1951	51.06.07-458.57			rue de la Poudrière 60	1000 Bruxelles
453	Christiane	Hubert	18/03/1948	48.03.18-098.03			39 rue Veyot	1050 Ixelles
454	Quentin	Huez	13/03/1991	91.03.13-707.59			boulevard Général Jacques 155	1050 Bruxelles
455	Yves	Hunstad	08/04/1956	56.04.08-005.86			Avenue d'Uccle 24	1190 Forest
456	Gaëlle	Huon	23/04/1971	71.04.23-022.31			90 rue des Tanneurs	1000 Bruxelles
457	Sylvain	Huraux	19/09/1994	94.09.19-661.30			18 av Stuart Merrill	1190 Bruxelles
458	Erna	Huygh	25/11/1958	58.11.25-282.69			rue du Formanoir 11	1070 Anderlecht
459	Stefano	Iannuzzi	09/05/1978	78.05.09-121.21			Edmond Machtenslaan 157 bus 24	1080 Bruxelles
460	Paula	Istegás Arribas	02/03/1983	83.03.02-490.50			Rue des Ateliers 15	1080 Bruxelles
461	Nathan	Izbicki	15/10/1999	99.10.15-645.84			Rue d'Andenne 38 rdc arrière	1060 Saint Gilles
462	Natalia	Jachowicz	23/12/1990	90.12.23-520.85			Rue Vanderschrick 15	1060 Bruxelles
463	Micheline	Jacobs	16/08/1950	50.08.16-118.23			70B avenue Léopold Weiner	1170 Bruxelles
464	Catherine	Jacqumain	17/12/1973	73.12.17-084.53			rue des Horticulteurs 129	1020 Bruxelles
465	Agnès	Jacquemin	11/04/1951	51.04.11-016.74			Drève du Duc 103	1170 Bruxelles
466	Amélie	Jacquet	16/03/1976	76.03.16-228.36			rue Xavier de Bue 30A boîte 11	1180 Bruxelles
							rue des Glands 41	1190 Bruxelles

64



ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

467	Cécile	Jacquet	17/09/1949	49.09.17-086.11	1180 Bruxelles
468	Colette	Jarmotte	07/03/1958	58.03.07-142.14	1170 Bruxelles
469	Michel	Janssens	29/02/1956	56.02.29-191.32	1090 Jette
470	Sophie	Janssens	30/07/1960	60.07.30-186.29	1170 Bruxelles
471	Marie	Jaumotte	26/10/1942	42.10.26-114.58	1180 Uccle
472	Barbara	Jawitz	28/06/1952	52.06.28-476.12	1170 Bruxelles
473	Bruno	Jean-Etienne	31/01/1974	74.01.31-417.20	1180 Bruxelles
474	Christiane	Jedroszkowiak	20/04/1951	51.04.20-084.27	1070 Anderlecht
475	Kendrah	Jespersen	12/09/1983	83.09.12-454.22	1050 Ixelles
476	Alexandre	Jongen	12/11/1974	74.11.12-151.53	1190 Forest
477	François	Jooris	19/08/1964	64.08.19-027.27	1070 Bruxelles
478	Jonathan	Jouffe	06/03/1987	87.03.06-621.77	1170 Bruxelles
479	Nicolas	Julémont	20/10/1982	82.10.20-305.14	1050 Bruxelles
480	André	Juprelle	14/02/1963	63.02.14-397.35	1180 Uccle
481	Clémence	Jussaune	08/03/1986	86.03.08-530.87	1150 Bruxelles
482	Barbara	Kabot	01/12/1970	70.12.01-558.93	1000 Bruxelles
483	Stéphanie	Kaisin	05/05/1983	83.05.05-344.23	1190 Forest
484	Sailha	Kerkach	15/05/1955	55.05.15-406.43	1170 Bruxelles
485	Alix	Kernyn	21/12/1968	68.12.21-016.90	1150 Bruxelles
486	Jean-Emmanuel	Kesteloot	25/12/1960	60.12.25-275.28	1170 Bruxelles
487	Catherine	Kestelyn	24/01/1953	53.01.24-256.47	1170 Bruxelles
488	Chegui	Kharroubi	04/10/1953	53.10.04-433.48	1020 Bruxelles
489	Geneviève	Kinet	11/11/1965	65.11.11-338.95	1190 Forest
490	Catherine	Kirsch	26/03/1977	77.03.26-210.66	1190 Bruxelles
491	Emerentiana	Koning	12/08/1943	43.08.12-242.66	1190 Vorst
492	Isabelle	Krauss	18/08/1968	68.08.18-080.88	1170 Bruxelles
493	Caroline	Kupker	21/07/1975	75.07.21-478.31	1170 Bruxelles
494	Annette	Lacroix	22/03/1949	49.03.22-464.23	1170 Bruxelles
495	Bernard	Lafon	13/09/1967	67.09.13-477.21	1190 Forest
496	Giulia	Lagana	04/12/1980	80.12.04-747.06	1180 Uccle

# ANNEXE A à la citation -- liste des demandeurs personnes physiques

497	Hanan	Laghmich	20/03/1986	86.03.20-454.94			Rue du Mont Saint Alban 9	1020 Bruxelles
498	Giulietta	Laki	08/10/1982	82.10.08-530.52			Rue de l'Application 27	1160 Bruxelles
499	Géraldine	Lambert	20/08/1980	80.08.20-190.73			rue du Croissant 80	1190 Forest
500	Véronique	Lambrechts	07/04/1964	64.04.07-464.19			rue des Archers 22	1081 Bruxelles
501	Muriel	Langouche	20/01/1967	67.01.20-013.05			avenue des Muriers 18	1170 Bruxelles
502	André	Lantrenange	10/12/1965	65.12.10-331.42			rue des Echevins 12	1050 Bruxelles
503	Etienne	Laplean	10/03/1993	93.03.10-611.93			rue Honoré Longtin 1	1090 Jette
504	Emmanuel	Lardo	12/04/1968	68.04.12-369.48			Rue des Goujons 61/39	1070 Bruxelles
505	Agathe	Laurain	07/12/1995	95.12.07-614.91			chée de Louvain 254	1000 Bruxelles
506	Bernadette	Laurent	22/09/1945	45.22.09-074.80			rue Juliette Wytzman 7	1050 Ixelles
507	Guy	Laurent	05/01/1954	54.01.05-197.18			rue Théophile Vander Elst 102	1170 Bruxelles
508	Yannick	Laurent	28/02/1973	73.02.28-188.54			Bd Prince de Liège 57 bte 5	1070 Anderlecht
509	Oriane	Lause	27/10/1992	92.10.27-288.31			Avenue de la Fauconnerie 26	1170 Bruxelles
510	Damien	Le Maigat	10/08/1967	67.08.10-579.02			Rue Philippe Baucq 114	1040 Bruxelles
511	Luane	Le Maigat Brauns	25/08/2014	14.08.25-296.12	x	Représenté par : Nadine Brauns - 71.11.12-338.94	Av Guillaume Crocq 51	1160 Auderghem
512	Christine	Le Maire	29/01/1954	54.01.29-072.05			Av Guillaume Crocq 51	1160 Auderghem
513	Harold	Le Paige	03/04/1999	99.04.03-243.28			Chaussée Saint Pierre 41	1040 Bruxelles
514	Claire	Le Païpe	12/09/1953	53.09.12-012.28			rue Crocq 52	1200 Bruxelles
515	Cécile	Leblcq	23/02/1980	80.02.23-174.54			rue Bosquet 51	1060 Bruxelles
516	Anne	Leconte	05/04/1961	61.04.05-018.74			Rue H. Genard 21	1070 Bruxelles
517	Isabelle	Ledent	01/12/1977	77.12.07-160.70			Avenue Henri Dunant 5/18	1140 Evere
518	Sébastien	Legrand	08/12/1970	70.12.08-011.42			Rue des Fruits 65	1070 Anderlecht
519	Alex	Lejeune	17/09/1960	60.17.09-137.94			Avenue Latérale 25/25	1180 Uccle
520	Bernard	Lenaire	06/12/1943	43.12.06-171.54			Rue des Cannas 17	1170 Bruxelles
521	Pauline	Lenaire	06/01/1979	79.01.06-104.24			rue Roosendaal 112 bte 7	1190 Bruxelles
522	Anne	Lenain	01/02/1972	72.02.01-564.59			129 rue de la Pêcheurie	1180 Bruxelles
523	Claudine	Lepas	04/10/1948	48.10.04-394.79			Square Jean Hayet 36	1070 Anderlecht
524	Benoît	Lerat	13/07/1985	85.07.13-501.70			rue du Coucou 8	1170 Bruxelles
525	Marina	Leuchs	09/07/1968	68.07.09-376.55			Avenue Fontaine Vanderstraeten 43	1190 Forest
							59 avenue Chazal	1030 Bruxelles

(5)

ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

526	Johana	Leroy	27/03/1984	84.03.27-562.25	Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
527	Anna	Lesniak	12/08/1976	76.08.12-398.21	12 place du Roi Vainqueur	1040 Bruxelles
528	Daniel	Leitexhe	08/01/1948	48.01.08-093.03	Rue des Artistes 26	1020 Bruxelles
529	Emilien	Leurquin	04/02/1985	85.02.04-271.50	Av Van Der Goes 111 bis 11	1160 Auderghem
530	Laurent	Leurquin	14/11/1971	71.11.14-099.79	74 avenue des Archiducs	1170 Bruxelles
531	Jean	Lévéque	22/10/1945	45.10.22-293.62	26 rue du Jardinage	1082 Bruxelles
532	Mathilde	Lévéque	22/03/1990	90.03.22-646.23	rue au bois 169	1150 Bruxelles
533	Chantal	Levie	08/07/1964	64.07.08-078.08	av Paul Deschanel 19 bis 6	1030 Bruxelles
534	Amraud	Leyssen	03/08/1994	94.02.03-325.21	Av Achille Reisdorff 25	1180 Uccle
535	Gaëtan	Leyssen	17/11/1957	57.11.17-265.14	Av Achille Reisdorff 25	1180 Uccle
536	Thomas	Leyssen	19/08/1998	98.08.19-261.22	Quai des Péniches 69 13 C	1000 Bruxelles
537	Caroline	Limbosch	28/01/1970	70.01.28-188.61	Rue des Deux Chaussées 5	1160 Bruxelles
538	Gerlie	Lindemans	12/12/1955	55.12.12-138.62	St Albansbergstraat 57	1020 Bruxelles
539	Antoinette	Longrée	03/11/1946	46.11.03-366.05	43 Av Fontaine Vanderstraeten	1190 Bruxelles
540	Marie	Loontjens	31/05/1958	58.05.31-054.75	34 rue des Pétunias	1170 Bruxelles
541	Eduardo	Lopez Gonzalez	02/12/1964	64.12.02-547.45	Avenue des Cailles 34	1170 Bruxelles
542	Roselyne	Lofes	18/07/1943	43.07.18-016.08	rue du Tulipier 16	1190 Bruxelles
543	Anne-Laure	Losseau	05/11/1979	79.11.05-128.03	Avenue des Hospices 164	1180 Uccle
544	Françoise	Louveaux	12/12/1949	49.12.12-308.57	2 rue de l'Eider	1170 Bruxelles
545	Philippe	Lovens	09/04/1978	78.04.09-071.64	avenue van Volckem 233	1190 Bruxelles
546	Christiane	Machtens	15/03/1952	52.03.15-506.60	avenue des Missionnaires 39/7	1070 Bruxelles
547	Christine	Maes	19/01/1961	61.01.19-462.62	rue des Pêcheries 81 bis	1170 Bruxelles
548	Wivinne	Maës	23/12/1993	93.12.23-492.79	Rue de Pavie 40	1000 Bruxelles
549	Isabelle	Magjis	16/06/1980	80.06.16-154.21	282 chaussée de la Hulpe	1170 Bruxelles
550	Rachel	Magnan	06/05/1991	91.05.06-656.43	28 rue Camusiel	1000 Bruxelles
551	Marie-Christine	Manieu	31/05/1953	53.05.31-344.68	rue de l'hospice Communal 36	1170 Bruxelles
552	Monique	Manovaid	02/05/1943	43.05.02-296.97	rue du Moulin à papier 37	1160 Auderghem
553	Serge	Malaisse	27/12/1968	68.12.27-391.20	rue du Siphon 62	1020 Bruxelles
554	Corinne	Malchair	19/08/1966	66.08.19-010.86	square du vieux tilleul 1/10	1050 Ixelles
555	Pauline	Maldegue	21/11/1989	89.11.21-102.50	rue Colonel Bourg 110	1030 Bruxelles

# ANNEXE A à la citation — liste des demandeurs personnes physiques

556	Marleen	Maldegheem	07/04/1974	74.04.07-226.79				Molenbeekstraat 184/18	1020 Bruxelles
557	Benoît	Mallon	18/10/1982	82.10.18-543.30				chaussée de Waterloo 95b	1060 Bruxelles
558	Nora	Mandeville	29/04/1928	28.04.29-194.37				Rue Léopold I 314	1090 Jette
559	Jenny	Manin	30/05/1983	83.05.30-224.72					1190 Forest
560	Michèle	Maquet	05/02/1961	61.02.05-278.91				avenue de la Héronnière 98/35	1170 Bruxelles
561	Pol	Marchandise	28/04/1955					rue Louis Emolte 58	1170 Bruxelles
562	Gregory	Marchetti	24/12/1980	80.12.24-285.80				avenue des Gerfaux 2/44	1170 Bruxelles
563	Muriel	Markowitch	30/03/1965	65.03.30-504.79				12 Drève de la Grappe	1190 Bruxelles
564	Anne-Lise	Martin	22/07/1980	80.07.22-056.43				Rue Drootbeek 30/7	1020 Bruxelles
565	Nicole	Martin	31/07/1960	60.07.31-140.45				14 rue Frémineur	1170 Bruxelles
566	Noëlia	Martinez Marchiran	13/10/1976	76.10.13-544.53				rue de Chantilly 16	1170 Bruxelles
567	Basile	Martins	21/02/2008	08.02.21-405.49	x	Représenté par :		65 rue du Mont St Alban	1020 Bruxelles
568	Lionel	Martins	01/10/2010	10.10.01-405.68	x	Représenté par :		65 rue du Mont St Alban	1020 Bruxelles
569	Pauline	Martins	18/02/2006	06.02.18-220.88	x	Représenté par :		65 rue du Mont St Alban	1020 Bruxelles
							René Martins - 71.03.28-445.33		
570	René	Martins	28/03/1971	71.03.28-445.33				65 rue du Mont St Alban	1020 Bruxelles
571	Laure	Massiet	17/07/1992	92.07.17-714.78				27 rue des Osiers	1080 Molenbeek
572	Ruth	Mata Rodriguez	26/12/1983	83.12.26-430.35				19 clos des fuchias	1190 Bruxelles
573	Anne	Mathues	09/06/1965	65.06.09-258.06				avenue du forum 13 boîte 61	1020 Bruxelles
574	Michel	Mauquois	30/12/1955	55.12.30-344.92				Avenue Marius Renard 27A/298	1070 Anderlecht
575	Lou	Meessen	17/07/2001	01.07.17-421.41				24 rue de l'Abbaye	1000 Bruxelles
576	Ninn	Meessen	16/08/2005	05.08.16-172.23				24 rue de l'Abbaye	1000 Bruxelles
577	Olivier	Meessen	09/10/1973	73.10.09-337.26				24 rue de l'Abbaye	1000 Bruxelles
578	Dominique	Meeus	21/09/1953	53.09.21-107.51				rue des Hippocampes 12	1080 Bruxelles
579	Marie	Mehaudens	05/03/2000	00.03.05-154.37				rue du Moulin à papier 22	1160 Auderghem
580	Joël	Mellaerts	25/03/1971	71.03.25-457.14				46 rue Artan	1030 Schaerbeek
581	Pascale	Mélon	12/07/1965	65.07.12-130.51				Berensheide 43	1170 Bruxelles
582	Juan	Mendez y Blaya	03/01/1981	81.01.03-175.85				3 avenue Jean Van Horenbeek	1160 Auderghem
583	Sebastien	Mercial	03/10/1986	86.10.03-423.05				Montagne de St Job 108	1180 Uccle
584	Nicolas	Mercier	12/03/1990	90.03.12-349.38				Avenue Dr Edmond Cordier 34	1160 Auderghem

68

(69)

**ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques**

585	Lydia	Merckx	22/05/1958	58.05.22-304.95	Louis Bertrandlaan 104, E7	1030 Bruxelles
586	Naim	Mertens	22/01/1993	93.01.22-485.39	Avenue Ducrestiaux 76	1060 Saint Gilles
587	Aurélien	Mescason	29/12/1979	79.12.29-393.92	rue de l'éventail	1000 Bruxelles
588	Mostafa	Mesnaoui	01/01/1959	59.01.01-695.29	rue de l'Escaut 108	1080 Bruxelles
589	Aurèle	Messina	12/09/1985	85.09.12-562.53	rue des Béguinettes 93	1170 Bruxelles
590	Florence	Messina	03/05/1980	80.05.03-410.51	rue Henri Stacquet 61	1030 Bruxelles
591	Melie	Metten	13/10/2006	06.10.13-244.76	90 Heiligenborre	1170 Bruxelles
592	Vincent	Metten	23/11/1974	74.11.23-157.08	90 Heiligenborre	1170 Bruxelles
593	Patricia	Metkens	15/07/1957	57.07.15-134.80	Avenue Wilcampus 168	1030 Bruxelles
594	Françoise	Micha	09/07/1955	55.07.09-410.39	Avenue Pré des Agneaux 87	1160 Bruxelles
595	Cécile	Michel	21/05/1976	76.05.21-110.18	61 rue du delta	1190 Forest
596	Anne-Françoise	Minique	23/10/1980	80.10.23-224.60	Rue de la Herse 19	1170 Bruxelles
597	Laurence	Moffet	30/04/1960	60.04.30-437.48	Avenue Legrand 88 b7	1180 Bruxelles
598	Philippe	Molderez	25/02/1956	56.02.25-097.52	Rue Gachard 51 boîte 12	1050 Ixelles
599	Cosme	Molter Somogyi	22/05/1986	86.05.22-431.71	Rue Paul Michiels 44	1090 Jette
600	Alfredo	Monteleone	09/11/1986	86.11.09-425.26	Rue de Russie 31	1060 Saint Gilles
601	Christine	Moreau	08/04/1948	48.04.08-150.64	449 crée de la Hulpe	1170 Bruxelles
602	Saturnino	Moreda-Garcia	27/12/1954	54.12.27-377.31	Avenue Marinus Renard 33/61	1070 Anderlecht
603	Bruno	Morin	05/06/1994	94.06.05-509-20	82 rue des Champs	1040 Etterbeek
604	Françine	Mortehan	09/03/1943	43.03.09-126.43	rue du Mont Saint Alban 34	1020 Bruxelles
605	Laure	Mortiaux	11/06/1978	78.06.11-122.64	rue de la Mutualité 4	1190 Bruxelles
606	Delphine	Mortier	15/10/1972	72.10.15-364.89	Rue de la Vignette	1160 Auderghem
607	Micheline	Motilo	13/06/1948	48.06.13-068.10	Rue Théodore De Cuyper 177/8	1200 Bruxelles
608	Mirille	Moureau	24/03/1958	58.03.24-030.04	39 avenue Georges Henri	1200 Bruxelles
609	Marc	Mourton Beernaert	05/09/1942	42.09.05-123.90	rue du Mont Saint Alban 34	1020 Bruxelles
610	Monique	Munting	01/03/1951	51.03.01-078.14	46 av.A. Jonart	1200 Bruxelles
611	Laurent	Muyile	16/10/1979	79.10.16-203.76		
612	Hilde	Nachtgael	02/02/1973	73.02.02-368.52	rue des Garemes 12	1170 Bruxelles
613	Kristina	Najdowski	19/07/1987	87.07.19-194.45	Chaussée de la Hulpe 328	1170 Bruxelles
614	Solange	Naniot-James	27/11/1956	56.11.27-210.39	Rue Général Gratry 83	1030 Bruxelles

# ANNEXE A à la citation — liste des demandeurs personnes physiques

615	Danosh	Nasrollahi	17/05/1985	85.05.17-401.36				14 rue Paul Spaak	1050 Bruxelles
616	Dolores	Navarro	08/02/1973	73.02.08-518.13				av Kersteek 102	1190 Forest
617	Félix	Nève	23/04/2015	15.04.23-315.46	x	Représenté par :		84 av Voltaire	1030 Schaerbeek
618	Sacha	Nève	16/04/2017	17.04.16-083.45	x	Représenté par :		84 av Voltaire	1030 Schaerbeek
619	Siméo	Nève	27/09/2019	19.09.27-315.45	x	Représenté par : Mathieu Nève de Mévergnies - 81.06.03-195.03		84 av Voltaire	1030 Schaerbeek
620	Mathieu	Nève de Mévergnies	03/06/1981	81.06.03-195.03				84 av Voltaire	1030 Schaerbeek
621	Pascale	Nicaise	20/02/1958	58.02.20-230.14				Avenue de la Tenderie 82	1170 Bruxelles
622	Françoise	Nice	09/08/1955	55.08.09-354.05				54 av Maréchal Foch	1030 Bruxelles
623	Anne-Françoise	Nicolay	13/06/1961	61.06.13-360.88				avenue de la Liberté 41/9	1081 Bruxelles
624	Heide	Nicolay	30/09/1944	44.09.30-010.77				Avenue d'Italie 45/12	1050 Bruxelles
625	Mario	Ninanne	04/08/1961	61.04.08-153.94				chemin des Silex 10	1170 Bruxelles
626	Dimitri	Nothe	03/07/1973	73.07.03-389.36				rue Edison 40	1190 Forest
627	Vincent	Nouaille	20/02/1977	77.02.20-331.21				rue d'Angleterre 53	1060 Bruxelles
628	Peter Anthony	O'Sullivan	12/05/1976	76.05.12-563.29				28 avenue François Folie	1160 Auderghem
629	Stéphane	Olivier	04/06/1964	64.06.04-007.95				rue du Pommier 264	1180 Bruxelles
630	Clémence	Ollreys	27/02/1938	38.02.27-350.40				rue Sylvain Denayer 53	1070 Bruxelles
631	Mérodie	Onillon	05/05/1989	89.05.05-700.84				320 avenue Rogier	1070 Anderlecht
632	Guein B. B.	Ozkan	16/06/1958	58.06.16-456.33				rue du Charme 13	1030 Bruxelles
633	Mathilde	Pagnier	20/12/1985	85.12.20-496.94				rue Léon Mignon 68	1190 Forest
634	Juliette	Pagnon	16/12/1997	97.12.16-686.82				Rue Elise 107	1030 Bruxelles
635	Etienne	Pailhès	15/12/1939	39.12.15-259.97				Rue de Rome 8	1050 Bruxelles
636	Marius	Pailhès	19/01/1994	94.01.19-469.69				avenue des villas 12	1060 Bruxelles
637	Mihai	Pali Mariuc	13/08/1995	95.08.13-411.86				Chaussée de Bondaal 514 bte 40	1060 Bruxelles
638	Juan	Palma	19/05/1961	61.05.19-303.55				rue des Minimes 46	1050 Bruxelles
639	Avgi	Papadopoulou	17/05/1987	87.05.17-428.51				Avenue Prudent Bols 59	1000 Bruxelles
640	Carine	Pâques	15/09/1966	66.09.15-078.48				78 avenue Jan Stobbaerts	1020 Bruxelles
641	Marie-Anne	Paridaens	07/02/1953	53.02.07-382.50				avenue des Liserons 5/5	1030 Bruxelles
642	Yvette	Paridaens	07/02/1953	53.02.07-384.48				21 av François-Bernard Verboven	1020 Bruxelles
643	Sarah	Parisel	15/10/1980	80.10.15-320.10					1160 Bruxelles

Hélène de Hemptine - 82.12.28-374.10

ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

644	Sonia	Pastecchia	06/10/1971	71.10.06-306.08			124 rue Van Soust	1070 Bruxelles
645	Laura	Pastina	27/09/1961	61.09.27-578.53			Square Marguerite 42/57	1000 Bruxelles
646	Georges	Pastor	14/11/1962	62.11.14-459.15			avenue de la Héronnière 100/72	1170 Bruxelles
647	Noëlle	Patemoster	25/12/1944	44.12.25-300.55			rue docteur Huet 92/2	1070 Anderlecht
648	Simonne	Patemoster	17/04/1938	38.04.17-354.59			Rue des Fruis 46	1070 Anderlecht
649	Natacha	Péant	15/10/1976	76.10.15-102.47			31 rue de Prague	1060 Bruxelles
650	Philip	Peetlemans	15/08/1960	60.08.15-049.41			4 rue Draps-Dom	1020 Bruxelles
651	Catherine	Peeters	09/02/1961	61.02.09-006.49			clos des fuchias 16	1190 Forest
652	Chantal	Peeleers	14/12/1957	57.12.14-382.91			avenue Georges Benoît 15	1170 Bruxelles
653	Eric	Pellerin	21/09/1976	76.09.21-557.84			Rue Eigenhuis 9	1170 Bruxelles
654	Laura	Penot	25/04/1996	96.04.25-716.93			Rue Général Fivé 28	1040 Etterbeek
655	Nicolas	Père	16/05/1980	80.05.16-043.28			rue Arthur Roland 39	1030 Schaerbeek
656	Grégoire	Périlleux	04/09/1959	59.09.04-113.02			6 rue des Salvias	1170 Bruxelles
657	Anneleen	Persyn	05/05/1976	76.05.05-080.43			Vanderbusschestraat 52	1030 Schaerbeek
658	Lucie	Pestiaux	20/05/1998	98.05.20-574.46			avenue de Montecarlo 56	1190 Forest
659	Emmanuel	Petel	11/02/1964	64.02.11-683.54			Clos des Chanterelles 14	1050 Ixelles
660	Jean-Marc	Peterkenne	19/05/1971	71.05.19-347.27			Avenue Stuart Merrill 18	1190 Bruxelles
661	Olivier	Petit	24/10/1990	90.10.24-155.71			Avenue Albert 50	1190 Bruxelles
662	Vitalija	Petri	10/09/1975	75.09.10-474.88			rue de la Cambre 298 B	1200 Bruxelles
663	Hélène	Peugnieu	08/05/1954	54.05.08-340.15			Rue Draps-Dom 15	1020 Bruxelles
664	Edith	Pevemagle	28/06/1993	93.06.28-372.07			st-Albaansbergstraat 7 bus 2	
665	Renée	Pevemagle	19/01/1990	90.01.19-294.63			Léon Lepagestraat 8	1000 Bruxelles
666	Guy	Philippart	26/11/1948	48.11.26-055.56			Rue Bosquet 51	1060 Bruxelles
667	Hilda	Philippart	27/07/1949	49.07.27-390.72			av Paul Deschanel 181/13	1030 Bruxelles
668	Lison	Philippart	15/10/2020	20.10.15-220.43	x	Représenté par :	Place du Colibri 5	1170 Bruxelles
						Carine Sottiaux - 83.05.25-148.07	Place du Colibri 5	1170 Bruxelles
							Martin Philippart de Foy - 82.11.04-333.85	
669	Martin	Philippart de Foy	04/11/1982	82.11.04-333.85			Place du Colibri 5	1170 Bruxelles
670	Adonis	Philippousis	20/12/1964	84.12.20-461.11			Avenue Charles Dierckx 18	1160 Audergem
671	Christian	Picon	22/09/1980	80.09.22-511.87			rue des Coteaux 288	1030 Bruxelles
672	Gwendal	Piégaïs	03/04/1990	90.04.03-595.69			rue de la consolation 89	1030 Schaerbeek

# ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

673	Geneviève	Pierrard	22/10/1969	69.10.22-012.71	Avenue Joseph Chaudron 73	1160 Bruxelles
674	Nathalie	Pigeon	30/01/1980	80.01.30-032.76	96 rue Ullens	1080 Molenbeek
675	Chantal	Piret	17/04/1955	55.04.17-250.35	Avenue des noisetiers, 34	1170 Bruxelles
676	Marie-Héloïse	Pirlet	19/10/1972	72.10.19-306.27	254 Chée de Bruxelles	1190 Forest
677	Laetitia	Pirson	11/01/1992	92.01.11-270.78	2 rue des Nigelles	1170 Bruxelles
678	Laure-Anne	Pirson	17/10/1994	94.10.17-336.34	Avenue de Witthem 10	1150 Bruxelles
679	Victor	Plateau	20/09/1988	88.09.20-261.80	61 rue Emile Banning	1050 Ixelles
680	Ramona	Plaza	22/01/1961	61.01.22-442.89	Av Thomas Frissen 6 bte 11	1160 Bruxelles
681	Aline	Pohl	10/04/1974	74.04.10-358.51	Avenue Dolez 301	1180 Uccle
682	Florence	Poireau	13/01/1987	87.01.13-102.81	46 rue des Archives	1170 Bruxelles
683	Léon Marie-	Poncin	20/11/1952	52.11.20-389.83	avenue de Koelberg 47	1082 Bruxelles
684	Dominique	Ponette	28/02/1964	64.02.28-440.78	rue de l'Agrafe 40	1070 Bruxelles
685	Ariane	Poot	18/07/1974	74.07.18-196.91	rue de Prague 18	1000 Bruxelles
686	Vincent	Potvin	22/07/1995	95.07.22-191.29	Av du Bois de la Cambre 64	1050 Ixelles
687	Brigitte	Poulet	09/10/1955	55.10.09-082.97	436 Chée d'Alsenberg	1180 Bruxelles
688	Manuel	Poutte	19/03/1963	63.03.19-263.26	104 rue Théophile Vander Elst	1170 Bruxelles
689	Coline	Prager	13/06/1989	89.06.13-428.26	rue des Horticulteurs 141	1020 Bruxelles
690	Philip	Prager	22/05/1958	58.05.22-041.67	rue des Horticulteurs 141	1020 Bruxelles
691	Alexandra	Pralle	06/08/1982		rue de la Piété 8	1160 Auderghem
692	Thomas	Prédour	14/10/1981	81.10.14-351.30	rue des Tanneurs 86	1000 Bruxelles
693	Paul	Pignot	12/07/1956	56.07.12-263.20	387 rue de Mérode	1190 Bruxelles
694	Dominique	Prince	19/07/1956	56.07.19-380.81	rue Sylvain Denayer 58	1070 Bruxelles
695	Jeanne	Pruvoit Simonneaux	20/05/1996		1A avenue de la porte de Hal	1060 Bruxelles
696	Beate	Raabe-Von Witzleben	17/11/1963	63.11.17-402.03	2 rue Firmin Martin	1160 Auderghem
697	Cécile	Rademaekers	16/01/1952	52.01.16-418.07	184 avenue Albert	1190 Forest
698	Claudine	Ramperbergs	27/06/1950	50.06.27-158.27	Clos Bel Horizon 10	1200 Bruxelles
699	Leo	Ranieri	21/03/2000	00.03.21-311.79	130 Chaussée de Boitsfort	1170 Bruxelles
700	Marco	Ranieri	01/09/1965	65.09.01-025.15	130 Chaussée de Boitsfort	1170 Bruxelles
701	Catherine	Ransquin	23/08/1976	76.08.23-262.21	20 avenue des Lucioles	1170 Bruxelles
702	Cécile	Rao	05/03/1983	83.03.05-112.47	128 rue Louis Hap	1040 Etterbeek

72



## ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

703	Kévin	Rayée	22/01/1992	92.01.22-203.09	avenue Rogier 172	1030 Schaerbeek
704	Isabelle	Regnier	30/03/1959	59.03.30-378.79	avenue des Longicomes, 10	1170 Bruxelles
705	Pierre	Régnier	27/10/1991	91.10.27-145.56	rue du Pacifique 29	1180 Uccle
706	Fabienne	Reiff	12/12/1973	73.12.12-190.97	Avenue des Longicomes, 5	1170 Bruxelles
707	Céline	Remy	17/05/1975	75.05.17-264.60	rue des plantes 27	1190 Bruxelles
708	Simon	Renard	22/01/1991	91.01.22-393.89	Avenue des Longicomes, 11	1170 Bruxelles
709	Monique	Renders	22/07/1958	58.07.22-326.87	rue Groeselenberg 226	1180 Uccle
710	Jean-Pol	Renoy	15/09/1964	64.09.15-087.94	Avenue Guillaume Stassart 123	1070 Bruxelles
711	Stefan	Revollo	05/12/1977	77.12.05-267.23	rue de Loch 39	1030 Bruxelles
712	Catherine	Reyfaerts	20/04/1960	60.04.20-410.84	Bld Joseph Bracops 205/26	1070 Bruxelles
713	Michiel	Reynaert	21/09/1974	74.09.21-071.43	Chaussée de Bruxelles 313 b12	1190 Forest
714	Ana Luisa	Ribeiro Rodriguez	28/04/1974	74.04.28-348.06	Rue des Brebis 69	1170 Bruxelles
715	Annie	Richard	06/05/1951	51.05.06-458.80	Rue du Texas 9	1190 Forest
716	Fabrice	Rivière	08/10/1972	72.10.08-021.60	35 rue du Loriot	1170 Bruxelles
717	Fabienne	Robat	02/05/1968	68.05.02-156.83	rue du Bemel 60	1150 Bruxelles
718	Bénédicte	Robe	07/05/1978	78.05.07-196.06	37 rue des Faines	1120 Bruxelles
719	Isabelle	Robe	10/11/1974	74.11.10-280.81	avenue dr Zamenhof 2/116	1070 Anderlecht
720	Laura	Rodriguez	12/01/1988	88.01.12-330.01	Square des Cicindèles 9/1	1170 Bruxelles
721	Elise	Roegiers	18/05/1985	85.05.18-242.68	Drève de la Grappe	1190 Forest
722	Mireille	Rolliet	01/01/1960	60.01.01-966.77	Avenue des Calles 38	1170 Bruxelles
723	Danielle	Roland	22/11/1956	56.11.22-240.62	rue Jorez 39	1070 Anderlecht
724	Camille	Rolovic	10/11/1991	91.11.10-540.81	48 avenue Nouvelle	1040 Bruxelles
725	Élie	Rongé	03/08/1995	95.08.03-463.43	rue Eugène Desmet 15	1090 Jette
726	Shancy	Rooze	16/08/1981	81.08.16-236.71	Av du Cor de Chasse 80	1170 Bruxelles
727	Martin	Rouden	28/03/1989	89.03.28-149.28	Avenue des Coccinelles 19	1170 Bruxelles
728	Barbara	Roubicek	15/12/1961	61.12.15-488.39	rue du Cresson 42	1020 Bruxelles
729	Christophe	Rubattu	10/02/1972	72.02.10-317.36	2 avenue René Piret	1040 Bruxelles
730	Marcello	Russo	24/05/1958	58.05.24-477.56	Rue François Dons 7	1050 Bruxelles
731	Arnel	Ruta	29/02/2000	00.02.29-423.11		
732	Henri-Jean	Rutkens	30/01/1951	51.01.30-327.45		

# ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

733	Denys	Ryelandt	24/04/1939	39.04.24-005.25			av du Maréchal 20 A	1180 Uccle
734	Yasmine	Salem	26/08/1999	99.08.26-420.62			82 rue des Champs	1040 Etterbeek
735	Lisette	Salisali	28/03/1990	90.03.28-532.54			Chaussée de Stockel 189	1200 Bruxelles
736	Denis	Salmon	23/03/1955	55.03.23-401.85			17, rue du Charme	1190 Forest
737	Maria-Luz	Sanchez Lobo	02/09/1959	59.09.02-378.88			rue des Salvias 6	1170 Bruxelles
738	Claudio	Saponara	12/05/1973	73.05.12-585.41			rue des deux Eglises 36	1000 Bruxelles
739	Thibaut	Sárbu-Lefamaïs	05/02/1978	78.02.05-491.41			avenue Albert 62	1190 Forest
740	Safoura	Sarikaka	11/10/1987	87.10.11-322.81			rue de l'Epagne 3	1000 Bruxelles
741	Marie-Christine	Saussus	27/11/1959	59.11.27-402.07			98 av Emile Van Becelaere	1170 Bruxelles
742	Haya	Scarpa	26/03/1989	89.03.26-098.42			rue Augustin Delporte 56	1050 Bruxelles
743	Leon	Scevenels	26/02/1944	44.02.26-387.62			Fruitstraat 46	1070 Anderlecht
744	Sohen	Schadeck	23/03/2019	19.03.23-119.28	x	Représenté par :	20 rue Antoine Bréart	1060 Saint Gilles
745	Ulrich	Schadeck	19/10/1984	84.10.19-175.22		Ulrich Schadeck - 84.10.19-175.22	20 rue Antoine Bréart	1060 Saint Gilles
746	Nicolas	Scherner	05/02/1982	82.02.05-557.59			20 rue Antoine Bréart	1060 Saint Gilles
747	Marc	Schmitz	28/10/1955	55.10.28-389.93			9 avenue des Gerfaux	1170 Bruxelles
748	Patricia	Schmitz	26/05/1962	62.05.26-342.21			rue des Bigarreaux 34	1180 Bruxelles
749	Florian	Schneider	23/02/2009	09.02.23-125.96	x	Représenté par :	387 rue de Mérode	1190 Bruxelles
750	Oliver	Schneider	22/06/1974	74.06.22-319.35		Oliver Schneider - 74.06.22-319.35	rue Pierre Delacroix 11	1150 Woluwe-Saint-Pierre
751	Pierre	Schobyn	22/12/1949	49.12.22-245.14		Julie Bingen - 77.12.01-214.02	rue Pierre Delacroix 11	1150 Woluwe-Saint-Pierre
752	Chantal	Schockaert	16/03/1948	48.03.16-246.12			rue Pierre Delacroix 11	1150 Woluwe-Saint-Pierre
753	Michèle	Schor	04/12/1966	66.12.04-046.43			Av Huart Hamoir 61	1030 Schaerbeek
754	Gregory	Schwandther	21/11/1971	71.11.21-267.89			Rue Edouard Branly 6	1190 Forest
755	Bruno	Schwartz	17/05/1999	99.05.17-251.92			Chaussée de Bruxelles 214	1190 Forest
756	Lucie	Soccard	15/06/1986	86.06.15-236.95			Rue du Relais, 92	1170 Bruxelles
757	Lydia	Sebastiano	12/11/1971	71.11.12-324.11			Rue Lannoy 4	1050 Ixelles
758	Elke	Segers	31/03/1978	78.03.31-386.52			Avenue Daniel Boon 88	1160 Auderghem
759	Tiara	Seguy	13/04/1991	91.04.13-382.03			rue de la Houlette 40	1170 Bruxelles
							Petekindstraat 18	1190 Vorst
							Touts Thielmans 28	1190 Forest

# ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

760	Philippe	Seidel	18/02/1985	85.02.18-493.87	x	Représenté par : Philippe Seidel - 85.02.18-493.87	Johanna Leroy - 84.03.27-562.25	Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
761	Firmin	Seidel leroy	24/08/2019	19.08.24-095.57				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
762	Catherine	Seigneur	26/10/1980	80.10.26-282.09				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
763	Marion	Sellenet	18/03/1988	88.03.18-512.41				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
764	Rose	Selvais	09/02/1950	50.02.03-122.90				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
765	Iris	Senden	05/08/2002	02.08.05-228.40				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
766	Morgane	Senden	08/10/1993	93.10.08-434.88				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
767	Cataline	Sénéchal	19/09/1977	77.09.19-100.40				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
768	Elisabeth	Sensique	13/11/1970	70.11.13-002.88				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
769	Natacha	Sensique	16/08/1980	80.08.16-148.41				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
770	Jérôme	Senty	16/05/1980	80.05.15-417.72				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
771	Myriam	Sepulche	08/06/1960	60.06.08-134.55				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
772	Nancy	Seulen	22/02/1967	67.02.22-412.58				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
773	Laelitia	Sforza	28/10/1982	82.10.28-158.18				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
774	Paulo	Silva Rodrigues	16/05/1978	78.05.16-201.22				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
775	Christian	Simon	08/12/1945	45.12.08-141.66				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
776	Julie	Simon	08/07/1981	81.07.08-380.63				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
777	Marie-France	Simon	18/06/1976	76.06.18-240.82				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
778	Brigitte	Simonet	20/10/1965	65.10.20-006.53				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
779	Ilana	Simoneita	07/04/1955	55.04.07-458.30				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
780	Thys	Sipma	18/05/1996	96.05.18-507.34				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
781	Albert	Smets	12/05/1949	49.05.12-147.72				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
782	Nicolas	Smets	20/05/1978	78.05.20-137.63				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
783	Truus	Smits	30/11/1983	83.11.30-590.39				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
784	Lionel	Sombré	07/02/1955	55.02.77-487.84				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
785	Marie-Christine	Somer	06/03/1960	60.03.06-446.73				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
786	Carine	Sottiaux	25/05/1983	83.05.25-148.07				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
787	Henri	Sottiaux	06/12/1987	87.12.06-221.55				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek
788	David	Souchaud	03/10/1968	68.10.03-601.31				Av des Volontaires 108	1040 Etterbeek

# ANNEXE A à la citation — liste des demandeurs personnes physiques

789	Annabel	Sougné	06/12/1969	69.12.06-054.38	23 avenue du cor de chasse	1170 Bruxelles
790	Agnès	Spinewine	14/07/1953	53.07.14-102.58	rue de la rive 80	1200 Woluwe-Saint-Lambert
791	Adeline	Stalmans	30/01/1978	78.01.30-312.45	Av des Eperviers 117/bte 034	1150 Bruxelles
792	Renaud	Staner Stecher	26/09/1990	90.09.26-371.26	Avenue de la Fauconnerie 26	1170 Bruxelles
793	Søren	Rasmussen	21/06/1969	69.06.21-451.22	Tulpeboomstraat 36/2	1190 Bruxelles
794	Martine	Steenhouwer	03/06/1967	67.06.03-450.36	rue des Fruits 56	1070 Anderlecht
795	Karin	Stevens	28/10/1961	61.10.28-070.53	130 Chaussée de Boitsfort	1170 Bruxelles
796	Luc	Stevens	18/02/1957	57.02.18-177.09	rue des six jetons 46/14	1000 Bruxelles
797	Milena Alejandra	Strange Navano	20/04/1971	71.04.20-390.44	143 rue Georges Leclercq	1190 Bruxelles
798	Hatuey	Suarez-Piedra	11/04/1981	81.04.11-135.03	40 avenue du Daim	1170 Bruxelles
799	Marie-Anne	Swartenbroekx	24/12/1952	52.12.24-274.85	rue de l'enseignement 112/2	1000 Bruxelles
800	Francine	Swartvagher	26/11/1951	51.11.26-350.18	Drève des Volubilis 8	1170 Bruxelles
801	Esther	Tack	15/11/1993	93.11.15-500.13	Rue Valduc 79	1060 Saint Gilles
802	Ayoub	Tanganika	05/11/1983	83.11.05-217.95	Drève des Tumuli 20	1160 Bruxelles
803	Jean-Marc	Temple	03/02/1968	68.02.03-329.53	rue Emile Féron 119	1170 Bruxelles
804	Lienhard	Terhalle	01/06/1963	63.06.01-679.74	chemin du Puits 84	1060 Bruxelles
805	Jan	Terlinck	01/07/1946	46.07.01-007.08	Bd Général Jacques 202/49	1180 Uccle
806	Niels	Tewingen	13/01/1975	75.01.13-223.96	avenue Mozart 95	1050 Ixelles
807	André	Teuwen	12/08/1951	51.08.12-329.50	Avenue Neptune 26	1190 Bruxelles
808	Cécile	Thiran	07/07/1968	68.07.07-354.40	6 rue des marinière	1190 Forest
809	Clément	Thiry	25/08/1983	83.08.25-481.83	rue Fernand Bernier 11A	1080 Molenbeek
810	Logan	Thomas	19/08/1993	93.08.19-573.90	Av Achille Reisdorff 25	1060 Saint Gilles
811	Annie	Thumelaire	08/03/1967	67.03.08-164.54	1 avenue du Mont Kemmel	1180 Uccle
812	Maxime	Tihon	28/04/1991	91.04.28-311.12	rue de Flandre 137-7	1190 Forest
813	Jaap Walter	Tilstra	02/01/1969	69.01.02-565.52	Bosveldweg 25	1000 Bruxelles
814	Cédric	Timmermans	19/04/1995	95.04.19-195.94	Av d'Itterbeek 182	1180 Bruxelles
815	Valérie	Timmermans	20/04/1967	67.09.20-470.12	177 Chaussée de Bruxelles	1070 Bruxelles
816	Alexandre	Tissot	09/12/1974	74.09.12-433.62	rue du Montenegro 44	1190 Bruxelles
817	Patricia	Toelen	12/12/1970	70.12.12-476.39	rue du formanoir 11	1060 Bruxelles
818	Isabelle	Tonglet	28/08/1991	91.08.28-454.91		1070 Anderlecht

96

## ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

22 avenue de l'Emeraude	1030 Bruxelles
47 rue de la Heise	1170 Bruxelles
142 rue Hospice Communal	1170 Bruxelles
55 rue des Fraises	1070 Anderlecht
12 pl du roi Vainqueur	1040 Bruxelles
Avenue A. Lancaster 70	1180 Bruxelles
Clos des 3 Fontaines 5 boîte 11	1160 Auderghem
100 rue des Fruits	1070 Anderlecht
Schipperijkaai 11	1000 Bruxelles
27 rue de Prague	1060 Bruxelles
Sint-Albaansbergstraat 5A	1020 Bruxelles
Av Achille Reisdorff 31	1180 Bruxelles
Av Achille Reisdorff 31	1180 Bruxelles
Av Achille Reisdorff 31	1180 Bruxelles
Av Achille Reisdorff 31	1180 Bruxelles
Av Achille Reisdorff 31	1180 Bruxelles
Avenue Jean François Leemans 15	1160 Bruxelles
avenue du Vossegat 146 bte 15	1180 Bruxelles
Rue des Deux Chaussées 5	1160 Auderghem
rue des Garemes 101	1170 Bruxelles
301 avenue Buysdelle	1180 Uccle
rue Uliens 96	1080 Molenbeek
rue Uliens 96	1080 Molenbeek
rue Uliens 96	1080 Molenbeek
rue Emile Féron 80	1060 Bruxelles
Kleine Wijngaardstraat 100	1190 Vorst
rue du mont Saint Alban 11	1160 Bruxelles
	1020 Bruxelles

# ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

847	Sophie	Van Geertruijden	24/04/1992	92.04.24-426.38	525 chaussée de Waterloo	1050 Ixelles
848	Monique	Van Haven	30/03/1944	44.03.30-162.77	rue de la Herse 43	1170 Bruxelles
849	Pieter	Van Hees	30/01/1970	70.01.30-109.80	Papenvest 114	1000 Bruxelles
850	Marc	Van Heuckelom	28/04/1962	62.04.28-045.57	Avenue Alphonse Valkeners 2ble4	1160 Auderghem
851	Alain	Van Hille	24/09/1946	46.09.24-065.50	rue Xavier de Bue 30A boîte 11	1180 Bruxelles
852	Rita	Van Hoecke	15/09/1944	44.09.15-146.03	Jan Sobieskilaan 17 bus 5	1020 Bruxelles
853	Catherine	Van Hoom-Streiff	25/08/1951	51.08.25-482.89	93A av Albert Lancaster	1180 Bruxelles
854	Jacques	Van Leeuwen	28/12/1954	54.12.28-417.58	12 Drève de la Grappe	1190 Bruxelles
855	Georges	Van Pottelbergh	05/12/1961	61.12.05-021.30	Rue des Bigarreux 49	1180 Bruxelles
856	Anne	Van Roggen	02/05/1951	51.05.02-204.66	rue du Mont St Alban 19	1020 Bruxelles
857	July	Van Wetter	17/12/1976	76.12.17-288.09	Avenue Hamoir 29	1180 Uccle
858	Catherine	Van Wouterghem	29/12/1984		Karrenberg 53	1170 Bruxelles
859	Geert	Van Wouterghem	31/12/1963	63.12.31-349.31	Brits Tweedelegerlaan 26 B 44	1190 Vorst
860	Xavier	Vanandruel	13/02/1953	53.02.13-063.92	rue François Ruytinx 13	1170 Bruxelles
861	Peter	Vanbellinghen	29/09/1943	43.09.29-077.19	Général Jacqueslaan 155	1050 Bruxelles
862	Maxime	Vandamme	17/08/1980	80.08.17-151.08	Avenue des Traquets 56	1160 Auderghem
863	Claire	Vaudaudenard	29/07/1961	61.07.29-006.66	Rue des Horticulteurs 145	1020 Bruxelles
864	Marianne	Vanden Borre	08/03/1955	55.03.08-432.19	rue Berthelot 147	1190 Forest
865	Patrick	Vanden Borre	08/07/1957	57.07.08-005.31	rue Saint Lambert 71	1200 Bruxelles
866	Annick	Vanden Poel			6 rue des Epicéas	1170 Bruxelles
867	Julie	Vandenborre	24/01/1986	86.01.24-132.88	Rue de l'Hospice Communal 178	1170 Bruxelles
868	Thomas	Vandendorpe	10/09/1980	80.09.10-055.30	96 rue Traversier	1210 Saint Josse Ten Noode
869	Florence	Vandeneede	18/11/1967	67.11.18-026.45	Drève du Rembucher 10	1170 Bruxelles
870	Evelène	Vandeneeder	01/10/1952	52.10.01-014.51	Avenue Albert 184	1190 Bruxelles
871	Elodie	Vandenplas	21/08/1980	80.08.21-046.90	rue de Fierlant 101	1190 Forest
872	Jean-Pierre	Vandenschrick	06/03/1942	42.03.06-153.85	rue des Chats 126	1082 Bruxelles
873	Charles	Vander Linden	02/08/1991	91.08.02-215.43	Chaussée de Waterloo 497	1050 Ixelles
874	Corinne	Vander Wauven	10/02/1956	56.02.10-288.20	29 av. De l'église Saint Julien	1160 Auderghem
875	Louise	Vander Weerden	04/02/1960	60.02.04-322.56	Rue du Mont Saint Alban 52	1020 Bruxelles
876	Luc	Vandermaelen	26/08/1959	59.08.26-325.93	rue des Beguinettes 24	1170 Bruxelles

ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

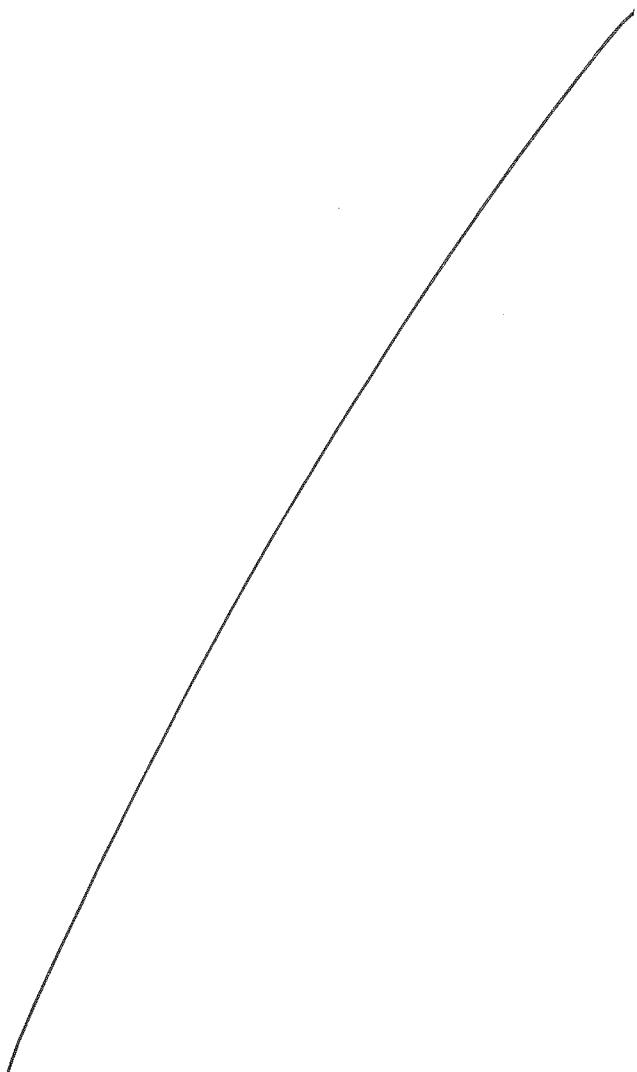
877	François	Vandermoot	14/12/1986	86.12.14-167.42			Avenue Henry Durant 2	1140 Evere
878	Catherine	Vandevelle	27/02/1963	63.02.27-488.39			Avenue Ditterbeek 229	1070 Anderlecht
879	Stéphanie	Vandevoorde	22/12/1974	74.12.22-216.83			rue des Gaerennes 40	1170 Bruxelles
880	Isabelle	Vandewoestyne	20/03/1978	78.03.20-184.02			Chaussée de Wavre 1760	1160 Auderghem
881	Dominique	Vandzysek	25/04/1969	69.04.25-159.63			Avenue du Préau 21	1040 Bruxelles
882	Sarah	Vanhemelryck	06/12/1978	78.12.06-356.22			Vanderlindenstraat 73	1030 Schaerbeek
883	Kris	Vanhoeck	18/05/1957	57.05.18-433.65			Van Volkenhaan 325	1190 Vorst
884	Marc	Vanhove	13/10/1965	65.10.13-111.61			Av Chapelle aux Champs 23	1200 Woluwe-Saint-Lambert
885	Claude	Vankerckhoven	01/12/1959	59.12.01-374.46			58b avenue des Bouleaux	1170 Bruxelles
886	Eliot	Vanlaer	30/10/2019	19.10.30-381.90	x	Représenté par : Anne-Françoise Minique - 80.10.23-224.60 Pascal Vanlaer - 70.08.18-393.11	Rue de la Herse 19	1170 Bruxelles
887	Pascal	Vanlaer	18/08/1970	70.08.18-393.11			Rue de la Herse 19	1170 Bruxelles
888	Emmanuelle	Vannechelen	28/12/1960	60.12.28-016.03			Avenue des Tribons 28 bte 2	1170 Bruxelles
889	Fanny	Vanobberghen	10/06/1986	86.06.10-198.89			rue Valduc 187	1160 Bruxelles
890	Valérie	Vanparys	12/05/1981	81.05.12-052.63			rue du Panuck 35/B15	1080 Molenbeek
891	Michel	Varrobays	07/10/1970	70.10.07-053.16			Clos des Pommiers Fleurs 28	1160 Bruxelles
892	Dominique	Vasse	04/09/1952	52.09.04-010.55			avenue de Floreal 35	1180 Bruxelles
893	Pierre Alain	Veder	15/07/1946	46.07.15-213.61			97 rue Vander Elst	1170 Bruxelles
894	Yannick	Veder	13/09/1974	74.09.13-201.56			Rue de l'Hospice Communal 110	1170 Bruxelles
895	Charlotte	Veige	04/07/1982	82.07.04-150.46			rue des moissons 32	1210 Saint-Josse Ten Noode
896	Lydia	Verboom	14/02/1947	47.02.14-520.61			Boulevard Joseph Bracops 201/21	1070 Anderlecht
897	Margaux	Verdoy	03/05/1995	95.05.03-380.08			rue du nid 50	1050 Ixelles
898	Jeanine	Verheykewegen	01/06/1941	41.06.01-360.28			44 avenue de la Persévérance	1070 Anderlecht
899	Bénédicte	Verians	28/11/1965	65.01.28-014.33			Chaussée de Heerstalle 371	1190 Bruxelles
900	Françoise	Verleye	27/09/1953	53.09.27-158.14			Avenue des Cailles 12	1170 Bruxelles
901	Sabine	Verlinden	15/06/1965	65.06.15-532.37			Leniksebaan 970	1070 Anderlecht
902	Dirk	Vervenne	09/09/1961	61.09.09-391.04			Vandenbusschestraat 18	1030 Schaerbeek
903	Jean-Dominique	Veuve	20/12/1956	56.12.20-345.2			Charles-Maurice Wiser 10 boîte 9	1040 Bruxelles
904	Alexandra	Vida	02/05/1991	91.05.02-510.18			rue Jean Morjau 12	1070 Anderlecht
905	Nadia	Viejo Zapico	28/05/1960	60.05.28-172.89			rue Edouard Branly 23/18	1190 Forest

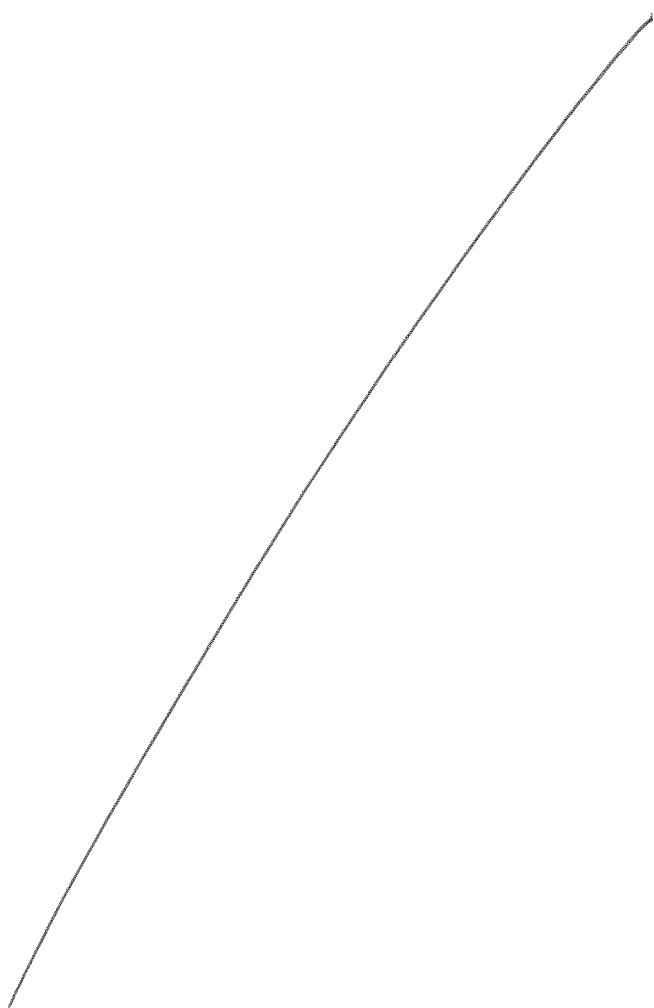
# ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques

906	Fanny	Vinet	10/10/1967	67.10.10.670.22	Avenue des Cailles 34	1170 Bruxelles
907	Daborka	Vlahovic Tomioic	05/10/1947	47.10.05-324.01	40 rue Walkiers	1140 Evree
908	Thierry	Vliegen	26/04/1965	65.04.26-317.05	Avenue Daniel Boon 10	1160 Bruxelles
909	Alexander	Von Witzleben	20/05/1954	54.05.20-487.82	2 rue Firmin Martin	1160 Auderghem
910	Bart	Vonck	27/02/1957	57.02.27-145.62	Emile Feronstraat 176/02	1060 Saint Gilles
911	Stefano	Vosa	20/04/1989	89.04.20-727.85	rue du Prévot 25	1050 Ixelles
912	Eva	Vreede	24/05/1977	77.05.24-542.02	Tuinbouwersstraat 155	1020 Bruxelles
913	Joren	Vuysteke	27/07/1992	92.07.27-171.30	Square Marie Louise 70	1000 Bruxelles
914	Mireille	Vuysteker	11/09/1966	66.09.11-448.89	Avenue Léopold Wiener 39 RDC	1170 Bruxelles
915	Wivine	Waillez	16/08/1970	70.08.16-236.34	65 rue du Mont Saint Alban	1020 Bruxelles
916	Christine	Walckiers	12/07/1948	48.07.12-370.36	Zeepaardjesstraat 12	1080 Bruxelles
917	Miranda Jane	Wall	29/06/1984	84.06.29-550.95	43 rue des Fabriques	1000 Bruxelles
918	Kiera	Walson-Milne	15/04/1993	93.04.15-758.94	avenue des Villas 12	1060 Bruxelles
919	Veronique	Waterschoot	13/06/1966	66.06.13-172.90	Rue de l'autruche 2	1170 Bruxelles
920	Vinciane	Watrin	14/02/1952	52.02.14-002.05	Parc Jean Monnet 6022	1082 Bruxelles
921	Henriette	Wauters	10/06/1956	56.06.10-386.47	Rue des Colombophiles 15	1070 Anderlecht
922	Gaston	Weguez	12/04/1938	38.04.12-245.27	rue Paul Lauters 38	1050 Bruxelles
923	Gisela	Weinand	14/06/1953	53.06.14-040.16	Bvd Maurice Carême 14/62	1070 Anderlecht
924	Michele	Werdel	26/09/1967	67.09.26-424.72		1170 Bruxelles
925	Philippe	Weytens	06/12/1964	64.12.06-011.73	805 avenue Milcamps	1030 Schaerbeek
926	Catherine	Wielant	11/09/1966	66.09.11-050.02	59 rue du Mont Blanc	1060 Bruxelles
927	Simone	Willensen	04/06/1964	64.06.04-616.68	Kolibriplein 6	1170 Bruxelles
928	Jean	Willernyns	01/05/1953	53.05.01-165.80	rue de la rive 80	1200 Woluwe-Saint-Lambert
929	Linde	Wolters	25/09/1983	83.09.25-354.23	avenue Brugmann 41	1060 Saint Gilles
930	Valère	Wouters	14/06/1964	64.06.14-024.69	rue de l'Avocette 10	1170 Bruxelles
931	Marie-Denise	Zachary	05/10/1965	65.10.05-190.28	Clos des Pommiers Fleuris 9	1160 Bruxelles



## ANNEXE A à la citation – liste des demandeurs personnes physiques







Tribunal de première instance francophone de Bruxelles  
4e chambre  
RG 2024/885/A

4/7/25

Requête en I.V.

inscriptions avec inventaire  
inscrites au greffe du Tribunal de  
première instance francophone de  
Bruxelles  
Le 04/11/25

82

respublica  
avocats

# Requête en intervention volontaire

Art. 813, al. 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire

A Madame la Présidente du  
tribunal de première instance  
francophone de Bruxelles



1. Madame **Charlotte Adam**, NN 85.10.18-184.64, domiciliée rue Alfred Cluysenaar 68, 1060 Saint Gilles,
2. Madame **Chantal Nicole Andouche**, NN 53.03.03-380.82, domiciliée rue de la Vignette 109, 1160 Bruxelles,
3. Madame **Alitia Angeli**, NN 81.01.30-140.86, domiciliée avenue Kersbeek 218, 1190 Forest,
4. Monsieur **Carl-Éric Anspach**, NN 61.01.23-017.96, domicilié rue du Ham 132/9, 1180 Uccle,
5. Madame **Tillie Anthoine**, NN 91.04.24-691, domiciliée rue des Fruits 107, 1070 Anderlecht,
6. Madame **Fabienne Apt**, NN 63.05.04-450.12, domiciliée rue de Cervantès 90 bte 2, 1190 Bruxelles,
7. Madame **Salomé Artis O'Reilly**, NN 05.09.24-134.22, domiciliée place Constantin Meunier 12, 1190 Bruxelles,
8. Madame **Océane Ascencio**, NN 96.04.06-588.15, domiciliée chaussée de Wavre 1026, 1160 Bruxelles,
9. Madame **Sarah Aucremanne**, NN 87.07.30-378.16, domiciliée avenue Molière 120 boîte 15, 1190 Bruxelles,
10. Madame **Louise Babar**, NN 83.08.02-264.20, domiciliée rue des Déportés Anderlechtois 32, 1070 Anderlecht,
11. Madame **Herlinde Baeyens**, NN 92.04.16-526.81, domiciliée rue Antoine Clesse 29, 1020 Laeken,
12. Monsieur **Mathias Bahuon**, NN 69.02.17-597.65, domicilié rue Emile Bouilliot 16, 1050 Ixelles,
13. Monsieur **David Bastin**, NN 85.11.13-293.15, domicilié rue Dupré 27, 1090 Jette,
14. Monsieur **Pierre Bastin**, NN 98.07.24-565.46, domicilié avenue de Mai 19, 1200 Bruxelles,
15. Madame **Martine Baudart**, NN 54.07.12-290.48, domiciliée avenue Jean Van Horenbeeck, 1160 Auderghem,
16. Madame **Aurélie Baudoux**, NN 87.12.01-206.26, domiciliée rue du Vieux Moulin 21, 1160 Auderghem,
17. Madame **Pascale Bauwens**, NN 51.04.24-202.80, domiciliée avenue Eugène Ysaye 58, 1070 Bruxelles,

18. Madame **Myriam Baya**, NN 72.10.04-124.77, domiciliée boulevard Léopold III, 2, 1030 Bruxelles,
19. Madame **Géraldine Bellemans**, NN 82.03.08-230.12, domiciliée rue Max Waller 21, 1190 Bruxelles,
20. Monsieur **Rachid Benbouchta**, NN 70.01.13-341.67, domicilié avenue Albert Jonnart 34, 1200 Bruxelles,
21. Madame **Nicole Benoit**, NN 50.05.18-194.60, domiciliée avenue des Gerfaux 4/20, 1170 Watermael-Boitsfort,
22. Monsieur **Karim Bensalem**, NN 72.07.08-157.97, domicilié rue Auguste Heene 27 boîte 2, 1190 Forest,
23. Madame **Stéphanie Bertel**, NN 78.03.03-522.77, domiciliée rue Drootbeek 30, 1020 Bruxelles,
24. Mademoiselle **Joyce Bertieaux**, née le 27 juillet 2023, NN 23.07.27-138.01, représentée par ses parents, Madame Alice Declercq et Monsieur François Bertieaux, domiciliés ensemble clos Lucien Outers 2, 1160 Auderghem,
25. Monsieur **François Bertieaux**, NN 92.08.06-589.55, domicilié clos Lucien Outers 2, 1160 Auderghem,
26. Madame **Geneviève Bertrand**, NN 62.03.29-034.31, domiciliée rue Nestor de Tière 52 boîte 8, 1030 Schaerbeek,
27. Monsieur **Mauro Bianchi**, NN 62.12.21-483.79, domicilié avenue Paul Vanden Thoren 8, 1160 Auderghem,
28. Madame **Elisabeth Biront**, NN 55.11.02-306.90, domiciliée boulevard Edmond Machtens 146/20, 1080 Molenbeek-Saint-Jean,
29. Monsieur **Kris Blervacq**, NN 71.06.01-161.81, domicilié Dieleghemdreef 24, 1090 Jette,
30. Madame **Joséphine Blessum**, NN 63.07.13-514.80, domiciliée avenue du Chant d'Oiseau 135, 1160 Auderghem,
31. Madame **Carolien Boerrigter**, NN 59.06.26-442.59, domiciliée rue Louis Ernotte 58, 1170 Watermael-Boitsfort,
32. Madame **Candice Borgers**, NN 76.07.01-420.31, domiciliée avenue Vandromme 22, 1160 Auderghem,
33. Madame **Marie Borré**, NN 72.08.30-376.01, domiciliée rue du Sceptre 61, 1050 Ixelles,
34. Madame **Samina Bouaïd**, NN 76.05.30-296.47, domiciliée avenue Neptune 1, 1190 Forest,
35. Madame **Emeline Bouchat**, NN 84.06.13-406.40, domiciliée avenue G. Latinis 30, 1030 Bruxelles,
36. Monsieur **Kamal Bouchentouf**, NN 82.09.06-665.67, domicilié rue Dupont 76, 1030 Schaerbeek,
37. Monsieur **Raphaël Bourgeois**, NN 79.08.30-113.23, domicilié rue Auguste Denie 15, 1082 Berchem-Sainte-Agathe,
38. Monsieur **Olivier Boveroux**, NN 95.02.09-271.13, domicilié rue François Gay 126, 1150 Woluwé-Saint-Pierre,
39. Monsieur **Myrddine Brandenbourger**, NN 97.10.19-251.25, domicilié rue de la Croix de Pierre 27, 1060 Saint Gilles,
40. Monsieur **François Brasseur**, NN 76.11.12-163.83, domicilié rue César Franck 30/2, 1050 Ixelles,

41. **Milán Breeveld**, né le 18.05.08-191.11, représenté par ses patents, Monsieur Pierre-Alain Breeveld et Madame Emeline Bouchat, domiciliés ensemble avenue G. Latinis 30, 1030 Bruxelles,
42. Monsieur **Pierre-Alain Breeveld**, NN 72.05.05-453.71, domicilié avenue G. Latinis 30, 1030 Bruxelles,
43. Madame **Michèle Bregy**, NN 60.12.14-048.03, domiciliée chaussée d'Alseberg 1033E bte 136, 1180 Bruxelles,
44. Monsieur **Michel Breton**, NN 58.09.07-469.20, domicilié rue de la Victoire 46, 1060 Bruxelles,
45. Monsieur **Menno Brumagne**, NN 95.11.05-321.49, domicilié avenue Richard Neybergh 25, 1020 Laeken,
46. Monsieur **Kristof Brunfaut**, NN 86.10.08-349.26, domicilié rue Heyvaert 29/09, 1080 Sint-Jans-Molenbeek,
47. Madame **Marieke Buffel**, NN 87.01.19-384.07, domiciliée Van Swaestraat 4, 1090 Jette,
48. Madame **Anne Buxant**, NN 73.10.22-426.32, domiciliée rue du Tulipier 36 RC + 1, 1190 Forest
49. Madame **Maëlle Buxant**, NN 02.07.13-128.87, domiciliée Square Coghen 15, 1180 Uccle,
50. Monsieur **Marc Calant**, NN 56.07.19-309.55, domicilié rue Langeveld 146, 1180 Bruxelles,
51. Monsieur **Jacques Campens**, NN 46.03.07-303.86, domicilié avenue de la Ferme Rose 13/bte 5, 1180 Bruxelles
52. Madame **Anne-Marie Capron**, NN 30.04.29-002.77, domiciliée Clos du Bergoje 39/7, 1160 Auderghem,
53. Madame **Johanna Cardon**, NN 85.06.27-350.85, domiciliée Maurice Maeterlincklaan 84, 1030 Scharbeek,
54. Madame **Fanny Carpion**, NN 84.01.05-574.77, domicilié rue Henri Werrie 88, 1090 Jette,
55. Monsieur **Louis Carré**, NN 80.08.09-113.92, domicilié rue Drootbeek 30, 1020 Bruxelles,
56. Madame **Isabelle Carrière**, NN 72.12.06-224.28, domiciliée rue Basse 119 boîte 3, 1180 Uccle,
57. Madame **Mary-Jane Caudron**, NN 51.04.07-306.01, domiciliée avenue Jean Van Horenbeeck 200 Bte6, 1160 Auderghem,
58. Madame **Naomie Charlier**, NN 95.11.23-656.47, domiciliée avenue du Chant d'Oiseau 177, 1160 Auderghem,
59. Monsieur **Toufik Cherifi**, NN 80.02.14-285.19, domicilié rue Victor Greyson 22, 1050 Bruxelles,
60. Madame **Isabelle Chevalier**, NN 70.04.30-348.56, domiciliée rue du Villageois 111, 1160 Bruxelles,
61. Madame **Elena-Cristina Chirtes**, NN 82.12.26-364.80, domiciliée avenue des Gerfauts 2, Appt 2, 1170 Watermael-Boitsfort,
62. Madame **Priscilla Claeys**, NN 73.04.23-278.11, domiciliée avenue du Chant d'Oiseau 92, 1150 Bruxelles,
63. Madame **Françoise Collas**, NN 52.01.02-168.95, domiciliée rue du Bienfaire 58, 1170 Bruxelles,

64. Monsieur **Fabian Colle**, NN 85.03.06-277.88, domicilié rue de Wautier 121, 1020 Bruxelles,
65. Madame **Delphine Coppe**, NN 81.10.15-130.27, domiciliée rue Docteur Elie Lambotte 44, 1030 Bruxelles,
66. Madame **Marie-Caroline Coppieters't Wallant**, NN 55.07.07-042.79, domiciliée avenue de Janvier 36, 1200 Bruxelles,
67. Madame **Dominique Cornil**, NN 53.01.15-090.95, domiciliée avenue Delleur 12, 1170 Bruxelles,
68. Madame **Capucine Corre**, NN 99.07.25-520.82, domiciliée rue de la Bigoine 12, 1210 Saint-Josse-ten-Noode,
69. Madame **Nadine Cosyns**, NN 38.03.28-105.84, domiciliée avenue Zaman 61 RCHO, 1190 Forest,
70. Monsieur **Bastien Coureau**, NN 91.01.04-737.91, domicilié rue Nestor de Tière 60 boîte 1, 1030 Schaerbeek,
71. Madame **Marianne Courtois**, NN 63.12.19-358.91, domiciliée rue de Bourgogne 5, 1190 Bruxelles,
72. Monsieur **Maarten Cuypers**, NN 73.12.04-359.71, domicilié Dokter Huetstraat 90, 1070 Bruxelles,
73. Monsieur **Roland D'Hoop**, NN 67.03.03-409.56, domicilié Chaussée de la Hulpe 299, 1170 Bruxelles,
74. Monsieur **Benoit Dallemagne**, NN 56.06.05-357.32, domicilié rue Victor Allard 88, 1180 Uccle,
75. Monsieur **Edouard Danneels**, NN 57.09.03-033-70, domicilié Venelle au Palio 37, 1150 Woluwé-Saint-Pierre,
76. Madame **Ysaline Daoust**, NN 93.07.15-460.25, domiciliée rue d'Albanie, 69, 1060 Saint Gilles,
77. Madame **Elisabeth Dardenne**, NN 98.02.07-406.01, domiciliée avenue du onze novembre 9, 1040 Etterbeek,
78. Monsieur **Rémy Daumerie**, NN 81.04.09-081.20, domicilié rue Rodenbach 100, 1190 Forest,
79. Madame **Bénédicte de Bellefroid**, NN 54.03.20-222.42, domiciliée rue de la Vignette 39, 1160 Auderghem,
80. Madame **Anne de Boeck**, NN 62.05.04-444.94, domiciliée rue des Petits Carmes 24 boîte 62, 1000 Bruxelles,
81. Madame **Estelle De Bruyn**, NN 94.03.24-494.05, domiciliée avenue A. Huysmans 83, 1050 Bruxelles,
82. Monsieur **Dirk De Clippeleir**, NN 62.06.11-053.88, domicilié E. Banningstraat 112, 1050 Elsene,
83. Madame **Anne de Frenne**, NN 54.01.30-006.41, domiciliée avenue des Tilleuls 8, 1180 Uccle,
84. Monsieur **Bruno de Halleux**, NN 53.09.23-445.41, domicilié rue Franz Merjay 73, 1050 Bruxelles,
85. Monsieur **Manuel De Hertogh**, NN 74.05.14-445.48, domicilié Olivetenhof 16, 1000 Bruxelles,
86. Madame **Valentine de Pret Roose de Calesberg**, NN 79.12.04-238.22, domiciliée rue du Chevreuil 18, 1000 Bruxelles,

87. Madame **Pascale de Radigues**, NN 55.03.22-368.51, domiciliée rue du Verger 4, 1160 Bruxelles,
88. Madame **Cécile de Ryckel**, NN 46.04.26-072.45, domiciliée rue du Wagon 18/2, 1180 Bruxelles,
89. Madame **Maria de San Juan**, NN 68.09.01-502.86, domiciliée Quai au Foin 47, 1000 Bruxelles,
90. Monsieur **Joaquin De Santos**, NN 86.01.14-503.17, domicilié rue Haute 51 boîte 11, 1000 Bruxelles,
91. Madame **France De Staercke**, NN 64.08.13-362.66, domiciliée av. François-Bernard Verboven 20, 1160 Auderghem,
92. Monsieur **Aurèle de Thibault**, NN 92.12.19-239.43, domicilié avenue Georges Henri 449, 1200 Bruxelles,
93. Monsieur **Patrick De Vleeschauwer**, NN 62.08.10-055.33, domicilié Dorpelingstraat 40, 1160 Bruxelles,
94. Madame **Thérèse De Vriendt**, NN 55.11.30-004.37, domiciliée rue de la Cueillette 27, 1180 Uccle,
95. Madame **Anne Debaar**, NN 60.06.26-122.12, domiciliée rue des Ailes 96, 1030 Bruxelles,
96. Monsieur **Françoise Debefve**, NN 47.03.04-434.66, domicilié avenue Kersbeek 82, 1190 Bruxelles
97. Monsieur **Michel Debruyne**, NN 59.01.19-037.57, domicilié Voltairelaan 26, 1030 Bruxelles
98. Monsieur **Guy Debry**, NN 29.12.18-001.55, domicilié clos du Bergoje 39/7, 1160 Auderghem
99. Madame **Anne Decamp**, NN 59.01.25-052.56, domiciliée rue du Brillant 27 boîte 31, 1170 Watermael-Boitsfort
100. Monsieur **Quentin Dechèvre**, NN 01.01.04-197.31, domicilié avenue Baden-Powell 7/6, 1200 Bruxelles
101. Madame **Alice Declercq**, NN 92.02.05-478.57, domiciliée clos Lucien Outers 2, 1160 Auderghem
102. Monsieur **Sidney Decock**, NN 56.12.18-412.12, domicilié chaussée de Wavre 1823, 1160 Auderghem
103. Monsieur **Guillaume Defossé**, NN 85.11.29-283.30, domicilié avenue Paul Deschanel 140/09, 1030 Schaerbeek
104. Madame **Séverine Degée**, NN 77.08.09-016.29, domiciliée rue Verboeckhaven 83, 1030 Bruxelles
105. Madame **Aline Dehasse**, NN 79.12.13-110.79, domicilié rue Edison 58, 1190 Forest
106. Madame **Anita Dejarnecz**, NN 76.06.18-492.24, domiciliée rue Jean-Baptiste Colyns 19-1, 1050 Ixelles
107. Monsieur **Manuel Delafortrie**, NN 62.05.29-001.78, domicilié rue de Theuxstraat 87, 1050 Brussel
108. Madame **Sarah Delafortrie**, NN 63.07.15-004.45, domiciliée Rogierlaan 58, 1030 Schaerbeek
109. Madame **Nathalie Delchambre**, NN 68.12.12-094.88, domiciliée rue des Liégeois 41, 1050 Bruxelles

110. Monsieur **Luc Delcommune**, NN 56.03.02-023.47, domicilié avenue Michel de Ghelderode 1, 1070 Anderlecht
111. Monsieur **Bernard Delforge**, NN 45.12.17-107.24, domicilié rue des Bigarreux 47, 1180 Uccle
112. Madame **Pauline Delperdange**, NN 95.09.11-452.15, domiciliée rue Pierre Decoster 30, 1190 Forest
113. Madame **Mireille Delprat**, NN 59.05.25-536.85, domiciliée chaussée de Saint-Job 473, 1180 Bruxelles
114. Madame **Claire Delvaux**, NN 52.01.17-400.92, domiciliée clos du Bergoje 39/5, 1160 Bruxelles
115. Madame **Anne Demaere**, NN 58.01.11-118.01, domiciliée clos de la Vigne 9, 1190 Bruxelles
116. Madame **Patricia Denis**, NN 63.02.15-004.10, domiciliée avenue Montjoie 73, 1180 Bruxelles
117. Madame **Eleanor Denneman**, NN 96.12.31-512.76, domiciliée rue Cuerens 11, 1000 Bruxelles
118. Monsieur **Lucas Deproote**, NN 94.03.11-285.22, domicilié Vieille rue du Moulin 214, 1180 Uccle
119. Monsieur **Julien Descampe**, NN 74.09.20-223.18, domicilié avenue Paule 19, 1150 Bruxelles
120. Madame **Laura Desseille**, NN 88.03.13-200.18, domiciliée rue des 3 arbres 16, 1180 Uccle
121. Madame **Eloïse Dhuy**, NN 79.08.10-586.53, domiciliée avenue Daniel Boon 70, 1160 Bruxelles
122. Madame **Nicole Didier**, NN 46.04.25-412.26, domiciliée boulevard Sylvain Dupuis 221/71, 1070 Anderlecht
123. Monsieur **Alves Almeida Diogo Samuel**, NN 88.01.08-427.24, domicilié avenue du Parc 33, 1060 Bruxelles
124. Monsieur **Eliot Docquir**, NN 08.02.18-301.49, domicilié avenue Émile de Béco 9, 1050 Ixelles
125. Madame **Catherine Doetsch**, NN 51.01.18-008.45, domiciliée clos du Bergoje 21, 1160 Bruxelles
126. Madame **Martine Doijen**, NN 61.08.10-348.10, domiciliée place du Jeu de Balle 69, 1000 Bruxelles
127. Madame **Anne Dosière**, NN 67.05.11-416.17, domiciliée rue Général Lotz 86, 1180 Bruxelles
128. Madame **Julie Doutrelepon**, NN 68.06.18-348.97, domiciliée rue de la Concorde 16-18, 1050 Bruxelles
129. Madame **Ingrid Drese**, NN 57.02.28-314.57, domiciliée rue de l'Aqueduc 156, 1050 Ixelles
130. Monsieur **Michel Dubois**, NN 74.02.15-153.92, domicilié rue Théodore Verhaegen 40, 1060 Saint Gilles
131. Monsieur **Nicolas Dubuisson**, NN 73.02.12-273.41, domicilié rue Drootbeek 30, 1020 Laeken
132. Monsieur **Frederieke Duchateau**, NN 73.04.30-112.64, domicilié Nijverheidskaai 27/8, 1080 Sint-Jans-Molenbeek



133. Monsieur **Nicolas Duchateau**, NN 83.05.25-201.51, domicilié avenue Latérale 47, 1180 Bruxelles
134. Madame **Elisabeth Duchêne**, NN 70.09.24-350.75, domiciliée avenue Chazal 135, 1030 Schaerbeek
135. Madame **Eve Duchêne**, NN 78.06.03-090.45, domiciliée avenue Emile de Beco 9, 1050 Bruxelles
136. Madame **Martine Dufresne**, NN 63.01.08-512.93, domiciliée rue de la Vignette 100, 1160 Auderghem
137. Monsieur **Philippe Dutrieu**, NN 50.04.02-383.53, domicilié rue d'Irlande 70, 1060 Bruxelles
138. Monsieur **Hans Eelens**, NN 85.03.06-211.57, domicilié rue Houzeau de Lehaie 12, 1080 Molenbeek
139. Madame **Yasmine El Oujani**, NN 73.07.03-336.89, domiciliée avenue Wielemans Ceuppens 158, 1190 Forest
140. Madame **Genevieve Ernould**, NN 55.11.18-002.11, domiciliée avenue de la Sablière 45, 1160 Bruxelles
141. Monsieur **Erman Yvon Erogan**, NN 95.03.13-635.21, domicilié rue de l'Orient 79, 1040 Etterbeek
142. Madame **Nathalie Erpelding**, NN 69.05.20-106.02, domiciliée avenue Heydenberg 78, 1200 Bruxelles
143. Madame **Carla Faita**, NN 47.12.13-420.67, domiciliée Abdijstraat 99 bus 5, 1050 Elsene
144. Monsieur **Pierre Fastenakel**, NN 53.04.17-401.36, domicilié chaussée de Wavre 1575, 1160 Auderghem
145. Madame **Chloé Faton**, NN 88.05.29-285.50, domiciliée rue des Epiceas 61, 1170 Bruxelles
146. Monsieur **Benjamin Fauquert**, NN 77.08.02-479.67, domicilié chaussée de Saint-Job 255, 1180 Bruxelles
147. Monsieur **Mehdi Fellah**, NN 84.02.02-505.49, domicilié rue Scailquin 56, 1210 Saint-Josse-ten-Noode
148. Monsieur **Jacques Feron**, NN 52.12.02-003.46, domicilié avenue des Tilleuls 8, 1180 Uccle
149. Monsieur **Grégoire Fettweis**, NN 84.01.28-135.20, domicilié rue de la Poudrière 18, 1000 Bruxelles
150. Monsieur **Tom Flon**, NN 92.12.08-485.30, domicilié rue Washington 208, 1050 Ixelles
151. Monsieur **Philippe Fontaine**, NN 48.02.03-003.56, domicilié rue René Christiaens 14, 1160 Auderghem
152. Madame **Sophie Fally**, NN 26.61.21-638.26, domiciliée rue des Myosotis 48, 1180 Bruxelles
153. Monsieur **Nicola Frank**, NN 63.03.11-544.82, domicilié rue Charles Quint 75, 1000 Bruxelles
154. Madame **Bénédicte Franck**, NN 86.03.19-174.16, domiciliée chaussée d'Alsemberg 1104, 1180 Uccle
155. Madame **Catherine Franck**, NN 55.04.28-422.18, domiciliée chaussée d'Alsemberg 1048, 1180 Uccle



156. Monsieur **Richard Gardiner**, NN 85.10.01-587.74, domicilié Maasstraat 21, 1080 Sint-Jans-Molenbeek
157. Madame **Iliana Gaudet**, NN 93.02.03.522.94, domiciliée rue de l'Aurore 19, 1000 Bruxelles
158. Monsieur **Andrzes Gbur**, NN 76.05.11-499.26, domicilié clos du Bergoje 40/10, 1160 Auderghem
159. Madame **Paulina Gbur**, NN 76.12.03-464.59, domiciliée clos du Bergoje 40/10, 1160 Bruxelles
160. Madame **Fabienne Geens**, NN 60.01.21-078.74, domiciliée rue du Moulin à Papier 21, 1160 Auderghem
161. Madame **Jéromine Gehrenbeck**, NN 90.11.12-486.54, domiciliée rue Hubert Krains 18, 1030 Schaerbeek
162. Madame **Françoise Geleyn**, NN 55.05.17-172.23, domiciliée avenue Leopold Wiener 75, 1170 Watermael-Boitsfort
163. Madame **Céline Genot**, NN 80.01.07-372.04, domiciliée rue des Fruits 69, 1070 Bruxelles
164. Monsieur **Walter Gérard**, NN 02.02.28-209.88, domicilié avenue des Hospices 53, 1180 Bruxelles
165. Madame **Catherine Ghys**, NN 49.10.22-216.29, domiciliée rue d'Irlande 70, 1060 Bruxelles
166. Monsieur **François-Xavier Gilbert**, NN 39.04.05-071.44, domicilié rue Eugène Denis 10, 1160 Auderghem
167. Madame **Pauline Gillard**, NN 88.07.26-360.78, domiciliée rue de l'intendant 160 bte 16, 1080 Molenbeek
168. Madame **Agnes Gillieaux**, NN 43.08.02-056.67, domiciliée rue Eugène Denis 10, 1160 Auderghem
169. Monsieur **Julien Gillion**, NN 92.01.15.525.91, domicilié rue du Feu 12, 1190 Bruxelles
170. Madame **Béatrice Godlewicz**, NN 56.03.18-480.80, domiciliée avenue Télémaque, 1190 Bruxelles
171. Madame **Anne Goethals**, NN 66.01.19-398.37, domiciliée rue de l'Hospice Communal 127, 1170 Watermael-Boitsfort
172. Monsieur **Pierre Goffart**, NN 54.01.10-381.72, domicilié avenue Jupiter 187 boîte 17, 1190 Forest
173. Monsieur **Jacques Goffeau**, NN 52.09.06-381.12, domicilié avenue Paul Vanden Thoren 21, 1160 Auderghem
174. Madame **Isabel Gomes da Costa**, NN 53.05.20-548.97, domiciliée rue de Linhout 95, 1200 Bruxelles
175. Madame **Birgit Goris**, NN 74.07.22-356.05, domiciliée chaussée de Wavre 1831, 1160 Bruxelles
176. Monsieur **Matthieu Gorissen**, NN 76.04.21-209.09, domicilié rue Edouard Fiers 8, 1030 Bruxelles
177. Monsieur **Enrico Gorza**, NN 59.08.29-263.65, domicilié chaussée d'Alseberg 1048, 1180 Bruxelles
178. Madame **Nathalie Goudinoux**, NN 71.04.24-590.15, domiciliée rue Jean Benaets 95/8, 1180 Uccle

179. Madame **Jana Goyvaerts**, NN 95.08.07-174.18, domiciliée Richard Neyberghlaan 25, 1020 Laeken
180. Monsieur **Matthew Gréant**, NN 92.08.17-363.48, domicilié rue de l'Aurore 19, 1000 Bruxelles
181. Madame **Laure Grebon**, NN 82.05.30-298.74, domiciliée rue Sans Souci 72, 1150 Ixelles
182. Madame **Sophie Grignet**, NN 64.09.12-164.10, domiciliée rue Emile Férou 166, 1060 Bruxelles
183. Monsieur **Nicolas Grimaud**, NN 72.05.14-323.28, domicilié place du Jeu de Balle 51/12, 1000 Bruxelles
184. Monsieur **Sjors Groenen**, NN 90.06.18-529.87, domicilié square Armand Steurs 28/7, 1210 Saint-Josse-ten-Noode
185. Madame **Romane Gros**, NN 95.08.17-716.49, domiciliée rue Vanderkindere 376, 1180 Uccle
186. Madame **Anne Guillot**, NN 58.10.03-510.09, domiciliée rue du Villageois 65, 1160 Auderghem
187. Madame **Françoise Guiot**, NN 63.07.05-090.65, domiciliée avenue de Monte Carlo 58, 1190 Forest
188. Monsieur **Frédéric Hallet**, NN 79.01.02-131.20, domicilié avenue de la Sablière 8, 1160 Auderghem
189. AudergheMadame **Justyna Hascilowicz**, NN 81.08.01-530.33, domiciliée av. Gabriel Emile Lebon 40 boîte 14, 1160 Auderghem
190. Madame **Arlette Hayère**, NN 53.08.23-284.01, domiciliée place des Bienfaiteurs 4/01, 1030 Schaerbeek
191. Madame **Arlette Hayère**, NN 53.08.23-284.01, domiciliée place des Bienfaiteurs 4/01, 1030 Schaerbeek
192. Madame **Eva Heibaut**, NN 84.07.08-110.08, domiciliée rue Wayenberg 8,2, 1050 Ixelles
193. Madame **Pascale Hennau**, NN 66.10.09-334.76, domiciliée rue du Vignoble 9, 1190 Forest
194. Madame **Françoise Hermesse**, NN 55.03.21-060.01, domiciliée rue de la Marne 18, 1030 Schaerbeek
195. Madame **Michèle Heyvaert**, NN 60.03.08-006.65, domiciliée avenue de Beaulieu 14 boîte 1, 1160 Auderghem
196. Madame **Stéphanie Hocq**, NN 85.11.08-146.21, domiciliée rue de Parme 54, 1060 Saint Gilles
197. Madame **Liévine Hubert**, NN 87.04.27-328.28, domiciliée rue des Glands 47, 1190 Bruxelles
198. Monsieur **Nicolas Hubert**, NN 93.05.05-169.20, Rue de l'Aurore 19, 1000 Bruxelles
199. Monsieur **François Huntzinger**, NN 83.05.19-095-46, domicilié rue Willems 14, 1210 Saint-Josse-ten-Noode
200. Monsieur **Joseph Ewart Inwood**, NN 97.07.30-665.36, domicilié avenue Paul Deschanel 243 boîte 6, 1030 Schaerbeek
201. Monsieur **Nicolas Iritcity**, NN 90.09.05-537.05, domicilié avenue Paul Deschanel 173, 1030 Schaerbeek

202. Madame **Sibel Isler**, NN 71.05.24-084.43, domiciliée avenue Joseph de Heyn 31, 1090 Jette
203. Madame **Sandy Issanchou**, NN 77.08.30-536.43, domiciliée chaussée de Bondael 289, 1050 Ixelles
204. Madame **Sarah Jacobs**, NN 80.09.11-308.38, domiciliée rue du Collège 102, 1050 Ixelles
205. Madame **Sabina Jaworez**, NN 84.12.01-402.58, domiciliée avenue Adolphe Demeur 53, 1060 Saint Gilles
206. Madame **Coline Joffroy**, NN 94.09.16-584.03, domiciliée rue Paul Emile Janson 5, 1050 Ixelles
207. Madame **Céline Joly**, NN 91.11.08-566.18, domiciliée rue de Prague 10, 1060 Bruxelles
208. Monsieur **Alexandre Julien**, NN 85.08.18-307.24, domicilié rue Jean Robie 13, 1060 Bruxelles
209. Madame **Alizée Kempenaers**, NN 94.01.27-468.24, domiciliée rue François Gay 126, 1150 Woluwé-Saint-Pierre
210. Monsieur **Sébastien Kennes**, NN 84.07.09-319.60, domicilié rue Jean Robie 13, 1060 Saint Gilles
211. Monsieur **Marieke Keppens**, NN 34.03.22-340.26, domicilié rue de la Tranquillité 8, 1070 Anderlecht
212. Madame **Douceline Kesteloot**, NN 59.09.21-260.24, domiciliée rue Lessire 4, 1160 Bruxelles
213. Madame **Marine Ketels**, NN 79.10.03-068.19, domiciliée rue de la Vignette 140, 1160 Auderghem
214. Madame **Rabab Khairy**, NN 77.02.15-532.67, domiciliée avenue Molière 83, 1190 Bruxelles
215. Madame **Vanessa Komner**, NN 76.01.26-244.91, domiciliée rue des Cottages 69 boîte 5, 1180 Bruxelles
216. Madame **Agnès Kufferath**, NN 61.05.25-008.73, domiciliée chaussée de Tervueren 25, 1160 Auderghem
217. Monsieur **Dominik Kulczynski**, NN 90.12.06-667.60, domicilié rue Marie de Bourgogne 2, 1050 Ixelles
218. Monsieur **Gregoire Lagrain**, NN 77.02.26-253.16, domicilié avenue Kersbeek 31, 1190 Forest
219. Madame **Pauline Laloux**, NN 94.10.30-324.44, domiciliée Quai du Batelage 5/280, 1000 Bruxelles
220. Madame **Colette Lambelé**, NN 48.10.07-130.59, domiciliée clos du Bergoje 18, 1160 Bruxelles  
Monsieur **Marc Lamberg**, NN 52.04.27-207.06, domicilié rue Romanie Van Dyck 29, 1070 Bruxelles
221. Madame **Eléonore Laming**, NN 92.08.24-236.62, domiciliée rue Léopold Courouble 39, 1030 Schaerbeek
222. Madame **Laurence Lamise**, NN 69.11.01-254.78, domiciliée avenue Brugmann 306, 1180 Bruxelles
223. Monsieur **Thomas Laroche**, NN 76.09.03-035.79, domicilié avenue Général Dumonceau 86, 1190 Forest

224. Monsieur **Serge Lastchenko**, NN 52.04.24-449.48, domicilié avenue Delleur 12, 1170 Bruxelles
225. Madame **Sophie Le Grelle**, NN 87.12.21-210.04, domiciliée rue Vanderschrick 93, 1060 Saint Gilles
226. Monsieur **Bernard Leblicq**, NN 51.08.22-337.33, domicilié rue du Bienfaire 58, 1170 Bruxelles
227. Monsieur **Daniel Leclercq**, NN 72.06.06-409.92, domicilié rue Jules Francqui 26 boîte 2, 1190 Forest
228. Madame **Madeleine Leclercq**, NN 64.02.21-240.03, domiciliée rue Langeveld 146, 1180 Bruxelles
229. Monsieur **Renaud Ledru**, NN 85.08.13-215.72, domicilié rue Jules Lahaye 146, 1090 Jette
230. Monsieur **Timothée Lefebvre**, NN 01.12.06-241.04, domicilié avenue Rogier 381, 1030 Bruxelles
231. Madame **Thi Kim Anh Lefebvre**, NN 93.07.01-566.48, domiciliée avenue du Karreveld 35, 1080 Molenbeek-Saint-Jean
232. Madame **Dominique Lemenu**, NN 52.04.03-058.02, domiciliée square de Guise 2, 1150 Woluwé-Saint-Pierre
233. Madame **Elisabeth Lemm**, NN 57.09.12-188.33, domiciliée Herkoliersstraat 47A, 1081 Koekelberg
234. Monsieur **Adrien Lenoble**, NN 75.10.17-319.40, domicilié avenue Van Volxem 306 boîte 24, 1190 Forest
235. Madame **Laura Leprêtre**, NN 86.12.18-546.28, domiciliée rue André de Jongh 6, 1020 Laeken
236. Monsieur **Martin Leroy**, NN 91.04.26-383.97, domicilié avenue Franz Guillaume 65 boîte 7, 1140 Evere
237. Madame **Catherine Leseul**, NN 83.09.20-324.09, domiciliée rue Groselenberg 139, 1180 Uccle
238. Monsieur **Willem Leunis**, NN 90.07.17-067.04, domicilié Parkdreef 25 b25, 1000 Brussel
239. Monsieur **André Lewalle**, NN 54.09.13-077.51, domicilié avenue Jeanne 19/17, 1050 Ixelles
240. Monsieur **Benjamin Lichou**, NN 86.01.31-633.56, domicilié rue des Châtaignes 2, 1190 Forest
241. Monsieur **Lierman Liebrecht**, NN 85.12.20-043.62, domicilié Hamerstraat 67, 1000 Brussel
242. Madame **Louise Ligot**, NN 93.12.28-272.52, domiciliée avenue du Couronnement 104, 1200 Bruxelles
243. Madame **Sabyne Lippens**, NN 58.08.30-470.01, domiciliée avenue Michel de Ghelderode 1, 1070 Anderlecht
244. Madame **Fabienne Lontie**, NN 58.05.15-360.55, domiciliée avenue du Bois de la Cambre 197, 1050 Ixelles
245. Madame **Anne-Virginie Loosbergh**, NN 71.01.18-332.44, domiciliée rue Henri Wafelaerts 62, 1060 Bruxelles
246. Madame **Florence Loozen**, NN 82.02.16-222.64, domiciliée clos du Bergoje 30, 1160 Bruxelles

- 247. Madame **Chloé Lopez Vinet**, NN 98.11.26-634.42, domiciliée avenue des Cailles 34, 1170 Bruxelles
- 248. Monsieur **Fernand Louvrier**, NN 48.05.31-139.71, domicilié av. Jean Van Horenbeeck 200 Bte4, 1160 Auderghem
- 249. Monsieur **Kieran Magzul**, NN 86.06.04-675.83, domicilié rue des Glands 47, 1190 Forest
- 250. Madame **Marie Mahler**, NN 82.12.28-446.35, domiciliée place des Bienfaiteurs 3, 1030 Schaerbeek
- 251. Madame **Cécile Maidon**, NN 26.06.83-346.77, domiciliée avenue Reine Marie Henriette 7, 1190 Forest
- 252. Monsieur **Philippe Mailleux**, NN 592.58.97.291-63, domicilié rue Savoir 1, 1160 Bruxelles
- 253. Monsieur **Jawad Mansouri**, NN 88.03.07-637.52, domicilié rue de l'intendant 160 bte 16, 1080 Molenbeek
- 254. Monsieur **Pol Marchandise**, NN 55.04.28-043.09, domicilié rue Louis Ernotte 58, 1170 Watermael-Boitsfort
- 255. Madame **Brigitte Marechal**, NN 71.12.05-134.30, domiciliée Grande rue au bois 22, 1030 Schaerbeek
- 256. Madame **Chantal Matthys**, NN 49.08.05-048.14, domiciliée square Marguerite 35, 1000 Bruxelles
- 257. Monsieur **Kevin Matthys**, NN 80.02.07-123.03, domicilié avenue Louis Jasmin 305, 1150 bruxelles
- 258. Madame **Séverine Maun**, NN 77.11.05-146.40, domiciliée rue Michel Zwaab 20/12, 1080 Bruxelles
- 259. Madame **Sarah May**, NN 02.01.20-112.45, domiciliée rue de Bordeaux 55, 1060 Bruxelles
- 260. Monsieur **André Mechelynck**, NN 59.08.10-317.96, domicilié avenue de Monte Carlo 60, 1190 Forest
- 261. Madame **Véronique Menten**, NN 58.06.12-400.15, domiciliée avenue de Monte Carlo 60, 1190 Forest
- 262. Madame **Marie-Paule Mevis**, NN 78.12.29-266.04, rue Auguste Denie 15, 1082 Berchem-Ste-Agathe
- 263. Monsieur **Laurent Meyer**, NN 73.04.29-061.48, domicilié chaussée de Wavre 1569, 1160 Bruxelles
- 264. Monsieur **Romain Minguet**, NN 89.11.02-313.21, domicilié rue Charles Quint 63, 1000 Bruxelles
- 265. Madame **Fabienne Minsart**, NN 54.12.10-324.12, domiciliée avenue Leopold Wiener 119, 1170 Watermael-Boitsfort
- 266. Madame **Claire Misrahi**, NN 73.07.11-132.53, domiciliée rue des Pierres Rouges 26, 1170 Bruxelles
- 267. Monsieur **Christian Moret**, NN 48.10.30-227.95, domicilié avenue Hugo van der Goes 108, 1160 Bruxelles
- 268. Monsieur **Cyril Mortreu**, NN 90.04.21-315.03, domicilié rue du Noyer 114, 1030 Schaerbeek
- 269. Madame **Valérie Mouton**, NN 77.06.22-148.75, domiciliée chaussée de Saint-Job 273, 1180 Uccle

270. Monsieur **Franken Mozol**, NN 89.06.28-388.04, domicilié Paleizenstraat 305, 1000 Brussel
271. Monsieur **Alain Mugabo Mukunzi**, NN 85.04.02-497.92, domicilié rue de Belgrade 13, 1190 Bruxelles
272. Monsieur **Damien Mulliez**, NN 67.06.07-101.71, domicilié boulevard Edmond Machtens 157/17, 1080 Bruxelles
273. Madame **Manuel Munoz Gil**, NN 80.07.08-567.49, domiciliée av. Gabriel Emile Lebon 40 boîte 14, 1160 Auderghem
274. Madame **Genevieve Nadin**, NN 63.03.31-148.72, domiciliée avenue de la Perseverance 42, 1070 Bruxelles
275. Monsieur **Abdellah Najim**, NN 71.02.26-269.68, domicilié rue de Suède 39, 1060 Bruxelles
276. Madame **Solange Naniot**, NN 56.11.27-210.39, domiciliée rue Général Gratry 83, 1030 Schaerbeek
277. Monsieur **Andries Nelissen**, NN 81.01.03-237.58, domicilié Jean Morjastraat 27, 1070 Anderlecht
278. Monsieur **Ngoc Trung H Nguyen**, NN 84.03.21-191.91, domicilié avenue Brillat-Savarin 7, 1050 Bruxelles
279. Monsieur **Théo Nguyen**, NN 88.09.19-758.93, domicilié rue Sans Souci 110, 1050 Ixelles
280. Madame **Simona Nikova**, NN 92.03.27-652.06, domiciliée Parkdreef 25, 1000 Brussel
281. Madame **Lucie Ollyf**, NN 94.01.03-406.30, domiciliée Vieille rue du Moulin 214, 1180 Uccle
282. Monsieur **Bart Onsia**, NN 75.12.19-119.97, domicilié square François Riga 21, 1030 Schaerbeek
283. Madame **Mailys Orban**, NN 90.08.25-346.74, domiciliée avenue de la Constitution 33, 1083 Ganshoren
284. Madame **Nastasja Otte**, NN 89.01.23-286.27, domiciliée rue du Conseil 1A, 1050 Ixelles
285. Madame **Nadine Parmentier**, NN 56.08.12-002.94, domiciliée avenue des Etriers 3, 1150 Bruxelles
286. Monsieur **Willy Pasque**, NN 52.02.13-277.51, domicilié Heiligenborre 128, 1170 Watermael-Boitsfort
287. Madame **Laurie Pazienza**, NN 95.04.06-476.09, domiciliée rue du Brochet 44, 1050 Ixelles
288. Monsieur **Mathieu Petitjean**, NN 94.08.08-315.20, domicilié rue Georges Rémy 21, 1082 Berchem-Ste-Agathe
289. Madame **Hilda Philippart**, NN 49.07.27-390.72, domicilié avenue Paul Deschanel 181/13, 1030 Bruxelles
290. **Ernest Philippart de Foy**, mineur d'âge né le 31 octobre 2023, NN 23.10.31-187.47, domicilié à 1170 Watermael-Boitsfort, place du Colibri, 4, représenté par ses parents, Monsieur Martin Philippart de Foy (NN 82.11.04-333.85) et Madame Carine Sottiaux (NN 83.05.25-148.07), domiciliés ensemble à la même adresse,
291. Monsieur **Cédric Piechowski**, NN 81.02.13-197.61, domicilié rue de l'Indépendance 106 bte 20, 1080 Molenbeek-Saint-Jean

292. Monsieur **José Luis Pinilla**, NN 57.10.14-303.59, domicilié rue de Prague 21, 1060 Bruxelles
293. Madame **Elise Pirsoul**, NN 77.15.04-008.23, domiciliée rue du Fort 39, 1060 Saint Gilles
294. Madame **Isabelle Poitrenaud**, NN 67.05.04-494.52, domiciliée rue de la Promenade 13, 1070 Anderlecht
295. Monsieur **Augustin Polet**, NN 87.05.31-141.15, domicilié rue Crocq 22, 1200 Bruxelles
296. Madame **Martine Prevost**, NN 57.03.20-132.01, domiciliée clos du Bergoje 24, 1160 Bruxelles
297. Madame **Dominique Prins**, NN 50.12.28-002.01, domiciliée chaussée de Watermael 44, 1160 Auderghem
298. Madame **Genevieve Prumont**, NN 48.12.15-130.27, domiciliée rue de l'Escrime 1, 1190 Forest
299. Monsieur **Jules Puibaraud**, NN 90.05.14-557.75, domiciliée rue des Châtaignes 2, 1190 Forest
300. Madame **Catherine Quadens**, NN 62.07.29-360.24, domiciliée rue du Faucon 25, 1000 Bruxelles
301. Monsieur **Louis Quartier**, NN 95.02.24-217.05, domicilié boulevard du Jubilé 103, 1080 Molenbeek
302. Madame **Marta Quiñonero**, NN 79.07.17-502.17, domiciliée avenue Leopold Wiener 87, 1170 Watermael-Boitsfort
303. Madame **Beate Raabe Von Witzleben**, NN 63.11.17-402.03, domiciliée rue Firmin Martin 2, 1160 Auderghem
304. Madame **Charline Remy**, NN 99.11.28-274.72, domiciliée rue Vanderschrick 5, 1060 Saint Gilles
305. Monsieur **Simon Renard**, NN 91.01.22-393.89, domicilié avenue des Longicornes 11, 1170 Watermael-Boitsfort
306. **Céleste Renard**, mineure d'âge née le 28 novembre 2022 (NN 22.11.28-020.96), représentée par ses parents Monsieur Simon Renard (NN 91.01.22-393.89) et Madame Marie Vanderbies (NN 93.01.11-380.86), domiciliés ensemble à 1170 Watermael-Boitsfort, avenue des Longicornes 11
307. Monsieur **Johan Renotte**, NN 89.10.23-429.44, domicilié chaussée de Louvain 231 boîte 4, 1030 Schaerbeek
308. Monsieur **Chris Renson**, NN 62.11.27-325.50, domicilié Destouvellestraat 58, 1030 Schaerbeek
309. Madame **Judith Reymann**, NN 67.05.08-238.91, domiciliée chaussée de Dielegem 7, 1090 Jette
310. Monsieur **Michiel Reynaert**, NN 74.09.21-071.43, domicilié chaussée de Bruxelles 313 boîte 12, 1190 Vorst
311. Madame **Caroline Roks**, NN 79.09.20-332.14, domiciliée rue du Brochet 21, 1050 Ixelles
312. Monsieur **François Roland**, NN 87.12.07-299.44, domicilié rue Léopold Courouble 23 boîte 10, 1030 Schaerbeek
313. Madame **Vincianne Roulet**, NN 89.04.14-508.96, domiciliée chaussée d'Alsemberg 364/b4, 11190 Uccle



314. Madame **Edith Rozenberg**, NN 63.03.25-186.20, domiciliée chaussée de Saint Job 376, 1180 Bruxelles
315. Monsieur **Kristien Sacré**, NN 86.07.17-464.08, domicilié Van Swaestraat 50, 1090 Jette
316. Madame **Hilde Sagon**, NN 83.06.22-202.50, domiciliée Maasstraat 21, 1080 Sint-Jans-Molenbeek
317. **Joséphine Sagon Gardiner**, mineure d'âge née le 8 juillet 2022 (NN 22.07.08-048.58), représentée par ses parents, Monsieur Richard Gardiner (NN 85.10.01-587.74) et Madame Hilde Sagon (NN 83.06.22-202.50) domiciliés ensemble Maasstraat 21, 1080 Molenbeek-Saint-Jean
318. **Samantha Sagon Gardiner** mineure d'âge née le 8 juillet 2022 (NN 22.07.08-048.58), représentée par ses parents, Monsieur Richard Gardiner (NN 85.10.01-587.74) et Madame Hilde Sagon (NN 83.06.22-202.50) domiciliés ensemble Maasstraat 21, 1080 Molenbeek-Saint-Jean
319. Monsieur **Nicolas Scherrier**, NN 82.02.05-557.59, domicilié avenue des Gerfauts 8, boîte 30, 1170 Bruxelles
320. Madame **Chantal Schoonvaere**, NN 57.05.19-386.82, domiciliée chaussée de Wavre 1575, 1160 Bruxelles
321. Madame **Rosine Schultz**, NN 56.07.25-416.59, domiciliée chaussée de la Hulpe 188, 1170 Watermael-Boitsfort
322. Monsieur **Antoine Schuyer**, NN 68.11.12-515.48, domicilié place des Bouvreuils 5, 1150 Bruxelles
323. Madame **Lucie Scocard**, NN 86.06.15-236.95, domiciliée avenue Daniel Boon 88, 1160 Auderghem
324. Madame **Marie Secrétant**, NN 86.08.12-620.09, domiciliée avenue Maréchal Joffre 43, 1190 Forest
325. Madame **Sylvia Sepulchre**, NN 70.07.07-472.61, domiciliée rue Jennart 42, 1080 Bruxelles
326. Madame **Brigitte Simonet**, NN 65.10.20-006.53, domiciliée rue du Villageois 21, 1160 Bruxelles
327. Madame **Sylvia Smolar**, NN 72.04.13-394.77, domiciliée 114 rue Meyerbeer bte 5, 1180 Bruxelles
328. Monsieur **Julien Sohier**, NN 88.12.03-239.51, domicilié avenue Vandromme 22, 1160 Bruxelles
329. Monsieur **Pierre Sommereyns**, NN 68.08.28-063.96, domicilié rue Léopold Courouble 25/5, 1030 Schaerbeek
330. Monsieur **Peter Spaepen**, NN 76.25.04-323.66, domicilié Maurice Maeterlincklaan 84, 1030 Schaerbeek
331. **Anton Spaepen**, mineur d'âge né le 18 mai 2017 (NN 17.05.18-085.87) représenté par ses parents, Madame Johanna Cardon (NN 85.06.27-350.85) et Monsieur Peter Spaepen (NN 76.25.04-323.66), domiciliés ensemble Maurice Maeterlincklaan 84, 1030 Schaerbeek
332. **Robin Spaepen**, mineur d'âge né le 13 décembre 2020 (NN 20.12.13-167.73) représenté par ses parents, Madame Johanna Cardon (NN 85.06.27-350.85) et Monsieur Peter Spaepen (NN 76.25.04-323.66), domiciliés ensemble Maurice Maeterlincklaan 84, 1030 Schaerbeek

333. Monsieur **Francis Stallaert**, NN 50.04.17-391.80, domicilié avenue Jean Van Horenbeeck 21, 1160 Auderghem
334. Madame **Ana Stegnar**, NN 72.04.12-486.15, domiciliée rue Edmond Tollenaere 56/5, 1020 Bruxelles
335. Madame **Emilie Sterpin**, NN 92.07.22-216.38, domiciliée rue Washington 208, 1050 Ixelles
336. Madame **Joséphine Steyaert**, NN 99.11.11-414.54, domiciliée avenue Clays 61, 1030 Schaerbeek
337. Monsieur **Bruno Sulmon**, NN 46.01.27-235.25, domicilié avenue Vanden Thoren 7, 1160 Bruxelles
338. Madame **Magdalena Swinarska**, NN 56.08.16-374.87, domiciliée rue de l'hospice Communal 146, 1170 Bruxelles
339. Madame **Helena Chrisina ter Ellen**, NN 67.05.11-598.29, domiciliée rue Drootbeek 30, 1020 Bruxelles
340. Madame **Eva Tafforeau**, NN 87.12.30-354.75, domiciliée rue le Corrège 32, 1000 Brussel
341. Madame **Lina Tarica**, NN 63.05.31-584.38, domiciliée avenue Jules de Trooz 29, 1150 Bruxelles
342. Madame **Genevieve Thiel**, NN 65.07.26-068.81, domiciliée rue de Saint Phy 39, 1060 Saint Gilles
343. Monsieur **Antoine Thill**, NN 98.10.09-297.09, domicilié rue de la Cible 13, 1030 Schaerbeek
344. Madame **Isabelle Thomas**, NN 69.02.02-036.09, domiciliée avenue Albert 170, 1190 Bruxelles
345. Madame **Noëlle Thys**, NN 84.09.15-192.21, domiciliée, rue du Dries 19, 1190 Bruxelles
346. Monsieur **Lorenzo Tolfo**, NN 84.04.03-217.30, domicilié clos du Bergoje 20, 1160 Auderghem
347. Monsieur **Vittorio Tolfo**, NN 01.06.12-309.05, domicilié clos du Bergoje 20, 1160 Auderghem
348. Monsieur **Clément Toukal**, NN 93.02.16-817.88, domicilié rue Vanderkindere 376, 1180 Uccle
349. Monsieur **Laurent Trierweiler**, NN 75.12.28-363.68, domicilié rue de Flandre 123, 1000 Bruxelles
350. Madame **Camille Trinquet**, NN 85.04.26-616.29, domiciliée rue Dupont 76, 1030 Schaerbeek
351. Monsieur **Fabio Tumminello**, NN 81.07.23-553.22, domicilié rue Groselenberg 139, 1180 Uccle
352. **Léonardo Tumminello**, mineur d'âge né le 2 octobre 2019 (NN 19.10.02-239.05), représenté par ses parents, Madame Catherine Leseul (NN 83.09.20-324.09) et Monsieur Fabio Tumminello (NN 81.07.23-553.22), domiciliés ensemble rue Groselenberg 139, 1180 Uccle
353. Madame **Alejandra Uribe Restrepo**, NN 88.04.22-530.07, domiciliée Chée de Mons 814 bte 68 app C11, 1070 Anderlecht
354. Monsieur **Jacques Van Acker**, NN 43.01.06-005.46, domicilié clos du Bergoje 18, 1160 Bruxelles

355. Madame **Eléonore van der Gracht**, NN 85.12.31-230.30, domiciliée rue Major René Dubreucq 9, 1050 Ixelles
356. Monsieur **Thierry van Doosselaere**, NN 54.12.16-115.41, domicilié clos du Bergoje 21, 1160 Bruxelles
357. Monsieur **Bart Van Dyck**, NN 66.08.10-417.46, domicilié Kleine Wijngaardstraat 100, 1160 Bruxelles
358. Madame **Louky Van Eijkelenburg**, NN 97.11.11-556.64, domiciliée Jules Delhaizestraat 1, 1080 Sint-Jans-Molenbeek
359. Madame **Alexia van Kan**, NN 02.01.03-172.10, domiciliée avenue Charles Thielemans 11, 1150 Woluwé-Saint-Pierre
360. Madame **Esther Van Keirsbilck**, NN 98.03.29-376.57, domiciliée rue de Robiano 43, 1030 Schaerbeek
361. Monsieur **Steven van Waey**, NN 92.06.23-427.81, domicilié rue Des Braves 32, 1082 Koekelberg
362. Monsieur **Raphaël van Ypersele**, NN 95.08.19-385.29, domicilié rue Emile Wittman 55, 1030 Schaerbeek
363. Monsieur **Erik Vandecasteele**, NN 67.11.06-215.22, domicilié Freesiadreef 1 b55, 1030 Schaerbeek
364. Madame **Ann Vandecasteele**, NN 70.07.09-208.71, domiciliée Julius Hostestraat 5, 1030 Schaerbeek
365. Monsieur **Etienne Vandercruyssen**, NN 54.11.13-377.56, domicilié avenue des Touristes 21, 1150 Bruxelles
366. Madame **Laetitia Vanderheyden**, NN 71.04.30-462.60, domiciliée rue Meyerbeer 105, 1180 Bruxelles
367. Madame **Marie Vandermies**, NN 93.01.11-380.86, domiciliée avenue des Longicornes 11, 1170 Watermael-Boitsfort
368. Madame **Elisabeth Vanderroost**, NN 90.01.21-212.85, domiciliée rue Charles Quint 63, 1000 Bruxelles
369. Monsieur **Marin Vanderroost Minguet**, NN 23.05.24-227.85, domicilié rue Charles Quint 63, 1000 Bruxelles
370. Madame **Laura Vandewynckel**, NN 86.02.11-250.76, domiciliée Jacques Vandervleetstraat 33, 1090 Jette
371. Monsieur **Bryce Vandystadt**, NN 89.10.30-277.83, domicilié rue des Fruits 107, 1070 Anderlecht
372. Madame **Marguerite Vanhaelen**, NN 68.06.11-204.63, domiciliée rue Romanie Van Dyck 29, 1070 Bruxelles
373. Monsieur **Kris Vanhoeck**, NN 57.05.18-433.65, domicilié Van Volxemlaan 325, 1190 Vorst
374. Monsieur **Kerwin Vanlierde**, NN 77.07.19-027.57, domicilié rue Michel Zwaab 20/12, 1080 Bruxelles
375. **Altéa Vanlierde**, mineure d'âge née le 3 octobre 2012 (NN 12.10.03-364.91) représentée par ses parents Séverine Maun (NN 77.11.05-146.40) et Kerwin Vanlierde (NN 77.07.19-027.57), domiciliés ensemble rue Michel Zwaab 20/12, 1080 Bruxelles
376. **Amalric Vanlierde**, mineur d'âge né le 21 novembre 2010 (NN 10.11.21-179.89) représenté par ses parents Séverine Maun (NN 77.11.05-146.40) et Kerwin Vanlierde (NN 77.07.19-027.57), domiciliés ensemble rue Michel Zwaab 20/12, 1080 Bruxelles

377. Madame **Valentine Vanroy**, NN 90.10.23-270.30, domiciliée square Armand Steurs 28/7, 1210 Saint-Josse-ten-Noode
378. Monsieur **Kris Vanslambrouck**, NN 67.11.17-401.88, domicilié rue de Belgrade 9, 1190 Bruxelles
379. Madame **Marta Vázquez Soto**, NN 69.10.23-382.59, domiciliée Lambertmontlaan 252, 1030 Bruxelles
380. Monsieur **Patrick Veillard**, NN 76.07.07-469.93, domicilié avenue du Parc 118a, 1190 Forest
381. Madame **Eline Vereecke**, NN 86.07.28-286.50, domiciliée Van Swaestraat 48, 1090 Jette
382. Madame **Brigitte Vermaelen**, NN 59.11.10-050.93, domiciliée rue de Broyer 8, 1180 Bruxelles
383. Madame **Leen Vermeire**, NN 89.05.24-398.10, domiciliée avenue Emile de Beco 30, 1050 Ixelles
384. Madame **Danielle Verset**, NN 51.09.01-418.07, domiciliée rue Alphonse Balis 19, 1150 Bruxelles
385. Madame **Nadine Verstandig**, NN 64.10.14-398.14, domiciliée avenue Chateau de Walzin 14/3, 1180 Bruxelles
386. Monsieur **Arno Vervaet**, NN 89.12.16-319.87, domicilié Jean Dubrucqulaan 40, 1080 Sint-Jans-Molenbeek
387. Madame **Micheline Vervoort**, NN 49.09.23-368.34, domiciliée rue Emile Idiers 21/3, 1160 Auderghem
388. Madame **Laurence Vielle**, NN 68.09.06-006.44, domiciliée avenue Jean Volders 32, 1060 Bruxelles
389. Madame **Patricia Vilain**, NN 57.09.28-300.23, domiciliée avenue de la Floride 118, 1180 Bruxelles
390. Monsieur **Antoine Vrebosch**, NN 82.06.06-107.22, domicilié rue du Dries 19, 1190 Bruxelles
391. **Solveigh Vrebosch-Thys**, mineure d'âge née le 26 février 2018 (NN 18.02.26-308.12) représentée par ses parents Noëlle Thys (NN 84.09.15-192.21) et Antoine Vrebosch (NN 82.06.06-107.22), domiciliés ensemble rue du Dries 19, 1190 Bruxelles
392. Madame **Maud Vromant**, NN 89.11.08-420.25, domiciliée Verboeckhavenstraat 93, 1030 Schaerbeek
393. Madame **Isabelle Wagemans**, NN 63.07.13-016.93, domiciliée rue Josse Impens 110, 1030 Schaerbeek
394. Madame **Carole Walker**, NN 91.05.20-326.50, domiciliée rue de l'Aurore 19, 1000 Bruxelles
395. Madame **Simonne Walravens**, NN 54.01.27-436.89, domiciliée rue du Cornet 63, 1040 Bruxelles
396. Madame **Lauréline Wattecamps**, NN 00.01.12-242.16, domiciliée rue Lacaille 7, 1000 Bruxelles
397. Madame **Marie Wilputte**, NN 87.05.31-228.25, domiciliée Jules Lahaye 146, 1090 Jette
398. Madame **Catherine Wirtz**, NN 63.11.14-354.44, domiciliée avenue Jean Rousseau 201, 1190 Bruxelles

399. Monsieur Vincent Wirtz, NN 65.06.04-437.74, domicilié avenue Zaman 61 RCHO, 1190 Forest

déclarent vouloir intervenir volontairement dans le litige portant le numéro de rôle 2024/885/A.

## MOTIVATION

Cette affaire, fixée à l'audience de règlement de procédure de la 4<sup>e</sup> chambre du 7 février 2025 oppose deux associations (WeAreNature.brussels et Bruxelles Nature) et 931 bruxellois à la Région de Bruxelles-Capitale, la demande visant à établir la responsabilité de cette dernière pour inaction en matière de prévention des conséquences néfastes des changements climatiques sur les conditions de vie des habitants de la Région et obtenir l'indemnisation en nature de leur préjudice par la condamnation de la Région à intégrer tant dans son règlement régional d'urbanisme que dans le projet de modification du PRAS en cours d'élaboration (a) les prescriptions littérales et graphiques qu'elle jugera nécessaires pour renforcer les absorptions des GES par les puits naturels sur son territoire et (b) les prescriptions littérales et graphiques mettant en œuvre une stratégie d'adaptation qui repose sur de solides analyses du changement climatique et des vulnérabilités, sur des évaluations de l'aptitude des mesures envisagées à atténuer les effets du changement climatique et sur des indicateurs, et qui soient guidés par les meilleures données scientifiques disponibles en promouvant des solutions fondées sur la nature et une adaptation reposant sur les écosystèmes.

Les demandeurs sollicitent également qu'un moratoire sur l'urbanisation des sols vivants, des friches et des terres délaissées ou sur tout espace non bâti présentant une superficie de plus de 0,5 ha soit ordonné, de manière à pouvoir intégrer leur devenir dans la réflexion qui doit être menée, en concertation avec le public et sur base d'une évaluation environnementale pertinente, dans le cadre de la modification du PRAS en vue de l'adoption d'un PRAS climatique répondant aux exigences de renforcement des puits de carbone et d'adaptation aux changements climatiques.

Les requérants sont domiciliés et résident sur le territoire de la Région de Bruxelles-capitale et justifient donc de l'intérêt requis pour intervenir dans la procédure.

Le préjudice personnel qui résultera immanquablement de la dégradation substantielle de leurs conditions de vie si les mesures de réparation en nature n'étaient pas ordonnées est incontestable.

A l'appui de la demande initiale à l'argumentation de laquelle ils se rallient pleinement, il souhaitent ajouter qu'un recensement des données disponibles sur la plateforme openpermits.brussels fait apparaître qu'entre 2010 et 2023, ce ne sont pas moins de 64.671 arbres à haute-tige qui ont été admis à l'abattage, sans compter ceux qui l'ont été dans le cadre de la gestion de la forêt de Soignes (pièce 1).

Selon ce relevé exhaustif des permis délivrés par les communes de la Région bruxelloise, par son fonctionnaire délégué et son Gouvernement, l'abattage pour raison sanitaire ou de sécurité ne concerne que 9 % du nombre d'arbres dont l'abattage a été autorisé.

Ces chiffres démontrent que la tendance est loin d'être à la verdurisation de la ville et que les mesures qui sont, ici ou là, prises en ce sens n'amélioreront pas la situation et ne pourront même pas combler le déficit lié à l'abattage de masse des arbres présents sur le territoire régional.

### **EN CONSEQUENCE,**

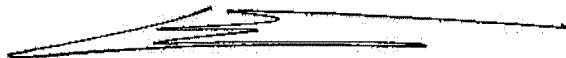
Les requérants Vous prient, Madame la Présidente, de bien vouloir les recevoir comme parties intervenantes volontaires dans cette instance et de leur donner acte de leur demande de condamnation de la défenderesse conformément au dispositif des dernières conclusions des demandeurs.

Respectueusement,

Bruxelles, le 24 janvier 2025

Pour les requérants,  
leur conseil,

Vincent LETELLIER



### **INVENTAIRE**

1. Analyse des données de la plateforme openpermits concernant les permis autorisant l'abattage d'arbres à haute-tige pour la période 2010-2023 (auteur : Mme Anne Bonew pour HELP4Trees)